

PER

G-339

BAnQ

REVUE DE LA SOCIÉTÉ
DES PROFESSEURS
D'HISTOIRE DU QUÉBEC

TRACES

Extrême droite sur Internet • *Himmler* (recension) •
Homosexuels sous le régime nazi • Ressources numériques
de BAnQ • Activité pédagogique sur le budget • La SPHQ
et le programme d'histoire

ISSN 0225-9710

HIVER 2020
VOLUME 58 – NO 1

SPHQ

Mot du président
Raymond Bédard **3**

Conseil d'administration 2020 **4**

Le 57^e congrès en photos **46**

Pleins feux sur l'Histoire

Diffusion, radicalisation et normalisation des
rhétoriques d'extrême-droite sur Internet
Mathieu Forcier **28**

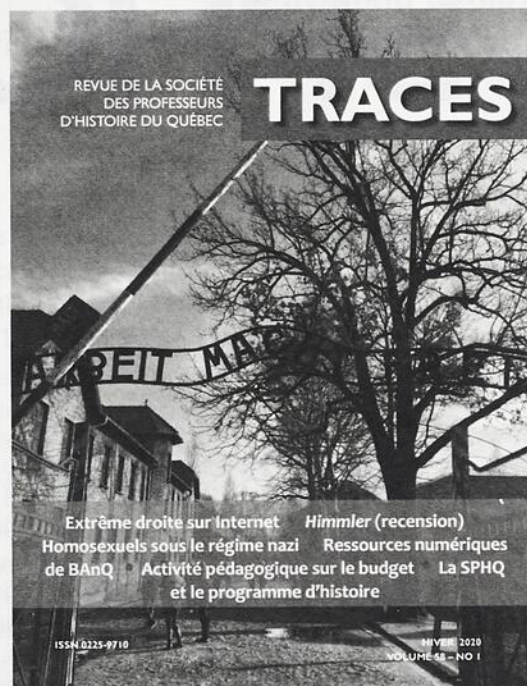
Marqués du triangle rose (extrait)
Ken Settrington **34**

Didactique en mouvement

Le programme d'histoire du Québec et
du Canada au secondaire, une grande
victoire de la SPHQ – 5^e et dernière partie
(2016-2017)
Félix Bouvier **13**

En page couverture, porte d'entrée du camp
de concentration d'Auschwitz en Pologne. Plus
d'information en p. 5.

Photo : Raymond Bédard, décembre 2019



Activités pédagogiques

Budget : Améliore ton scénario
Autorité des marchés financiers **10**

Les ressources éducatives numériques de
BANQ : la *Ligne du temps du Québec* et
Notre territoire, nos identités
Ève Lafontaine et Étienne Poulin Goyer **42**

Recension

Himmler : la non-banalité du mal
Martin Destroismaisons **6**

Quoi de neuf ?

Côté livres **49**

Côté musées **52**

SPHQ

des
du Société
professeurs d'histoire
Québec

La Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ) a été fondée à Québec le 20 octobre 1962 à l'initiative du professeur Pierre Savard (1938-1998), secrétaire de l'Institut d'histoire de l'Université Laval, avec la complicité du professeur Marcel Trudel (1917-2011), de la même institution, et de l'abbé Georges-Étienne Proulx (1921-1998).

La SPHQ a pour mission de promouvoir l'enseignement de l'histoire au Québec, sous tous ses aspects auprès de ses membres et de la population en général, et de contribuer à assurer l'information et le développement professionnel de ses membres. À cette fin et par son expertise, elle peut mener des campagnes d'information et d'éducation, faire des représentations et des recherches concernant l'enseignement de l'histoire au Québec, développer des alliances avec d'autres organismes et prendre tout autre moyen jugé utile pour réaliser cette mission.

La revue *Traces* vise à assurer la diffusion de l'information et le développement professionnel des membres de la SPHQ.

Elle se veut un outil de perfectionnement pour tous ceux que l'enseignement de l'histoire intéresse, et le promoteur de l'enseignement des sciences humaines au primaire et de l'histoire au secondaire.

Le nom *Traces* a été choisi pour rappeler les fondements de l'Histoire qui se construit à partir des preuves de la présence des humains et de leur société dans le passé.

Il rejoint, en second lieu, l'empreinte particulière laissée par l'enseignement de l'Histoire sur l'individu qui le reçoit.

Il évoque finalement l'action et l'influence passées et présentes de la SPHQ dans le domaine de l'Histoire et de son enseignement au Québec.

Comité de rédaction : Raymond Bédard, Félix Bouvier, Marc-André Éthier

Révision des textes : Suzanne Richard

Infographie : Lucie Laguë

Impression : Imprimerie des Éditions Vaudreuil, 2891, du Meunier, Vaudreuil-Dorion, Québec, J7V 8P2

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada, ISSN 0225-9710
Envoi de publication no 40044834
Port de retour garanti
Date de parution : janvier 2020
Indexé dans *Repère*

Reproduction autorisée avec mention de la source, à moins d'avis contraire.

Les opinions exprimées dans les articles publiés dans ce numéro engagent la responsabilité de leurs auteurs uniquement. Les titres, textes de présentation, encadrés, illustrations et légendes sont de la rédaction.

Correspondance

Revue *Traces* de la SPHQ

C.P. 311

Saint-Bruno-de-Montarville (Qc) J3V 5G8

Site Internet : www.sphq.quebec

Publicité et distribution

president@sphq.quebec

Adhésion annuelle à la SPHQ avec 4 numéros

Individu : 80 \$

Institution : 85 \$

Retraité ou étudiant : 40 \$

Frais de poste et de manutention inclus

Mot du président

Raymond Bédard

Enseignant d'histoire en 4^e secondaire



Reconnaissance ministérielle

Depuis septembre 2018, la SPHQ a initié une démarche auprès des associations professionnelles d'enseignement afin de s'unir pour obtenir une meilleure reconnaissance de la part du MEES de notre rôle dans la formation continue en éducation. Il nous semble important, d'une part, que le ministre prenne en considération le travail essentiel et professionnel que les associations font dans ce domaine en organisant des congrès et en publiant des revues à caractère pédagogique et, d'autre part, que le financement ne soit plus fait de façon discrétionnaire d'une association à une autre. La réponse de plusieurs associations a été positive et elles souhaitent aller de l'avant avec ce dossier. C'est donc un dossier à suivre.

Lancements de *Traces*

Dans une perspective de collaboration avec différentes institutions (musées et organismes publics), la SPHQ organise, depuis quelques années, des lancements de la revue *Traces* pour ses membres. Au cours de cette année, nous poursuivons dans cette même veine. Ainsi, le *Traces* 58-1 sera lancé au Musée de l'holocauste de Montréal le 23 février 2020, tandis que le numéro du printemps 58-2 le sera dans deux lieux différents, soit à la nouvelle agora du Parlement de Québec le 23 avril, puis le 7 mai au Musée McCord de Montréal en lien avec l'exposition sur l'œuvre du caricaturiste Serge Chapleau. Chaque lancement est accompagné d'un cocktail, d'une conférence et d'une visite de l'exposition ou du lieu. Suivez notre info lettre pour les détails d'inscription à ces événements VIP organisés pour vous.

Négociations, c'est reparti !

Au moment où le gouvernement du Québec nage dans les surplus, que l'éducation semble être une des grandes priorités du premier ministre Legault, et à l'aube de nouvelles rondes de négociations collectives, les syndicats de l'enseignement se mobilisent pour que se concrétise cette volonté d'améliorer la situation dans les écoles au travers d'offres patronales conséquentes. Comme les différentes études comparatives sur le salaire des enseignants au Canada place le Québec bon dernier, le temps est venu de corriger la situation en offrant des augmentations salariales significatives qui tiennent compte du taux d'inflation. Cela est d'autant plus important au moment où de nombreux enseignants

vont quitter pour la retraite et que la rétention des jeunes enseignants dans la profession est à son plus bas. En ce début de renouvellement des conventions collectives, les écarts entre les demandes syndicales et les offres du gouvernement sont énormes, mais on comprend que c'est le déroulement normal des négociations où chaque partie jauge l'autre en vue de l'ultime « ronde ». À suivre.

Élections fédérales 2019

L'élection fédérale de 2019 a vu le Parti libéral du Canada dirigé par Justin Trudeau conserver le pouvoir, mais dans un contexte de gouvernement minoritaire qui devrait probablement tenir jusqu'en 2022. Les lendemains d'élections sont souvent difficiles pour ceux qui aspirent à remplacer le gouvernement ou à tout le moins faire des gains notables. La renaissance du Bloc québécois, sous la direction de Yves-François Blanchet, en a surpris plus d'un et a miné les chances des conservateurs de prendre le pouvoir et celles du NPD de maintenir sa position de 2^e opposition à la Chambre des communes. Ainsi, le chef Andrew Sheer n'aura pas résisté longtemps à la grogne au sein du Parti conservateur du Canada et a jeté l'éponge pour lancer une course à la chefferie qui a réveillé le rêve de Jean Charest de devenir premier ministre du Canada ! La stagnation du Parti vert est-elle un message qu'un parti voué uniquement à l'enjeu de l'environnement ne répond pas aux attentes des électeurs ? À découvrir avec un nouveau chef à l'horizon. Côté libéral, le dicton « l'habit ne fait pas le moine », trouve écho chez Steven Guilbeault qui se retrouve ministre du patrimoine canadien !

L'augmentation du nombre d'écoles inscrites au vote étudiant Canada 2019 grâce au programme de CIVIX en collaboration avec Élections Canada est encourageant pour l'avenir de la démocratie. Un total de 1 181 053 voix a été exprimé dans 7 855 écoles de chacune des 338 circonscriptions fédérales. Faut-il s'étonner que les élèves aient suivi la tendance et qu'ils aient élu un gouvernement minoritaire libéral ?

Procédure de destitution, prise 3

Aux États-Unis, le locataire de la Maison-Blanche à l'égo surdimensionné est devenu le 3^e président à faire face à une procédure de destitution, après Andrew Johnson en 1868 et Bill Clinton en 1998. Les chefs d'accusation d'« entrave à la bonne marche du Congrès » et d'« abus de pouvoir » ont été votés à la Chambre des représentants dominée par les démocrates le 18 décembre dernier. Selon la procédure prévue dans la constitution américaine, il revient au Sénat, dominé par les républicains, de juger l'affaire, une fois les modalités du procès en destitution réglées entre les deux partis. Au moment où vous lirez ce texte, il y a fort à parier que Donald Trump aura déjà été acquitté par le Sénat, si le procès a effectivement eu lieu, et qu'il twittera frénétiquement qu'il a été victime de la pire chasse aux sorcières de l'histoire américaine. Même si les superlatifs font partie de la rhétorique du président, sa méconnaissance de l'histoire des États-Unis est toujours surprenante : le maccartisme qui a sévi au début des années 1950, en pleine guerre froide, fut sans contredit une véritable chasse aux sor-

cières contre des citoyens américains ayant eu ou non des sympathies envers le communisme, créant un véritable climat de suspicion dans la vie politique des États-Unis.

Libération des Pays-Bas

Il y a 75 ans, commençait la libération des Pays-Bas occupés par les nazis dès le début de la Deuxième Guerre mondiale. Le site des Anciens combattants contient de nombreuses informations sur la participation des troupes canadiennes dans les différents conflits dans le monde. L'extrait suivant décrit la libération de la Hollande par les troupes canadiennes.

« En février 1945, après avoir aidé à maintenir la ligne de front aux Pays-Bas pendant trois mois, la Première Armée canadienne prit part à une offensive alliée féroce sur un terrain boueux et inondé pour chasser les Allemands du front de Nimègue et les renvoyer de l'autre côté du Rhin. La grande poussée qui libérerait tout le nord-ouest de l'Europe commençait enfin.

Au début d'avril 1945, la Première Armée canadienne allait entreprendre l'évacuation des Allemands du nord-est des Pays-Bas. Souvent aidées par les renseignements fournis par les combattants de la résistance néerlandaise, les troupes canadiennes avançaient rapidement et sans relâche, reprenant communautés, canaux et terres cultivées sur leur passage. À la mi-avril, les forces britanniques et canadiennes avaient libéré la ville d'Arnhem en combattant pendant deux jours de

Conseil d'administration 2020 de la SPHQ



Laurent Constantin (secrétaire),
Adriana Catinca Stan (vice-présidente),
Romain Rombret,
Laurence Murray-Dugré,
Raymond Bédard (président),
Caroline Charest et
Véronique Charlebois (trésorière et
responsable des communications).
Absents de la photo,
Samuel Rabouin et
Mathieu Mercier.

maison en maison. Quelques jours plus tard seulement, ils avaient libéré Apeldoorn. Ils poursuivirent leur progression vers la mer du Nord en passant par Zwolle et Groningen. [...] Les Canadiens tentèrent d'utiliser tirs d'artillerie et bombardements aériens destructeurs de façon judicieuse pour ne pas gravement endommager l'infrastructure du pays et rendre encore plus difficile la tâche pour les populations locales de reconstruire leur vie après la guerre. [...] En avril, les Canadiens commencèrent aussi à avancer dans la partie ouest des Pays-Bas : région très peuplée comprenant les grandes villes d'Amsterdam, Rotterdam et La Haye. Les troupes canadiennes étaient prêtes à poursuivre leurs assauts, mais craignaient sérieusement qu'une telle attaque n'incite les forces allemandes désespérées à percer toutes les digues et à inonder complètement ce bas territoire. Pour alléger la pression, une trêve fut conclue plus tard dans le mois, après l'arrêt temporaire de l'avancée des Alliés. En retour, les Allemands allaient permettre aux approvisionnements de secours d'atteindre les citoyens néerlandais qui souffraient encore, pris au piège derrière les lignes ennemies. [...]

Grâce au travail acharné, au courage et aux immenses sacrifices de nombreux soldats canadiens et autres soldats alliés, les forces ennemies toujours présentes dans le pays se rendirent le 5 mai 1945,

libérant enfin tout le territoire des Pays-Bas. L'ensemble des forces allemandes du continent se rendirent sans condition le 7 mai 1945, et le lendemain fut déclaré Jour de la Victoire en Europe (V.E.). »

Traces

Dans ce numéro d'hiver de *Traces*, Mathieu Forcier, du Musée de l'Holocauste Montréal, analyse avec lucidité la rhétorique d'extrême droite sur internet. En collaboration avec les éditions Septentrion, nous vous proposons un extrait du livre de Ken Setterington *Marqués du triangle rose* qui aborde un sujet peu traité, la persécution des homosexuels dans l'Allemagne nazie. Dans la même veine, Martin Destroismaisons fait la recension du livre de Peter Longerich *Himmler*. Ève Lafontaine et Étienne Poulin Goyer nous présentent les ressources éducatives numériques de BANQ : *La Ligne du temps du Québec* et *Notre territoire, nos identités*. Pour sa part, l'Autorité des marchés financiers propose une activité d'apprentissage en lien avec le budget. Félix Bouvier nous livre un dernier texte pour clore son récit des débats entourant les programmes d'histoire du Québec. En terminant, la rubrique *Quoi de neuf ?* vous propose des sorties muséales qui sauront agrémenter votre hiver et des livres récents sur l'histoire et la didactique. Bonne lecture !

Les trois bénévoles au 57^e congrès :
Marilou Daoust, Andrea Gisele
Mongelos Toledo et Audrey St-Onge,
étudiantes à l'Université de Sherbrooke



Auschwitz

« Situé dans le Warthegau annexé au Reich, le camp d'Auschwitz est créé le 27 avril 1940, pour des détenus polonais, sur la ligne de chemin de fer Cracovie-Katowice. Le périmètre concentrationnaire est immense (40 km²). Un premier convoi de déportés polonais y arrive le 14 juin 1940. En mars 1941, Himmler décide d'agrandir le camp en prévision de l'arrivée de prisonniers de guerre soviétiques. De là, la mise en chantier de Birkenau (Auschwitz II), situé à 3 km d'Auschwitz. Après les premiers prisonniers de guerre (octobre 1941) et les premiers Juifs (début 1942), Auschwitz-Birkenau va devenir, et surtout en 1944, l'épicentre de la destruction des Juifs d'Europe. »

Source : Georges Bensoussan, *Atlas de la Shoah, La mise à mort des Juifs d'Europe (1939-1945)*, Paris, Éditions Autrement, 2014, p. 48

Himmler : la non-banalité du mal

Recension du livre de Peter Longerich publié
aux Éditions Héloïse d'Ormesson

Peter Longerich
Himmler

Martin Destroismaisons

M.A. Histoire, enseignant au Collège Saint-Louis



« Peu m'importe ce qu'il advient des Russes, ce qu'il advient des Tchèques. [...] Que les autres peuples vivent dans le bien-être ou qu'ils crèvent de faim, cela ne m'intéresse que dans la mesure où nous avons besoin d'eux comme esclaves pour notre culture, le reste ne m'intéresse pas. »¹.

Heinrich Himmler, discours tenu à Poznan le 4 octobre 1943

Bien que peu d'affidés d'Hitler tinrent un rôle aussi central au sein du III^e Reich qu'Heinrich Himmler, les biographies sur ce dernier n'abondent point². C'est pour pallier ce manque que Peter Longerich, un historien allemand œuvrant à l'*Universität der Bundeswehr München*³, écrivit son *Himmler*.

Dès le départ, l'auteur s'attelle à une tâche des plus ardues; à savoir comprendre comment un fils de bonne famille a pu se transmuier en organisateur d'un monstrueux génocide s'étendant sur pratiquement toute l'Europe. Pour ce faire, Longerich étudia non seulement les motivations de ce bourreau mais également sa personnalité. L'hypothèse de travail de ce dernier était que la *Schutzstaffel* (SS) et les crimes de cette dernière étaient intimement liés à la personnalité du *Reichsführer-SS*, lequel construisit celle-ci pour répondre à ses propres besoins. En fait, il s'agissait ici de lier la vie d'Himmler à l'histoire structurelle du nazisme. Pour arriver à ses fins, l'auteur utilisa un vaste éventail de sources, allant de travaux d'historiens reconnus (Breitman, Gellately, Kater, Kershaw, Smith, etc.) à une panoplie de fonds d'archives (dont l'énumération est longue de trois pages). Cet ouvrage est scindé en six parties et prend la forme d'une histoire narrative qui se veut presque toujours chronologique.

L'auteur entreprend donc la démonstration de sa thèse par la jeunesse de son sujet d'étude. On y découvre un jeune homme, issu de la génération de la jeunesse de guerre⁴, né au sein d'une famille catholique, conservatrice

et monarchiste. La situation des Himmler était enviable; son père Gebhard était détenteur d'un diplôme d'État et fut le précepteur du prince Heinrich von Wittelsbach. C'est pour faire honneur à ce dernier, qui fut aussi son parrain, qu'Himmler reçut le prénom « Heinrich ». Celui-ci ne manqua matériellement de rien dans sa jeunesse et, lorsqu'il fit son entrée à la faculté technique de Munich pour y étudier l'agronomie, il continua de recevoir moult délicatesses (vivres, vêtements, etc.) provenant du nid familial. Trois éléments de cette époque sont à mettre en exergue. Tout d'abord, Himmler éprouvait des difficultés à entrer en relation profonde avec autrui, surtout avec les femmes. Ensuite, il avait une vie parascolaire fort occupée par de nombreuses réunions de groupes paramilitaires d'extrême droite⁵. Finalement, et ceci est très bien démontré par Longerich, l'antisémitisme croissant d'Himmler fut concomitant de sa véritable période de politisation, c'est-à-dire à partir de l'été 1922. En fait, ce dernier se radicalisa au sein des cercles d'extrême droite qu'il fréquentait et en lisant certains ouvrages sulfureux. C'est d'ailleurs cette même année que l'inflation galopante rattrapa les Himmler. Gebhard dut alors avouer à son fils qu'il ne pourrait plus financer ses études. Ce dernier se dénicha donc un emploi dans une usine d'engrais et s'investit de plus en plus auprès du *Reichskriegsflagge*⁶, un groupe au sein duquel il participa au putsch de la brasserie de 1923⁷. L'échec retentissant de ce putsch ne découragea nullement Himmler. En effet, et c'était une constante chez ce dernier, il n'était presque jamais abattu par ses

LA GUERRE ET L'EXPÉRIENCE CANADIENNE EN FRANCE ET EN FLANDRE

DU 5 AU 19 JUILLET 2020

Voyage de perfectionnement professionnel
Par le *Gregg Centre for the Study of War and Society*
de l'Université du Nouveau-Brunswick

Ce programme de perfectionnement professionnel existe depuis maintenant dix ans grâce aux efforts d'historiens et de professionnels de l'éducation. L'objectif premier est d'utiliser l'histoire de la Grande Guerre et la Seconde Guerre mondiale pour faire des liens avec le curriculum scolaire, l'enseignement et l'histoire. Le programme a été conçu de manière à encourager la réflexion des enseignants sur les grandes questions sociales et historiques et aussi pour faire des liens avec la période contemporaine.

En juillet 2020, grâce au soutien de la Société Histoire Canada, un membre de la SPHQ pourra participer à ce voyage de perfectionnement professionnel (d'une valeur de 3000 \$). Toutes les dépenses de la personne choisie, et qui sont liées au transport aérien, à l'hébergement et aux activités du programme, seront assumées par la Société (à l'exception de la plupart des repas). Le candidat (ou candidate) choisi devra s'il est sélectionné :

- Préparer la biographie d'un soldat canadien qui a combattu et qui est décédé lors de la Première ou la Seconde Guerre mondiale et présenter les fruits de sa recherche sur le lieu de repos du soldat en question, en France ou en Belgique.
- S'engager à écrire après le voyage un article qui sera publié à la fois dans la revue *Traces* de la SPHQ et sur le site Web de la Société Histoire Canada.
- Pouvoir s'exprimer aisément à la fois en anglais et en français lors des activités prévues à l'horaire.

Pour participer, les enseignants intéressés devront rédiger une lettre de motivation d'environ 500 mots expliquant en quoi cette expérience pourrait être formatrice pour eux d'un point de vue personnel et professionnel. Vous êtes intéressé? Faites-nous parvenir votre candidature avant le 6 mars 2020 en utilisant le formulaire en ligne prévu à cet effet :

[HistoireCanada.ca/VoyageChampsDeBataille](https://www.unb.ca/fredericton/arts/centres/gregg/tours/france/index.html)

Pour plus de détails au sujet du voyage ou du travail réalisé par le Gregg Centre, visitez
<https://www.unb.ca/fredericton/arts/centres/gregg/tours/france/index.html>

HISTOIRE
CANADA

insuccès. Ceux-ci le poussaient à redoubler d'ardeur. Sa carrière d'agronome n'allant nulle part, il décida au cours de l'été 1924 de faire du rôle d'activiste politique son véritable métier. Il commença alors à travailler pour Gregor Strasser⁸ ce qui inaugura sa « brillante et terrible » carrière au sein du NSDAP⁹. Par ses efforts et malgré son manque d'habiletés sociales, il devint tour à tour directeur du bureau du parti en Basse-Bavière, orateur, directeur adjoint à la propagande du Reich, Reichsführer-SS, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Der Bunschuh* et député au Reichstag¹⁰. L'auteur explique ensuite comment Himmler sut s'entourer de déclassés qui lui devaient tout (Heydrich, Wolff, Jeckeln, etc.) et comment, avec eux, il développa la SS afin de démarquer celle-ci de la SA¹¹.

La seconde partie de ce livre, qui est d'une importance primordiale au regard des crimes commis par la SS, concerne la manière dont Himmler, avec l'aide de son séide Heydrich, s'accapara l'ensemble des pouvoirs policiers en Allemagne. On y décrit avec un luxe de détails sa mainmise sur l'ensemble des pouvoirs policiers, comment il organisa ceux-ci, les géra, leur annexa un important système concentrationnaire et soumis toutes ces organisations à la volonté d'un seul : lui-même. Le lecteur appréciera sûrement la clarté avec laquelle on y aborde la foisonnante bureaucratie SS; celle-ci est, pour une fois, intelligible (un schéma aurait cependant été apprécié).

Ensuite, l'idéologie qu'Himmler inculqua à la SS ainsi que le *modus operandi* avec lequel il régenta les organisations sous son contrôle furent abordés. À l'image de sa propre *Weltanschauung* (conception du monde), Himmler fit tout en son pouvoir pour que ses subordonnés soient homophobes, antiavortement (deux crimes biologiques), éminemment racistes et animés d'un antichristianisme forcené. Sous son impulsion, la SS était appelée à devenir une garde d'élite fondée sur la sélection raciale. Les origines ainsi que les tenants et les aboutissants de l'idéologie irrationnelle d'Himmler sont bien explicités par l'auteur. En somme, on y découvre une SS dont le substrat idéologique est en fait un mélange d'occultisme, de mauvaise science (comme la théorie de la glace cosmique ou *Welteislehre*), de darwinisme social et de l'idéologie raciale commune aux nazis. Longerich aborde également le style de gestion extrêmement invasif d'Himmler; ce dernier voulait tant contrôler les divers aspects de la vie des SS qu'il se mêlait autant de leurs relations interpersonnelles (comme leurs mariages) que de leurs habitudes alimentaires, de leur santé et de leurs finances. Pour lui, la SS était une famille et il en était le patriarche autoritaire. C'est au cours de cette partie qu'il appert le plus que la thèse de départ de

l'auteur, à savoir qu'Himmler a personnalisé à l'extrême les instruments de son pouvoir politique, est vraie.

Les quatrième et cinquième parties de cette œuvre se concentrent sur la Seconde Guerre mondiale et le rôle qu'y tint Himmler. On y découvre que, loin d'être un simple bureaucrate disséminant et faisant accomplir par ses subordonnés les volontés de son Führer, Himmler fut un incroyable facteur de radicalisation dans le cadre de la *Endlösung der Judenfrage* (Solution finale à la question juive). Loin de rester terré dans son bureau, le Reichsführer-SS était constamment en déplacement. Visitant autant les camps de concentration et d'extermination que ses unités d'*Einsatzgruppen*¹², Himmler radicalisa ses troupes et les poussa au massacre. Il ne fut pas non plus un de ces hommes à partir desquels Hannah Arendt forgea son concept philosophique de « banalité du mal ». Il commit ses crimes en ne mettant point en suspens ses convictions morales; c'est que celles-ci allaient dans le sens de l'instauration d'un règne germanique sans partage à l'Est de l'Europe par l'exploitation, la colonisation, la terreur et le génocide. Himmler fut un des grands responsables, avec Hitler, de l'Holocauste.

La sixième et dernière partie de ce livre porte sur une double fin : celle de la guerre et celle du protagoniste de la biographie nous intéressant ici. L'auteur y aborde des thèmes tels que la résistance, la liquidation des ghettos et des camps et la nomination désastreuse (du point de vue allemand) d'Himmler à la tête de l'armée de réserve et du groupe d'armées Vistule. Ce qu'il faut retenir ici de l'analyse de l'historien est que plus la fin du III^e Reich approchait, plus Himmler raffermait son régime de terreur dans les territoires occupés par les nazis (ceci incluait le Reich). Himmler n'eut pratiquement pas de cesse de faire assassiner ses ennemis. Ce qui ne l'empêcha point, en contradiction totale avec la devise de son organisation *Meine Ehre heißt Treue* (*grosso modo* « Mon honneur s'appelle fidélité »), de tenter de négocier avec les adversaires du III^e Reich, et ce, dans le dos d'Hitler. À la fin de sa vie, loin de suivre l'exemple des jeunes Allemands fanatisés qu'il avait poussé au crime et qui à l'époque sacrifiaient au combat leur vie pour une cause perdue, Himmler a choisi de fuir ses responsabilités en optant pour le suicide.

Bien qu'extrêmement intéressant, le livre de Longerich n'est pas exempt de faiblesses. En effet, et bien que ce dernier renferme une pléthore d'informations sur Himmler et l'idéologie qui l'anima, il laisse presque en plan des pans entiers de la vie du personnage. On aurait aimé en apprendre davantage sur le virage antichrétien d'Himmler, sur ce dernier en tant que père et époux

ou sur la deuxième famille qu'il fonda en parallèle à sa famille « officielle ». Absence de source ? Probablement, mais cela est un peu fâcheux en regard de la démarche de l'auteur qui est de lier la SS à la personnalité de son chef. Puis, il y a ce que nous appellerons « l'erreur Müller ». Erreur difficilement explicable et qui consiste au fait que Longerich affirme qu'Heinrich Müller, alors chef de l'AMT IV du RSHA, accompagnait son patron à la mi-mai 1945 avant de disparaître sans laisser de traces. Ceci est impossible puisque Müller fut aperçu pour la dernière fois dans le bunker d'Hitler le soir du 1^{er} mai 1945.

Nous avons cependant fort apprécié la limpidité du texte, la facture visuelle composée d'une trentaine de photos, la liste d'abréviation incluse à la fin du livre et, évidemment, la démonstration magistrale que l'auteur fait de sa thèse. Cette biographie expose avec brio plusieurs traits de personnalité d'Himmler comme ses difficultés à entrer en relation avec autrui,

sa mégalomanie, sa cruauté envers les *Untermenschen* (sous-hommes), son insatiable soif de pouvoir et sa propension à vouloir tout contrôler. Nous avons aussi aimé que l'auteur souligne le fait qu'Himmler, au cours de sa sombre carrière, eut successivement plusieurs mentors (Röhm, Strasser et Hitler) et qu'il ne fit jamais réellement partie du cercle intime du *Führer*. Mais, pour nous, ce qu'il faut retenir de cette biographie est la façon avec laquelle Himmler sut intégrer en un tout cohérent les divers éléments constitutifs de ce qui était à la source de son pouvoir politique : l'appareil policier, le système concentrationnaire, la politique de colonisation, les programmes de travaux forcés, l'asservissement et l'extermination de millions de personnes, etc.

En somme, nous croyons qu'avec ce pavé de plus de 900 pages, et si d'autres sources ne sont pas découvertes ultérieurement, Peter Longerich pourrait bien se targuer d'avoir écrit la biographie définitive d'Heinrich Himmler.

- 1 Cité dans : Peter Longerich, *Himmler*, Paris, Éditions Héloïse d'Ormesson, 2010, p. 636.
- 2 Omniprésent dans plusieurs livres portant sur le régime nazi, il est cependant plutôt rare qu'Himmler y tienne le premier rôle. Les exceptions notables sont : *Reichsführer SS* de Peter Padfield, *Himmler et l'empire SS* d'Édouard Calic et *Himmler et la Solution finale* de Richard Breitman. À notre humble avis, la biographie de Longerich abordée ici est supérieure aux livres précédents.
- 3 Il s'agit de l'Université militaire fédérale allemande située à Munich. Cette institution, de petite taille avec ses 200 étudiants, vise à former les officiers et les élèves officiers de l'armée allemande (*Bundeswehr*).
- 4 Cette génération fut trop jeune pour participer à la Grande Guerre mais assez vieille pour suivre, en sécurité, le déroulement de cette dernière. Comme plusieurs de ses camarades, Himmler considéra toute sa vie comme un malheur le fait qu'il ait « raté » la guerre et n'ait pas connu le front. Paradoxalement, il ne fit aucun effort pour participer activement à la Seconde Guerre mondiale. Pour lui, le front et la camaraderie qui s'y développait étaient une aventure romancée avant tout intellectuelle; il n'était pas question pour lui de risquer sa peau.
- 5 Himmler rencontra ainsi, le 26 janvier 1922, le capitaine Ernst Röhm lors d'une réunion de la société de tir de Freiweg.
- 6 *Reichskriegsflagge* : littéralement drapeau de guerre du *Reich*. Ce groupe d'extrême droite bavarois fut fondé par Ernst Röhm.
- 7 Ce putsch, initié par Hitler, avait pour but de renverser le gouvernement du *Land* de Bavière et de s'assurer d'une marche victorieuse sur Berlin. Il fut un lamentable échec.
- 8 Gregor Strasser (1892-1934) incarna « l'aile gauche » du parti nazi et, se faisant, défendait des positions sociales et économiques parfois différentes de celles du *Führer*. Ses rivalités personnelles avec d'importants dignitaires nazis finirent par lui coûter la vie lors de la nuit des Longs Couteaux (30 juin 1934).
- 9 *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* : Parti national-socialiste des travailleurs allemands ou plus simplement parti nazi.
- 10 Himmler fut député pendant 15 ans mais ne se donna jamais la peine de prendre la parole au parlement.
- 11 La *Sturmabteilung* (SA) était une organisation paramilitaire liée au NSDAP. Elle aida grandement Hitler à prendre le pouvoir en 1933. La SS en est originellement issue mais s'en détacha grâce aux velléités d'indépendance de son *Reichsführer-SS*.
- 12 Les *Einsatzgruppen* étaient des unités de police politique militarisées. Elles eurent la responsabilité d'exécuter, à l'Est, les ennemis réels ou imaginaires du nazisme. Elles furent ainsi en grande partie responsables de la « Shoah par balles », un événement horrible au cours duquel ces unités de tueries mobiles fusillèrent des centaines de milliers de Juifs.

BUDGET : AMÉLIORE TON SCÉNARIO



Une activité d'apprentissage proposée par l'Autorité des marchés financiers

Public cible	Élèves de 5 ^e secondaire
Durée estimée	40 minutes
Description	Les élèves examinent deux scénarios budgétaires, font des constats et apportent des suggestions d'amélioration.
Matériel requis	- Tableau - Un ordinateur par élève ou par équipe de travail et une connexion Internet

Qu'est-ce qu'un budget ?

C'est un outil de suivi des revenus et des dépenses. Il permet de voir d'où vient ton argent et ce que tu en fais.

Il peut s'agir d'une feuille, d'un fichier Excel, d'une application pour téléphone intelligent, etc. Peu importe la forme qu'il prend, le budget sert à t'aider à prendre les bonnes décisions au sujet de tes finances.

Les dépenses sont souvent classées en dépenses fixes et en dépenses variables.
Connais-tu la différence entre les deux ?

DÉPENSES FIXES

Reviennent à tous les mois et changent peu d'un mois à l'autre.
On peut demander aux élèves de donner des exemples :

- Loyer
- Paiement au gym
- Abonnement à un jeu vidéo
- Électricité
- Paiement auto mensuel

DÉPENSES VARIABLES

Elles peuvent varier d'un mois à l'autre.
Des exemples :

- Épicerie
- Restaurant
- Fournitures scolaires
- Essence
- Vêtements

La facture de téléphone cellulaire, une dépense fixe ou variable ?

- Si je respecte mon forfait à chaque mois : c'est une dépense fixe.
- Si je le dépasse régulièrement : le dépassement de coût est une dépense variable.
- Si je le dépasse exceptionnellement : c'est une dépense inhabituelle.

Équilibrer son budget

Qu'elles soient fixes ou variables, si tes dépenses dépassent tes revenus, tu ne pourras pas atteindre tes objectifs. Or, on a tous des objectifs, comme réduire ses dettes ou mettre de l'argent de côté pour un projet.



VOICI QUELQUES TRUCS POUR ÉQUILIBRER TON BUDGET :

- Jette un coup d'œil à tes dépenses variables. Par exemple, peux-tu diminuer les repas au restaurant ?
- Revois tes dépenses fixes. As-tu besoin du méga forfait cellulaire ?
- Vérifie s'il s'agit d'une dépense essentielle. Est-ce du luxe dans ta vie ou est-ce que tu en as véritablement besoin ?

ATELIER – ÉQUILIBRE LE BUDGET DE JADE ET DE GABRIEL

Jade

Âgée de 16 ans, Jade étudie au Collège de Villeray. Elle travaille aussi à temps partiel à la piscine où elle donne des cours de natation aux enfants.

Jade gagne 15 \$ nets de l'heure pendant 6 heures chaque samedi. Ses parents lui remettent en plus une allocation de 20 \$ par semaine pour ses repas à l'extérieur.

Côté projets, Jade veut faire son cours de conduite. Il lui en coûtera 944 \$ qu'elle peut payer en 4 versements mensuels, dont le premier dès maintenant. Elle devra aussi acheter le manuel de formation au coût de 50 \$.

Elle doit toutefois prévoir dans son budget le paiement de son nouveau forfait cellulaire de 45 \$ par mois en plus d'un budget-cadeau de 25 \$ pour sa meilleure amie ce mois-ci. C'est sans compter qu'elle dépense en moyenne 50 \$ par semaine pour des sorties au cinéma et au resto.

Gabriel

Âgé de 18 ans, Gabriel travaille à temps plein dans un supermarché mais il est inscrit dans un programme à temps plein au Collège Maisonneuve pour l'automne.

Gabriel gagne 10 \$ net de l'heure et travaille 35 heures chaque semaine. Son voisin lui donne 15 \$ par semaine pour l'entretien de son terrain, été comme hiver.

Gabriel va partir deux semaines pour le Mexique avant de retourner aux études. Il a déjà payé son voyage 1 500 \$ avec sa carte de crédit et il doit faire un paiement minimum de 75 \$ ce mois-ci. De plus, il doit mettre 200 \$ de côté pour ses dépenses de voyage.

Côté dépenses, Gabriel paye 30 \$ par mois son abonnement au gym, 65 \$ par mois son forfait cellulaire et 20 \$ par mois un abonnement à un jeu vidéo en ligne. Il aime sortir avec ses amis et dépense régulièrement 75 \$ par semaine dans les bars. Enfin, il rembourse un prêt auto à raison de 250 \$ par mois et doit payer des assurances de 2 225 \$ par année et en moyenne 240 \$ par mois d'essence et d'entretien.

1 Qui de Jade ou de Gabriel a le budget le plus équilibré ?

Utilise le calculateur budgétaire de Tesaffaires.com pour effectuer le calcul. Note : Pour transformer une dépense ou un revenu hebdomadaire en dépense ou revenu mensuel, il suffit de multiplier la somme par 52 (semaines) et de diviser par 12 (mois).

Réponse: _____

Pourquoi? _____

2 Fais un minimum de deux suggestions à Jade afin qu'elle équilibre mieux son budget. Quels sont les avantages et les inconvénients de chacune de tes suggestions ?

3 Fais un minimum de deux suggestions à Gabriel afin qu'il équilibre mieux son budget. Tiens compte du fait qu'il doit retourner aux études à temps plein. Quels sont les avantages et les inconvénients de chacune de tes suggestions ?

RETOUR SUR LES RÉSULTATS DE L'ATELIER

1 Qui de Jade ou de Gabriel a le budget le plus équilibré?

Réponse: **Gabriel**

Pourquoi? Ses revenus dépassent ses dépenses.

	Budget de Jade		Budget de Gabriel	
Revenus		477 \$		1 581 \$
Dépenses	Cours de conduite :	236 \$	Voyage:	275 \$
	Manuel :	50 \$	Gym:	30 \$
	Cellulaire :	45 \$	Cellulaire:	65 \$
	Cadeau :	25 \$	Jeux vidéo:	20 \$
	Sorties :	217 \$	Sorties:	325 \$
	Total :	573 \$	Auto:	250 \$
			Essence et entretien:	240 \$
			Total :	1 390 \$
Résultats		- 96 \$		191 \$

2 Fais un minimum de deux suggestions à Jade afin qu'elle équilibre mieux son budget. Quels sont les avantages et les inconvénients de chacune de tes suggestions?

Les réponses doivent être justifiées. Elles pourraient par exemple porter sur le nombre d'heures de travail et sur les dépenses. L'élève doit être en mesure d'expliquer les avantages et les inconvénients de ses choix.

3 Fais un minimum de deux suggestions à Gabriel afin qu'il équilibre mieux son budget. Tiens compte du fait qu'il doit retourner aux études à temps plein. Quels sont les avantages et les inconvénients de chacune de tes suggestions?

Les réponses doivent être justifiées. Elles pourraient par exemple porter sur les engagements financiers de Gabriel et sur le nombre d'heures de travail qui devra être réduit. L'élève doit être en mesure d'expliquer les avantages et les inconvénients de ses choix.

VOUS AVEZ UTILISÉ CETTE ACTIVITÉ EN CLASSE?

Participez au Concours On parle argent dans ma classe! avant le 1^{er} mars 2020, et courez la chance de gagner un des cinq prix de 1 000 \$! Toutes les infos sur la nouvelle Zone enseignants Tes affaires! de l'Autorité des marchés financiers.



CONCOURS 5 prix de 1 000 \$
pour enseignants du 1^{er} octobre 2019 au 1^{er} mars 2020

On parle argent dans ma classe!

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS TES AFFAIRES

Le programme d'histoire du Québec et du Canada au secondaire, une grande victoire de la SPHQ – 5^e et dernière partie (2016-2017)

Félix Bouvier

Historien et didacticien en sciences humaines à l'UQTR

Au début de l'année 2016, ce très grand débat relatif aux tenants et aboutissants de ce que doit ou devrait être l'enseignement de l'histoire des ancêtres et des prédécesseurs des Québécois contemporains entre dans sa phase d'aboutissement, lui qui perdure depuis le printemps 2006. Les personnes au ministère de l'Éducation chargées de rédiger le nouveau cours *Histoire du Québec et du Canada* (HQC) (Sylvain Bilodeau, Marie-Hélène Girouard et Marie-Noëlle Corriveau-Tendland qui a remplacé Danielle Dumas – retraitée – comme responsable) sont au travail pour peaufiner ce programme d'enseignement. Pour ce faire, celui-ci est en implantation dans plusieurs dizaines de classes québécoises de troisième et quatrième années de l'ordre d'enseignement secondaire.

Pendant ce temps, le débat se poursuit et on peut penser que les tenants de la conservation du programme *Histoire et éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire* (HEC), avec au premier chef – bien que souvent silencieux depuis 2006 – les Anglo-québécois, seront aux premières loges pour inciter leurs alliés traditionnels du Parti libéral, majoritaires à l'Assemblée nationale du Québec depuis avril 2014, à tenter d'influer la rédaction de ce programme. Cet article devrait, entre autres, donner des pistes pour voir et comprendre s'ils y parviendront véritablement.

Hiver 2016

Avec d'autres chercheurs, Jocelyn Létourneau dévoile des résultats fort probants de ce que sont quelques éléments essentiels de représentations qu'ont d'eux-mêmes la plupart des Québécois en ce début 2016, ce qui peut fort bien être lié aux fondements de ce débat sur l'histoire du Québec à enseigner : « S'il va de soi que toutes les sociétés du monde se construisent à coup de mythes et de contre-mythes, ceux qui définissent la québécité conjuguent les traits de francophone – nationaliste – résistant et plutôt pacifique tout en rejetant les amalgames de pluralisme, de canadianisme et de bellicisme. »¹

Vient ensuite un débat sur les bienfaits ou les méfaits de l'utilisation de Wikipédia, en lien avec l'histoire du Québec tout particulièrement. Pierre Graveline nous dit d'abord qu'il faut plonger dans une contribution à cette masse documentaire que les jeunes consultent tout particulièrement². Pour sa part, Jacques Dufresne note qu'il faut, en tant que Québécois, être conscients que Wikipédia est une banque de données dominée et appartenant aux États-Unis et qu'il nous faut donc être d'une grande prudence en voulant y juxtaposer et y soumettre notre histoire à un consensus éditorial où nous ne pouvons qu'être perdants³.

Pendant ce temps, le sociologue et grand nationaliste Mathieu Bock-Côté pourfend la ministre fédérale Mélanie Joly qui, pour préparer le 150^e anniversaire du Canada en 2017, tente de faire valoir que John A. Macdonald était un démocrate empreint de liberté. Pour Bock-Côté, 2017 devrait plutôt être l'occasion pour les Québécois de démystifier certains aspects de l'histoire du Canada. Il s'agirait de rappeler que le Canada a étouffé partout ses minorités canadiennes-françaises. Qu'il n'a promu des francophones qu'à condition qu'ils se retournent contre le Québec. Qu'il n'a jamais reconnu le Québec comme peuple fondateur et a entravé son développement. En gros, rappeler la réalité⁴.

Une autre réalité qui peut très bien être liée elle aussi au débat sur le programme et l'enseignement de l'histoire nationale au Québec est celle de l'opinion qu'ont malheureusement trop souvent les Anglo-québécois et les immigrants envers les Québécois de souche ou d'ascendance canadienne-française. Cela nous est révélé par le journaliste et essayiste Louis Cornélius qui résume un livre⁵ de l'immigrant atypique – car francophile, indépendantiste et partisan de la loi 101 – Akos Verbovcy, arrivé ici au début de l'adolescence en 1986 et à la fois Juif et Hongrois d'origine.

Le premier obstacle à l'intégration des immigrants à la société québécoise se trouve justement, explique Verbovcy, dans l'attitude méprisante envers la majorité francophone que cultivent les milieux anglophones et

immigrants. Dans cette communauté de la prétendue diversité, le consensus veut que, « quand on est ni Québécois de souche ni idiot, on est contre la loi 101 et on vote Non ». Et libéral.

Verboczy raconte que, dans son école secondaire, lors d'une insipide journée interculturelle consacrée à la danse, chaque communauté accueillait par des applaudissements le numéro illustrant sa culture. Toutefois, au moment de la conclusion réservée à la danse typiquement québécoise, un concert de huées se fit entendre. [...]

Les Québécois francophones, continue l'essayiste, doivent avoir une plus grande confiance dans la force et la richesse de leur culture, ils doivent cesser de se laisser intimider par la mentalité véhiculée par le slogan « tous immigrants », « une trouvaille à la mode qui dispense les immigrants de s'intégrer et qui sous-entend que les Québécois, descendants de colons français, ne sont pas vraiment chez eux, que leur culture en fait n'existe pas, donc qu'elle n'a aucune préséance sur les autres ». Verboczy a aimé et adopté le Québec, écrit-il, grâce à Michel Chartrand, à Pierre Falardeau et à Bernard Émond, des modèles d'affirmation.⁶

Pendant ce temps, le nouveau programme *Histoire du Québec et du Canada* est en implantation dans « 30 écoles du Québec », ce qui est perçu et apprécié positivement par un enseignant de Shawinigan : « On a plus de temps pour approfondir les sujets, les personnages et les événements qu'auparavant. Avant on avait presque 400 ans à voir en une année scolaire tandis que là, on en voit 200 en troisième et quatrième. »⁷

Dans un article du regretté Michel Sarra-Bournet (1960-2019) relié directement à ce débat, l'historien y voit un « faux dilemme ». Pour lui, « l'histoire et la mémoire font toutes les deux partie de la mission de l'école. Elles ne sont pas antinomiques. »⁸ Il note de plus que le programme d'histoire au secondaire de 2006 a largement élagué l'histoire politique et qu'il a de ce fait beaucoup nuit à une intégration harmonieuse et pertinente de l'éducation à la citoyenneté. « Parce qu'il agit comme un prisme, le politique peut être un angle d'entrée privilégié pour l'étude des réalités historiques d'une société. Il faut cesser de reléguer l'histoire politique comme un sous-produit de l'histoire sociale et de l'histoire culturelle. »⁹ L'historien observe aussi avec justesse au sujet de ce programme *Histoire et éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire*, « que les termes Québec et Canada n'apparaissent même pas dans l'intitulé des programmes réformés [de 2006] de 3^e et 4^e secondaire, ce qui confirme qu'il y avait à l'origine une volonté d'oblitération du national. »¹⁰ Avec tout autant d'acuité, Sarra-Bournet conclut en mentionnant

que les recommandations de la Commission pilotée par Jacques Beauchemin et Nadia Fahmy-Eid pourront pallier les principales tares du programme de 2006, en particulier en ce qui touche un traitement plus juste de la question nationale.

Viennent ensuite deux points de vue opposés quant à l'importance, fondamentale ou non, que doit avoir l'histoire-récit dans l'enseignement aux adolescents. Pour l'enseignant François-Xavier Delorme, il faut réconcilier « l'histoire-récit et l'histoire scientifique [...] La dichotomie entre ces deux approches n'a pas bien servi l'enseignement de l'histoire au secondaire. »¹¹ En somme, par-delà les acquis de l'histoire économique et sociale découlant de l'approche des *Annales* en France, il faut revenir à une histoire qui captive et nourrit l'imaginaire. Pour l'enseignante Chantal Rivard, aussi doctorante et chargée de cours à l'Université de Montréal par contre, il ne s'agit pas du « rôle de l'enseignement de l'histoire que d'entretenir les mythes fondateurs de notre identité. L'enseignement de l'histoire doit justement aller au-delà de ça. Il faut développer une pensée critique qui permet de construire l'identité. »¹² Commentant ce débat manichéen, le journaliste Antoine Robitaille le résume somme toute très bien :

Les craintes « des critiques du récit » sont compréhensibles. Veut-on revenir à une époque où l'on chantait que notre « histoire est une épopée des plus brillants exploits »? Personne ne le suggère ! Ni M. Delorme, ni Jacques Beauchemin et Nadia Fahmy-Eid, coauteurs d'un rapport nuancé à l'origine de la présente réforme du cours d'histoire. Cette dernière consiste en une réforme synthèse proposant justement un compromis entre l'histoire dite « sociale » et l'histoire nationale; entre l'approche par compétences et l'histoire récit.

Mais les tenants du programme de 2006 n'en démordent pas; ce sera leur vision ou le nationalisme endoctrineur [...]¹³

L'hiver 2016 se termine par l'arrivée d'un nouveau ministre de l'Éducation à Québec, Sébastien Proulx, qui se montre d'emblée ouvert à modifier l'implantation en cours du programme *Histoire du Québec et du Canada* pour répondre à certaines doléances qui se font entendre chez les Anglo-québécois. Pour certains d'entre eux, le « nouveau programme fait peu de cas de la contribution des non-francophones à l'histoire de la province. » Aussi, « il n'y aurait aucune référence aux communautés grecque ou italienne, noyées dans des références générales à l'immigration. Pour John Commins [enseignant d'histoire anglo-montréalais], il est temps que la communauté anglophone exige de pouvoir enseigner son propre programme d'histoire

LANCÉMENT
TRACES 58.2
PRINTEMPS 2020

ASSEMBLÉE NATIONALE
AGORA

23 AVRIL 2020
@17H00

Conférence • Cocktail • Visite guidée



Société
des professeurs d'histoire
du Québec

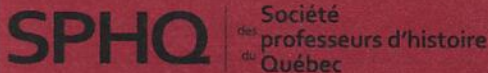
© Collection Assemblée nationale. Photographie Stéphane Groleau

CHAPELEAU
Profession : caricaturiste

7 MAI 2020

TRACES
58.2
LANCÉMENT

Conférence
Cocktail
Visite guidée



© Collection Musée McCord-Stewart

dans certaines écoles du Québec, comme le font les Franco-Ontariens et certaines communautés des premières nations. »¹⁴ Pour Jack Jedwab, représentant l'Association d'études canadiennes, ce débat sur l'enseignement de l'histoire en est un entre nationalistes québécois « modérés » et « orthodoxes ». « «Je crois que dans ce cas-ci, ce sont les modérés qui ont perdu», a estimé M. Jedwab. »¹⁵ À bon droit sur ce thème qui vise le programme d'enseignement en gestation, le sociologue féru d'histoire Jacques Beauchemin « pense que ce n'est pas une meilleure idée d'enfermer les esprits dans une valorisation extrême de la diversité et du multiculturalisme, en disant aux enfants : «vous devez être ouverts à la diversité, être des citoyens du monde». Une histoire nationaliste dirait aux enfants qu'ils «doivent être nationalistes». (...) (Les deux avenues) sont aussi idéologiques l'une que l'autre », a-t-il commenté en entrevue à la Presse canadienne »¹⁶.

Printemps 2016

Quelques semaines plus tard, ce même Jacques Beauchemin, principal auteur du *Rapport Beauchemin*¹⁷ à la base de la réforme en cours du programme d'histoire nationale à l'ordre d'enseignement secondaire, offre au journal *Le Devoir* un texte soulignant le 150^e anniversaire de la mort de François-Xavier Garneau, un très grand historien national du Canada devenu le Canada français et très recentré sur le Québec depuis les années 1960. Avant de souhaiter l'avènement d'un historien contemporain du destin québécois et canadien-français qui saura lui – ou elle – aussi contribuer efficacement à tracer un sillon pertinent de notre destin national en Amérique, Beauchemin évoque avec bonheur les grands traits de la grande contribution de Garneau à notre destinée collective :

Garneau fut très tôt après sa mort élevé au statut « d'historien national ». Ce titre glorieux ne renvoie pas simplement au fait que le récit qu'il propose au cours des années 1840 retrace le parcours historique de la nation canadienne-française. Ce que cela signifie davantage, c'est que Garneau écrit non seulement l'histoire de la nation, mais qu'il a le sentiment d'en porter en lui-même le destin. Car après l'échec des rébellions de 1837-1838 et la promulgation en 1841 de l'Acte d'Union, qui semblait sceller pour le pire le destin canadien-français, Garneau et tous les siens sont aux abois. La menace de l'assimilation que fait peser sur eux le rapport Durham et l'Union qui en est la concrétisation appelle la mise en œuvre d'une stratégie identitaire visant à contrer la menace.

Garneau assume alors ce qui lui apparaîtra relever d'une responsabilité : montrer aux Canadiens français la valeur de leur collectivité, que Garneau inscrit dans

le sillage de la grande race incarnée par Guillaume le Conquérant avant de l'appeler à demeurer fidèle à ses traditions et à laisser les « *grands peuples faire l'épreuve des nouvelles théories* », trouvera la recette de la survivance dans cette description à la fois flatteuse et inquiète. Nous aurons traversé le temps arc-bouté à cette représentation ambivalente faite de résilience, de soumission à la force des choses et de désir de durer.¹⁸

Le même jour, le journal *Le Devoir* résume le dernier livre du philosophe Georges Leroux¹⁹, un des grands penseurs, si ce n'est la principale influence, des cours Éthique et culture religieuse (ECR) aux ordres d'enseignement primaire et secondaire québécois depuis 2001, un élément plus qu'important du façonnement identitaire de la jeunesse québécoise depuis. Par-delà ces cours d'ECR souvent problématiques, Leroux ne peut évidemment s'empêcher de chercher du renfort du côté de l'enseignement de l'éducation à la citoyenneté, jointe, depuis 2001 aussi, à l'enseignement de l'histoire : « *je ne désespère pas que le programme d'histoire soit revu en ce sens. Le programme actuel est ambivalent, avec un volet "démocratie magnifique", mais la passerelle avec l'éducation à la citoyenneté n'est pas faite. Les écoles doivent donner aux jeunes les moyens de faire leur propre apprentissage de la démocratie.* »²⁰ En mettant ainsi le prisme sur des enjeux qui ne peuvent être qu'essentiellement actuels quant à ce que devrait être l'éducation à la citoyenneté jointe à l'enseignement-apprentissage de l'histoire, Georges Leroux, sans même sembler en être conscient, dénature une des grandes valeurs intrinsèques de ce qu'est et devrait être l'apprentissage de l'histoire quant aux bienfaits de pouvoir être à même de relativiser les valeurs du présent en comprenant plutôt, d'abord et avant tout, d'où elles proviennent. De là à prêter flanc aux accusations de présentisme et d'instrumentalisation qui animent ce fameux débat sur ce qu'on a voulu faire en 2006 quant à cette *Histoire et éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire*, remplaçant le programme d'histoire nationale du Québec et du Canada, il n'y a qu'un pas, bien aisé à franchir ici.

D'ailleurs, même le ministère de l'Éducation, sous un gouvernement majoritaire du parti libéral, ne l'oublions pas, vient d'avaliser la décision des concepteurs du nouveau programme HQC de soustraire l'éducation à la citoyenneté au cours d'histoire du Québec et du Canada alors en préparation. C'est dire... Et cela ne veut pas dire que Georges Leroux n'a pas raison lorsqu'il écrit qu'il faut offrir davantage d'occasions de développer la démocratie aux enfants et aux adolescents, au contraire. C'est toutefois le rôle de l'éducation à la citoyenneté

de le faire, fort probablement seule ou encore jointe à l'éthique et la culture religieuse, ou plutôt remplaçant celle-ci, pensons-nous dorénavant. C'est à voir et à réfléchir.

En partant par ailleurs du principe qu'il y aurait au Québec une guerre culturelle menée par des intellectuels conservateurs québécois²¹, les « didacticiens Marc-André Éthier, Jean-François Cardin et David Lefrançois prônent quant à eux un enseignement de l'histoire qui rejette l'approche traditionnelle et valorise le développement de l'esprit critique en initiant à la démarche historique. »²² À l'opposé selon eux, une histoire-récit ayant pour base le fait national néglige inévitablement l'histoire des opprimés et se confine de ce fait dans une « propagande nationaliste conservatrice. »²³ Cette prise de position insuffisamment nuancée quant au supposé conservatisme de ceux pour qui la question nationale est incontournable en histoire nationale – tout en ne niant surtout pas les apports de l'histoire sociale, économique et/ou culturelle –, souffre aussi de ne pas tenir assez compte d'autres aspects pourtant bien aisés à discerner de la réalité québécoise. Louis Cornéliier résume bien ici encore un pan selon nous indéniable de cet état de fait :

Ces visions de l'histoire déterminent les convictions politiques des deux groupes quant aux enjeux du présent. Les conservateurs insistent sur l'importance de la cohésion sociale. Pour cette raison, ils souhaitent le raffermissement du « nous » national, qu'ils croient menacé par *effet de fragmentation, mais au contraire une force en raison des possibilités de coalition.* » Force est de constater, cependant, que la situation du Québec actuel semble plutôt donner raison aux conservateurs.

Dupuis-Déri et Éthier n'ont certes pas tort de constater qu'il y a bien, au Québec, une guerre culturelle entre les intellectuels conservateurs et leurs opposants progressistes. Le problème, c'est que ce sont les fédéralistes affairistes et les néolibéraux de tous poils qui la gagnent sans se battre.²⁴

Les Anglo-québécois se réjouissent du report du cours Histoire du Québec et du Canada au secondaire

En mai 2016, des Anglo-québécois sont satisfaits que le « *Quebec minister refuses to sign off on new, controversial history course* »²⁵. Le ministre de l'Éducation, le troisième libéral à occuper cette fonction depuis 2014 après Yves Bolduc et François Blais, qui ont avalisé le *Rapport Beauchemin*, reporte son implantation d'un an, ce qui est perçu « comme un coup de frein à cette réforme. Des organisations des Premières Nations et de la communauté anglophone notamment, critiquent

le nouveau programme parce qu'il refléterait, selon eux, une idéologie trop "nationaliste" niant la contribution des allophones à l'histoire du Québec. »²⁶ À cela, Jacques Beauchemin répond de façon bien pertinente dans *Le Devoir* du lendemain.

« *Notre intention n'a jamais été de faire une histoire nationaliste, mais de retrouver un fil d'intelligibilité au parcours historique québécois. [...] Le Québec peut se poser comme fait de culture particulière et toute société doit être capable de se nommer de manière décomplexée. La découverte de ce « nous » national ne suppose pas du tout la marginalisation d'autres groupes.* [...] « *C'est un très mauvais procès qu'on nous tente, c'est une fausse opposition* », s'est défendu M. Beauchemin en prenant connaissance des critiques émises par le *Quebec Community Groups Network*.²⁷

Dès le jour suivant, Sébastien Proulx, ministre de l'Éducation, rectifie le tir et met *de facto* de côté les revendications des Anglo-québécois quant à une refonte majeure, selon leurs intérêts, du programme HQC en gestation. Proulx indique que ne seront apportés que des changements « mineurs. *On me dit que ce sont de petites modifications. Ce n'est vraiment pas des choses substantielles*, a indiqué le ministre. »²⁸ Cependant, le report d'un an quant à l'implantation du programme ne plait pas à l'éditorialiste Antoine Robitaille qui accuse le ministre de naviguer « à vue ici ». ²⁹ À l'opposé et du côté des anglophones comme toujours dans ce dossier, Christian Laville se réjouit du report annoncé par le ministre. Pour le didacticien à la retraite, il faudrait, pendant ces mois de report, travailler à défaire ce que le programme promeut, venant du *Rapport Beauchemin*, quant à « l'idée d'un héritage de particularités qui spécifierait les Québécois dans leur ensemble ». ³⁰ Ce faisant, Laville se fait le promoteur d'une fragmentation de l'identité québécoise qui peut de cette façon être bien plus efficacement mise au service de la pensée *canadian*, pensons-nous. *A contrario*, l'historien et sociologue Gérard Bouchard va dans le même sens que le programme HQC en préparation, en se faisant le promoteur d'une mémoire commune pour l'ensemble des Québécois :

Encore une fois, cette dimension n'est pas restreinte aux Québécois d'origine canadienne-française. Dans sa singularité même, elle est porteuse d'enseignements à caractère universel. Notre passé a quelque chose d'important à dire à tous les Québécois. Il y a deux conditions à respecter : a) ne pas l'amputer, b) ne pas verser dans l'endoctrinement. [...] à long terme, à la confluence de ces parcours se dessinera à coup sûr une identité forte, vivante et originale. Une identité québécoise.³¹

Chaque semaine, vivez avec vos élèves des activités significantes et ouvertes en lien avec l'actualité.

RECEVEZ LE MAGAZINE
ÉCOLE BRANCHÉE
AVEC VOTRE ABONNEMENT*
AUX GUIDES!



Nos guides pédagogiques permettent le développement des **compétences numériques** et **informationnelles** des apprenants.

- Des ressources éducatives numériques clé en main
- Plus de 550 guides en archives, 60 nouveaux chaque année
- Un accompagnement continu pour l'enseignant
- Une façon idéale d'enrichir les périodes de suppléance

Toute la recherche est faite pour vous :
il ne vous reste qu'à faire opérer la magie!

Découvrez notre sélection gratuite en vous inscrivant à
ecolebranchee.com/gratuit



* Des restrictions s'appliquent.

Les guides pédagogiques

SCOOP!

par l'École branchée

Pour l'enseignant d'histoire de Vaudreuil Mario Bissonnette (un des enseignants ayant collaboré à l'élaboration du programme HEC de 2006), il faut que le programme d'histoire fasse consensus, étant donné que la société – pluraliste – québécoise, « comptant une importante communauté anglophone et une clientèle scolaire de plus en plus multiethnique, ne peut en aucun cas s'engager sur la voie des programmes d'histoire différenciés en fonction de l'origine ou de la langue des jeunes auxquels ils sont destinés. »³²

Voyant cela, un groupe d'enseignants de Laval vole au secours du programme en implantation, tout en protestant contre son report, ce en quoi ils sont appuyés par Raymond Bédard, président de la SPHQ.³³ Ces enseignants protestent également contre certaines doléances lues en provenance du *Quebec Community Groups Network*, tout en prenant la défense de l'objectivité du programme HEC, en particulier quant au traitement qui est réservé aux autochtones et aux anglophones, puis à la question nationale :

[...] une lecture attentive nous permet de constater que les autochtones y sont traités avec équité. On y trouve, entre autres, la terrible histoire des pensionnats indiens. Du jamais vu dans les cours d'histoire !

Les anglophones ne sont pas en reste. En plus de leur apport à la société québécoise, ils verront des leurs dans le nouveau programme : Mordecai Richler, par exemple. Il est également normal de les présenter comme étant des conquérants puisqu'ils ont gagné la guerre de la Conquête et les rébellions. Ils ont contrôlé la majeure partie de l'économie du Québec pendant plus de 200 ans. Les faits le prouvent. Quant à la question nationale, le nouveau programme propose de voir les différents côtés de la médaille, non pas comme le programme actuel où les élèves ne voient aucun côté de celle-ci.³⁴

Le printemps 2016 se conclut par une sorte de résignation – qui sera cependant temporaire, nous le verrons – chez les Anglo-québécois. Ceux-ci ou du moins certains enseignants parmi eux, acceptent et travaillent à mettre en place le programme HEC « *despite it fails to adequately represent the experience of minorities and aboriginal peoples.* »³⁵ Ces enseignants disent aussi que c'est la « *methodology* » du nouveau programme qui suscite leur adhésion. Par-là, on peut présumer que c'est l'approche chronologique sur deux ans dorénavant favorisée qui leur plait, comme chez beaucoup d'enseignants québécois de la majorité francophone d'ailleurs.

La controverse se poursuit à l'été et à l'automne 2016

Le 15 août 2016, Patricia Cloutier, du journal *Le Soleil*, fait un bilan de l'évolution des choses depuis le mois de janvier précédent. Elle évoque les préoccupations des anglophones qui n'ont pas eu priorité puisque l'immense majorité des enseignants québécois sont pour cette réforme qui a simplement été retardée d'un an. Pour l'essentiel, l'esprit du *Rapport Beauchemin* est toujours prégnant dans les travaux ministériels d'ébauche du programme HEC :

Entre la version préliminaire de janvier 2016 et celle de mai 2016, il n'y a eu que très peu de changements dans le programme, a constaté *Le Soleil*. Le seul changement significatif est l'ajout de la notion d'esclavagisme en Nouvelle-France : le moment où les premiers esclaves ont mis les pieds au Canada et celui où l'esclavagisme a été aboli. Pour le reste, les mots *conquête* ou *assimilation* s'y trouvent toujours pour décrire la bataille des plaines d'Abraham en 1759, et ses conséquences. Le cours parle aussi de « nationalisme » quand vient le temps d'aborder la révolte des Patriotes en 1837 et 1838.³⁶

Le lendemain, les historiens Gilles Laporte et Denis Vaugeois se montrent satisfaits des orientations ministérielles, en particulier en ce qui touche le retrait de la compétence disciplinaire liée à l'éducation à la citoyenneté. Même Lise Proulx, présidente de l'Association québécoise pour l'enseignement de l'univers social (AQEUS), « pense que c'est un bon coup »³⁷; c'est dire, encore là... Elle et l'AQEUS ont en effet défendu bec et ongles le controversé programme HEC de 2006 depuis son implantation avec le lourd appui du ministère de l'Éducation et surtout de son responsable des programmes en sciences humaines jusqu'en 2013, Marius Langlois. Allant dans le même sens tout au long de ces années, Daniel Rouillard, responsable du Groupe de recherche en univers social (GRUS) et ancien vice-président de l'AQEUS, ne pense lui aussi « pas du tout que ce soit un programme de propagande », tout en précisant que « [d]ans le nouveau programme, les compétences sont directement reliées à la démarche historique. C'est plus pragmatique, plus préhensible. »³⁸

Pendant ce temps, quatre didacticiens de l'histoire continuent, comme ils le font depuis 2006, de défendre l'esprit de ce programme *Histoire et éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire*, pourtant contesté de partout chez les enseignants concernés, sauf essentiellement chez les anglophones et leurs sympathisants, tel que vu. Au passage, ils en profitent pour défendre l'éducation à la citoyenneté et pourfendent aussi les historiens Laporte et Vaugeois :

La citoyenneté promue dans le programme de 2006

était au contraire centrée sur la compréhension du présent à la lumière du passé et visait à former des citoyens capables de s'engager et de se montrer critiques [...]

Comment se fait-il qu'en 2016, alors que la discipline historique et les historiens ont mis de côté l'apologie nationale depuis 50 ans, nous en soyons arrivés à un tel recul, par lequel on valorise de façon aussi simpliste la volonté d'inculquer la « bonne » histoire à nos élèves ? De M. Laporte, ex-président du Mouvement national des Québécois et militant indépendantiste reconnu, cela n'a rien d'étonnant, mais la chose nous rend perplexe venant de Denis Vaugeois. On repassera donc quant au sens critique dans les classes d'histoire.³⁹

Quant à nous, par-delà ce verbe ou expression « repassera » que nous réprouvons, nous nous questionnons surtout sur la caution donnée à cette façon de nier depuis 2006 le traitement de l'histoire nationale et de l'histoire politique, pourtant fondamentaux pour le développement approprié d'une conception lucide et critique des élèves, dans un cours d'histoire supposément nationale à l'enseignement secondaire. Cela ne peut que provoquer un développement erroné de l'esprit critique des élèves, justement, puisque, entre autres, l'oppression nationale des ancêtres et prédécesseurs des Québécois actuels leur était ou cachée ou insuffisamment abordée, depuis 2006 surtout, pensons-nous. C'est précisément une des choses à laquelle s'emploie à remédier le *Rapport Beauchemin* et le programme *Histoire du Québec et du Canada* toujours en élaboration avancée.

Ces quatre didacticiens sont plutôt esseulés en cet été 2016, mais ils peuvent compter sur l'appui d'un maître à penser sur ce thème, Christian Laville. Celui-ci, appuyé, comme c'est presque toujours le cas depuis 2006, par l'historienne de l'Université de Montréal Michèle Dagenais, pense qu'il faut simplement « améliorer » le programme HEC en profitant du report d'un an décrété par le ministre, en argumentant faussement que les enseignants apprécient en général le programme sévissant alors, le duo reniant aussi la promotion de l'approche thématique dont le didacticien Laville se fait le promoteur depuis des décennies⁴⁰. Il n'est pas inutile de mentionner ici que c'est ce même Laville qui a à l'évidence influencé lourdement le processus d'élaboration du programme HEC de 2006, au tournant des années 2000, entre autres et en toute logique quant à l'approche thématique privilégiée en secondaire quatre. Pour en revenir à Laville et Dagenais à l'été 2016, ils en profitent au passage pour défendre à leur façon les communautés culturelles et les anglophones, ce qui semble bien être leur mission de base, aux

dépens ce faisant de la majorité historique, canadienne, canadienne-française, devenue québécoise :

Les enseignants approuvaient généralement les principes du programme de 2006, mais ils lui reprochaient d'être chronologique dans la première année, thématique dans la seconde, et d'entraîner ainsi de nombreuses répétitions.

En rétablissant une chronologie continue, le projet actuel règle ce problème. Pour le reste, le programme de 2006 possède d'importantes qualités. Le report donne quelques mois pour les conserver ou les conjuguer avec le projet actuel. Il faut en profiter [...]

Dans une perspective nationaliste classique, la nation est homogène. Ses membres possèdent des particularités, et de ce fait une identité, qui les distinguent des autres. [...] Tous ceux qui ne sont pas inscrits dans le temps long de la trame nationale canadienne-française occupant une place marginale, comme s'en sont plaints à raison des autochtones, des membres des communautés culturelles et de la minorité linguistique.⁴¹

Ensuite, l'historien et didacticien Jean-François Cardin résume un livre, *L'histoire nationale telle qu'elle est enseignée dans nos écoles. Débats et propositions*⁴², où il note que ce titre est trompeur quant au fait qu'il s'agit plutôt d'un recueil de points de vue soumis en 2013 à la Commission Beauchemin « dans le cadre d'une opération politique menée par le gouvernement Marois pour justifier le rappel du programme adopté en 2006 qu'il [comme s'il était seul...] jugeait trop centré sur l'éducation à la citoyenneté et pas assez sur la trame traditionnelle de la mémoire collective des Québécois francophones. »⁴³ Approuvant néanmoins avec justesse la pertinence du livre, Cardin profite de l'occasion pour défendre sa propre position dans ce débat idéologique quant à l'évolution de l'enseignement-apprentissage de l'histoire nationale depuis la Révolution tranquille, un dérivé québécois pour l'essentiel de l'école de pensée *bonne-ententiste* de l'Université Laval, ce qu'il sait fort bien savons-nous⁴⁴, mais qu'il ne révèle pas.

La position dite des didacticiens – et de certains groupes d'enseignants – qui ont participé au débat s'inscrit dans un courant qui se développe dans la plupart des pays occidentaux depuis au moins les années 1960 et qui valorise un apprentissage de l'histoire comme discipline de formation intellectuelle (en appui sur le mode de pensée de l'histoire, sa méthode, le sens critique, etc.) pour former un citoyen critique et autonome dans ses choix interprétatifs de son passé. Et c'est principalement à cette fin que se fait l'acquisition des faits du passé. C'était déjà dans le Rapport Parent et le programme de 1982 s'inscrivant pleinement dans cette perspective où la société

québécoise devient l'objet premier d'étude plutôt que la nation, vue comme un construit idéologique issu de celle-ci et en constante reconfiguration. Or, pour arriver à cette fin, le type d'enseignement privilégié sera forcément moins transmissif, les élèves seront en mode plus actif et le sens des faits et des dates ne sera pas appris comme des en-soi non interprétés.⁴⁵

Tout cela est bien beau en théorie, mais ne tient pas compte d'une part du temps limité imparti aux enseignants du secondaire pour couvrir quatre siècles d'histoire du Québec et du Canada, sans oublier les milliers d'années amérindiennes. D'autre part, cela tait encore une fois l'occultation de l'histoire politique du programme HEC de 2006, histoire politique qui, traitée objectivement, mène fatalement à la question nationale et, par exemple évocateur, à de nombreux phénomènes d'oppression nationale vécus par les ancêtres de la grande majorité des Québécois actuels, que l'on aime cela ou non et contrôle de l'information démographique ou non à ce sujet. Quoi qu'il en soit, devant la tournure idéologique et didactique que prend une fois de plus ce débat en cette fin d'été 2016, le président et le vice-président de la Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ), Raymond Bédard et moi-même, décidons de prendre la plume en remettant « les pendules à l'heure » et en défendant la grande majorité des enseignants d'histoire nationale à l'ordre secondaire, comme la SPHQ le fait depuis 2006 à ce sujet et comme c'est bel et bien le rôle de représentants élus.

Contrairement aux propos alarmistes tenus par certains détracteurs du nouveau programme d'histoire du Québec et du Canada, il est bon de rappeler que la majorité des écoles du Québec ont opté pour la mise en œuvre de ce programme dès cet automne parce qu'il répond aux attentes pédagogiques des enseignants d'histoire. [...] Il ne s'agit donc pas d'un obscur complot de méchants nationalistes québécois qui veulent embrigader les élèves, mais bien d'enseignants professionnels qui souhaitent amener les élèves à mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent en regard de l'héritage façonné par ceux qui nous ont précédés. Pour y arriver, le programme propose « d'amener les élèves à acquérir des connaissances sur l'histoire du Québec et du Canada, à développer les habiletés intellectuelles liées à l'étude de l'histoire et à développer des aptitudes critiques et délibératives favorables à la participation sociale ». Cette intention pédagogique est tout à fait louable et en lien avec l'évolution de l'enseignement de l'histoire. On y aborde l'histoire du Québec et du Canada sous tous ses aspects, économique, politique, social et culturel. Il est donc inapproprié de parler de recul dans l'enseignement de l'histoire ou de programme conservateur, et il ne faudrait pas faire de

procès d'intention sur le dos des enseignants qui ont réclamé cette réforme.

Aussi, il ne faut pas non plus confondre histoire nationale et histoire nationaliste. À l'instar d'autres pays, tels la France, l'Allemagne, les États-Unis ou la Chine, il est normal de parler de la nation lorsqu'on aborde l'histoire. Il est temps de mettre un terme à l'utilisation abusive de l'épouvantail du nationalisme pour décrier cette réforme. En tenant compte des développements de l'historiographie, les versions actuellement en expérimentation un peu partout au Québec tendent vers un idéal d'objectivité dans l'étude de l'histoire du Québec et du Canada; il faut donc poursuivre dans cette voie. Tout cela suscite un enthousiasme évident chez un fort grand nombre d'enseignants.⁴⁶

Voilà qui calma dans les faits le jeu pour de bon quant à ce débat médiatique chez les Québécois francophones, dans les journaux francophones... Comment dire simplement et humblement que nous en sommes bien heureux ? C'est fait ici. Pour les Anglo-québécois cependant, tel n'est pas le cas. Ainsi, chez les commissaires de la Commission scolaire *English-Montréal*, tout comme le *Québec Community Group Network* déjà évoqué, on estime « que le nouveau programme « fait abstraction des contributions historiques des communautés des premières nations, des anglophones et des allophones au développement de la société québécoise » ». ⁴⁷

Constatant que Sébastien Proulx, contrairement à ses objectifs de départ lorsqu'il a été nommé ministre de l'Éducation, ne semble les entendre, certains Anglo-québécois vont même jusqu'à souhaiter un droit de regard particulier sur ce qui est enseigné en histoire « nationale » aux leurs et dans leurs écoles, au Québec. Toutefois les commissions scolaires elles-mêmes ne vont pas si loin. Pendant ce temps, les concepteurs du nouveau programme du ministère de l'Éducation continuent leurs consultations avec des acteurs et des spécialistes de l'enseignement de l'histoire au Québec.

Consultations ministérielles

Pour les fins de cette section, je vais revenir à l'automne 2014 pour me rendre à l'automne 2016, là où ce texte chronologique en est rendu. C'est en effet en octobre 2014 que Ghislain Samson, alors directeur du Département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Trois-Rivières, où je suis didacticien des sciences humaines depuis 2005, me demanda, au nom de l'Association des doyens, doyennes, des directeurs, directrices pour l'étude et la recherche en éducation au Québec (ADEREQ), de siéger sur un comité consultatif avec des personnes du ministère de l'Éducation, du

Loisir et du Sport (MELS) pour la refonte complète du programme d'histoire du deuxième cycle du secondaire. Quelques semaines plus tôt, madame Danielle Dumas, responsable au ministère du comité exécutif chargé de la rédaction de ce programme d'*Histoire du Québec et du Canada* avec principalement Sylvain Bilodeau et Marie-Hélène Girouard, tel que vu, m'avait demandé la même chose, en vue d'une rencontre le 11 novembre. J'ai toutefois dû refuser cette invitation à Québec car j'avais un voyage prévu de longue date. Pour pallier mon absence, madame Dumas m'a proposé une consultation par téléphone avec ses deux collaborateurs, ce qui fut fait l'avant-midi du 5 novembre 2014. Suite à cette rencontre agréable et productive, ce comité m'a demandé un texte où mes commentaires seraient basés sur la version du programme du 22 octobre 2014 (j'ai en effet lu et annoté chacune des sept versions préliminaires qui ont jalonné les travaux ministériels). Ce texte de quatorze pages est daté du 20 novembre 2014, mais il est évidemment trop long pour être publié ici. Ce que je vais plutôt faire, c'est de reproduire le courriel du 5 novembre que j'ai fait parvenir ce jour-là à Ghislain Samson et qui résume bien les propos que je leur ai tenus sur leur démarche en général et sur ce projet de programme :

- D'abord, l'orientation globale qu'ils veulent donner à ce programme est fort positive dans l'ensemble et répond à nombre de requêtes des enseignants de terrain, de la Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ) et de tous ceux (y compris moi-même en tant que didacticien) qui ont combattu ce que le ministère a voulu faire depuis avril 2006. C'est une véritable bouffée d'air frais dont les adolescents québécois seront les plus grands bénéficiaires si la tendance se maintient, comme on dit...

- Cela étant, à la fin de la première page du texte (p. 4, version 22 octobre), la phrase devrait être complétée par le passage suivant, « bien que le Québec forme une nation en soi. » pour éviter tout imbroglio nationaliste au Québec ou « multinationnaliste » (le mot est de moi et vient d'être inventé...), ce que l'assemblée nationale du Québec a d'ailleurs avalisé de façon unanime en 1999. La version actuelle dit plutôt : « L'histoire du Québec s'inscrit dans le contexte sociohistorique canadien, nord-américain et mondial : diverses nations contribuent à l'évolution de la société québécoise. » (*Idem*)

- Les deux compétences telles que libellées conviennent bien, si ce n'est que la troisième composante de la première compétence, composante relative à la géographie, devrait être mieux balisée concrètement, c'est-à-dire que chaque époque historique, ou réalité sociale, devrait avoir des contenus géographiques précis à couvrir, contenus pertinents pour comprendre la réalité historique en

question. Pour la deuxième compétence basée sur l'approfondissement de la méthode historique, elle incitera les élèves à comparer, analyser et approfondir, puis synthétiser différentes sources, bien à l'image de tout ce que la didactique de l'histoire « éclairée » promeut depuis 50 bonnes années au Québec.

- L'abandon de la compétence sur l'éducation à la citoyenneté met de côté le flou sémantique à laquelle elle a trop servi depuis 2006 sur les questions d'ordre national, en histoire nationale justement. Elle met aussi et ainsi de côté la critique maintes fois lue et entendue quant à ce que l'histoire était soumise à l'éducation à la citoyenneté et donc au présent par la présence de cette troisième compétence, incluse dans le titre même de ce programme à la source du plus important débat de l'histoire de l'enseignement de l'histoire au Québec, de façon à peu près continue depuis avril 2006 justement. De toute façon, le domaine général de formation « Vivre ensemble et citoyenneté pour faire le boulot », comme le disent bien les concepteurs de ce nouveau programme.

- De plus, le fait maintes fois affirmé dans ce projet de programme que l'on veut lier l'histoire politique et l'histoire sociale (un héritage du *Rapport Beauchemin* publié plus tôt cette année par le MELS), en leur joignant les aspects économique, culturel et territoriaux aux différentes époques historiques répond à de nombreuses critiques sur l'occultation de l'histoire politique qui est le fait du programme actuel et que ce projet veut réformer.

- L'enseignement-apprentissage par concepts est conservé, ce qui est une fort bonne chose. Simplement, je leur ai suggéré d'ordonner quelque peu différemment certains concepts à certaines réalités sociales pour mieux s'arrimer à ce mariage souhaitable entre histoire politique et histoire sociale.

- Pour chacune des réalités sociales – époques historiques –, il y a des points davantage pointus quant aux contenus et aux orientations proprement historiques, ce pourquoi je suis à leur concocter un texte, comme les concepteurs du programme me l'ont demandé. Entre autres, il faudra mettre de l'emphase et approfondir davantage la Conquête de 1760, l'événement de loin le plus important de notre histoire. L'occulter et ne pas l'approfondir suffisamment comme le fait le programme actuel (HEC, 2006) constitue un bel exemple qui ne fait que travestir l'histoire et est ainsi contraire à ce que doit être idéalement la science historique, de même que son enseignement.

En fait, ce courriel écrit en novembre 2014 résume bien correctement les interventions effectuées avec ce comité exécutif, en leur présence et dans les bureaux ministériels à Québec, d'abord à l'automne 2015, comité

chapeauté par Marie-Noëlle Corriveau-Tendland l'année suivante – suite à la retraite de madame Dumas –, le 18 octobre 2016. Dans les deux cas l'ambiance fut encore agréable et constructive et le trio de didacticiens était complété de mesdames Sabrina Moisan, de l'Université de Sherbrooke et Catherine Duquette, de l'UQAC⁴⁸. Des améliorations et précisions continues furent apportées à ces occasions quant aux contenus disciplinaires, si important en enseignement-apprentissage de l'histoire, ce sur quoi il serait sans doute fastidieux de s'attarder en détails ici. Le même commentaire s'applique ici dans le cas de phénomènes didactiques tels les opérations intellectuelles et les compétences disciplinaires à développer en classe d'histoire.

En somme, le bilan quant à ces consultations et ce qui devait advenir dans le programme officiel de 2017 est très positif, bien que je pense toujours qu'insuffisamment d'emphase détaillée soit mise sur la période 1754-1760 en ce qui touche entre autres les détails des saccages auxquels cette Guerre de la Conquête donna particulièrement lieu envers les possessions canadiennes et les Canadiens eux-mêmes, en 1759-1760 surtout. Aussi, les aspects géographiques et en particulier la géographie physique du territoire du Québec actuel continuent d'être imprécis ou absents, ce qui mènera inévitablement à un traitement aléatoire sous ce rapport en classe, pensons-nous.

Mais ne gâchons pas la satisfaction générale qui est celle par exemple de la SPHQ et de la Coalition pour l'histoire quant à la teneur générale de l'évolution des consultations qui ont eu lieu entre 2013 et 2017 et qui ont mené à son officialisation en août 2017⁴⁹. N'anticipons pas trop toutefois et revenons quelque peu en arrière, au début 2017.

Hiver-printemps 2017

Ce débat qui s'achève est en dormance pendant presque tout l'hiver 2017 jusqu'à ce que le journaliste Louis Cornellier résume et critique le livre *Quel sens pour l'histoire?*⁵⁰ où des textes de six didacticiens et enseignants prônent pour l'essentiel le développement en classe du secondaire d'une approche scientifique où les élèves ne seraient pas soumis à un récit fermé, mais développeraient une compréhension de leur histoire nationale qui s'appuierait d'abord sur la consultation et le traitement appropriée ensuite de sources premières, bien à l'image d'un volet très important de la recherche qui se fait en didactique de l'histoire, entre autres au Québec, depuis deux bonnes générations⁵¹. Par-delà l'indéniable séduction épistémologique que ces thèses provoquent très souvent chez les spécialistes de l'enseignement de l'histoire, elles ne tiennent toutefois

pas, ou bien insuffisamment compte du temps limité consacré à cette discipline pour instaurer véritablement une telle approche dans les classes d'histoire. Cette limite est d'autant plus sensible dans un contexte où le cours d'histoire nationale à l'ordre secondaire au Québec est soumis en clôture à un examen ministériel devant être réussi par l'élève pour l'obtention subséquente de son diplôme d'études secondaires. On peut critiquer cet état de fait ou feindre de l'ignorer, mais il demeure que cela fait partie, et de façon majeure, de la réalité des enseignants de terrain, ce que la SPHQ n'a jamais perdu de vue depuis 2006. Enfin, Cornellier assène une critique bien difficile à contrer à ces didacticiens :

Éthier et Lefrançois ont peut-être raison de dire que c'est en faisant de l'histoire que l'on devient historien. Toutefois, on peut penser que le rôle de l'école n'est pas de former des historiens, mais des citoyens qui ont une connaissance honnête de l'histoire, comme on n'enseigne pas la littérature pour former des écrivains, mais des lecteurs.

De même, avoir un regard critique sur notre histoire nationale est certes nécessaire, mais encore faut-il d'abord avoir une bonne connaissance de cette dernière avant de la déconstruire, pour ne pas se complaire dans un procès intempêtif du passé.⁵²

Un très rare élève intervient ensuite dans le débat. Il reproche pour sa part au programme en implantation, *Histoire du Québec et du Canada*, qu'il suit depuis deux ans, de ne pas être assez nationaliste, d'une part, et d'autre part, de faire « trop de place à des éléments accessoires dans sa première année [en condensant l'année suivante] l'histoire de 1840 à aujourd'hui en dix mois, ce qui se fait aux dépens de l'histoire récente et donc de la capacité des futurs électeurs à réfléchir sur les débats du Québec moderne et sur le plus grand d'entre eux, soit l'indépendance nationale. »⁵³ À cela, nous pourrions répondre que toutes les phases de notre histoire sont importantes et doivent être étudiées, bien que nécessairement sommairement, au secondaire. Autrement, un programme pourrait à bon droit être accusé de présentisme et/ou d'instrumentalisation de l'histoire, en niant ou couvrant insuffisamment par exemple l'histoire politique, comme on l'a trop bien vu depuis 2006...

Story of Us

Ce printemps 2017 se poursuit par une controverse en provenance du Canada anglais. Une série télévisée en dix épisodes, la série *Story of Us*, est produite pour célébrer le 150^e anniversaire du Canada. Elle est en anglais et concoctée uniquement par des historiens canadiens-anglais, puis destinée à l'évidence au public

canadien-anglais, incluant les institutions scolaires. Dès le début, la série s'attire de sérieux reproches, entre autres chez les historiens en provenance de l'Acadie, puis du Québec et du Canada français, pour le traitement erroné de plusieurs événements historiques tels la fondation de l'Acadie justement, ignorée, ou le traitement minimaliste des milliers d'années de présence amérindienne. « Qui plus est, les universitaires notent que la série représente systématiquement les figures historiques françaises de manière désobligeante. Par contraste, les figures anglophones apparaissent toujours tirées à quatre épingles. »⁵⁴

Le tollé est général dans les journaux québécois francophones⁵⁵, tant et si bien que le ministre des relations canadiennes à Québec, le – pourtant – très libéral et fédéraliste Jean-Marc Fournier, exige des excuses que la CBC – la société d'état CBC/Radio-Canada « refuse de présenter »⁵⁶. Après quelques jours et la pression politique allant de pair avec la controverse, la « CBC s'excuse du bout des lèvres et poursuit la diffusion »⁵⁷. Le chroniqueur Michel David résume alors des pans importants, du point de vue québécois, de la situation :

« Nous n'avons jamais eu l'intention d'offenser qui que ce soit », assure le téléviseur public du ROC. C'est bien là le pire : l'idée que cette fresque narcissique ait pu être blessante pour tous ceux qui ne font partie des héritiers de Wolfe n'a effleuré personne.

Malgré les nombreuses critiques qui leur sont adressées, les auteurs de la série *The Story of Us* ont néanmoins le mérite de la franchise. Si quelqu'un avait encore le moindre doute sur la vision de l'histoire canadienne qui prévaut au Canada anglais, voilà maintenant celui-ci dissipé. Il n'est d'ailleurs pas question d'en interrompre la diffusion et le matériel scolaire qui en sera tiré est pratiquement prêt à être utilisé.

Cette vision est tout à fait cohérente avec la réalité constitutionnelle du Canada d'aujourd'hui. Les Québécois n'étaient pas partie de l'accord constitutionnel de 1982, tout comme leurs ancêtres français sont pratiquement absents de la fresque narcissique dont la CBC a voulu régaler ses téléspectateurs en ce 150^e anniversaire de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB).⁵⁸

Poursuite du mécontentement anglo-québécois et des Inuits québécois

Évidemment, le monde anglo-québécois et les Inuits qui partagent leur langue n'avaient sans doute pas prévu la controverse provoquée par la série *The Story of Us* au Québec. Celle-ci affaiblit d'emblée celle qu'ils cherchent à soulever en reprochant au programme *Histoire du*

Québec et du Canada en validation très avancée au Québec « de faire peu de cas du rôle qu'ont joué les Autochtones dans l'histoire canadienne, de passer sous silence la contribution de minorités ethniques au Québec et de représenter les anglophones uniquement comme une élite qui cherche à entraver l'amélioration de la société québécoise. »⁵⁹ La nouvelle se conclut ainsi :

Selon l'un des professeurs d'histoire qui a participé à la création du nouveau programme, Félix Bouvier, il est faux de dire que la nouvelle matière enseignée est tendancieuse et n'est pas représentative des citoyens québécois. « Le programme essaie d'être objectif, il essaie de donner une voix aux anglophones », estime-t-il, ajoutant que la plupart des enseignants québécois en étaient satisfaits. »⁶⁰

Le lendemain, le 3 mai 2017, je fus à nouveau interrogé, pour la troisième fois en trois jours, par un média anglophone, la station de Radio-Canada (CBC) à Québec, CBV-FM. Encore une fois, on cherchait à me faire dire que le programme en gestation *Histoire du Québec et du Canada* traitait insuffisamment des Anglo-québécois, tout particulièrement. À un moment, j'ai eu l'idée de déjouer la controverse en mentionnant à l'animatrice, avec qui le ton de l'échange était bon, qu'à mon avis c'est précisément le contraire que ce programme fait insuffisamment. Je lui ai alors parlé de la Guerre de la Conquête et du fait que l'armée anglaise a détruit chacune des fermes et des récoltes sur la Côte sud du fleuve Saint-Laurent, entre Québec et Gaspé (en fait, c'est plutôt Percé) à la fin de l'été 1759, ce dont le programme ne traite pas, ou si peu. Elle m'a alors répondu spontanément qu'elle a appris cela à l'école [anglo-québécoise]...

Il suffisait d'y penser ! Au fond, ce que cette anecdote tend à illustrer, c'est que les Anglo-québécois apprennent à l'école secondaire qu'ils sont nos conquérants depuis l'été-automne 1759, alors que du côté de la grande majorité des Québécois, ce thème demeure jusqu'à un certain point tabou jusque dans le programme d'études offert à nos adolescents... Et c'est précisément ainsi que, à mon sincère étonnement, devait se terminer ce débat sur ce que devrait être l'enseignement de l'histoire nationale au Québec.

Le ministre Proulx entérine le programme Histoire du Québec et du Canada

Au début août 2017, le ministre Sébastien Proulx appose « sa signature sur cette version définitive du programme [...] après en avoir reporté l'implantation l'an dernier. »⁶¹ Pour « le président de la Société des professeurs d'histoire du Québec, Raymond Bédard, cette refonte a été très bien accueillie par la majorité des enseignants,

qui réclamaient que le contenu soit présenté de façon chronologique plutôt que thématique, comme l'ancien programme. » Du côté du *Quebec Community Groups Network*, on semble publiquement se réjouir⁶², ce qui peut aussi être interprété comme une crânerie dans le contexte puisque les Anglo-québécois protestent depuis contre ce programme de façon épisodique, ce qui est toujours vérifiable au moment d'écrire ces lignes, à l'été 2019⁶³.

Conclusion

Depuis, ce programme d'*Histoire du Québec et du Canada* est en application dans l'ensemble des écoles du Québec et les nombreux échos reçus de la part de la grande majorité des enseignants québécois sont des plus favorables dans l'ensemble, quand ce n'est pas du soulagement pur et simple chez nombre de vétérans, par exemple ! On entend bien certaines critiques sur la lourdeur des contenus disciplinaires à couvrir, mais rien qui ne s'approche le moins de la lourdeur et de la récurrence d'opposition virulente à ce programme, de triste mémoire finalement, d'*Histoire et éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire*, ayant sévi entre 2006 et 2017.

Pour conclure sur ce très long débat (2006-2017), je voudrais souligner d'abord le très grand courage et la très grande ténacité dont surent faire preuve les différents conseils d'administration de la SPHQ au cours de ces onze bonnes années et plus. Les deux présidents

au cours de cette longue période, Laurent Lamontagne (2006-2011) et Raymond Bédard (2011-2017), surent entre autres faire preuve de ténacité. Ils furent aussi appuyés par beaucoup d'enseignants de terrain au cours de cette période, sans oublier le support stratégique incontestable de la Coalition pour l'histoire à compter de 2009 et d'un certain consensus journalistique et éditorial, en particulier au journal *Le Devoir*. Enfin et pour terminer, il est soulageant et satisfaisant que le principal apport de ce long débat est qu'il favorise dorénavant un apprentissage beaucoup plus équilibré et sur deux années scolaires de ce que fut dans l'ensemble l'histoire du Québec-Canada aux plans politique, social, économique et culturel. D'ailleurs, l'apport le plus important de ce nouveau programme *Histoire du Québec et du Canada* semble bien être la jonction entre l'histoire politique et l'histoire sociale qui en est le prisme, un héritage précieux du *Rapport Beauchemin*. Les plus grands bénéficiaires en sont et en seront les adolescents québécois et donc la société québécoise dans son ensemble. Cela inclut aussi au premier chef les enseignants d'histoire nationale québécois qui peuvent dorénavant relayer bien plus efficacement les avancées historiographiques des dernières générations, le tout incluant des méthodes didactiques modernes, comme la Société des professeurs d'histoire du Québec s'en est toujours fait le défenseur depuis 2006. Oui, il s'agit bel et bien d'une des plus grandes victoires de son histoire !

- 1 Létouneau, Jocelyn, Johanne Daigle, Claire Cousson et Lucie Daignault (2016). « Images emblématiques et inconfortables du passé québécois », *Le Devoir*, 19 janvier, p. A-7. Cet article constitue un extrait de la revue *Histoire sociale / Social History*, vol. XLVIII, no 97, novembre 2015.
- 2 Graveline, Pierre (2016). « Le Québec, parent pauvre de Wikipédia », *Le Devoir*, 22 janvier, p. A-9.
- 3 Dufresne, Jacques (2016). « Wikipédia et l'histoire du Québec », *Le Devoir*, 26 janvier, p. A-6.
- 4 Bock-Côté, Mathieu (2016). « 2017 : la propagande canadienne », *Le Journal de Montréal*, 23 janvier.
- 5 Verboczy, Akos (2016) *Rhapsodie québécois, itinéraire de la loi 101*, Boréal, Montréal, 240 p.
- 6 Corneillier, Louis (2016). « Autoportrait de l'immigrant en Québécois », *Le Devoir*, 30-31 janvier, p. F-6.
- 7 Trahan, Brigitte (2016). « Formation en histoire : projet pilote en cours à l'école du Rocher », *Le Nouvelliste*, (AQMAT.ORG), 9 février, 18h56.
- 8 Sarra-Bournet, Michel (2016). « La politique de la mémoire », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 24, no 2, p. 170.
- 9 *Ibid.*, p. 171.
- 10 *Ibid.*, p. 177.
- 11 Delorme, François-Xavier (2016). « Enseignement de l'histoire : à quand le récit ? », *Le Devoir*, 6 février.
- 12 Rivard, Chantal (2016). « La compétence avant le récit », *Le Devoir*, 11 février.
- 13 Robitaille, Antoine (2016). « Nécessaire «récit» », *Le Devoir*, 15

février, p. A-6.

- 14 N.S. (2016). « Québec pourrait réviser sa réforme de l'enseignement de l'histoire », *ICI.Radio-Canada.ca*, 11 mars, page consultée le 13 mars 2016.
- 15 N.S. (2016). *Journal Métro*, Montréal, 10 mars.
- 16 N.S. (2016). « Le gouvernement pourrait réviser sa réforme de l'enseignement de l'histoire », *Le Nouvelliste et La Presse canadienne*, 11 mars.
- 17 Beauchemin Jacques et Nadia Fahmy-Eid (2014). *Rapport final à la suite de la consultation sur l'enseignement de l'histoire. Le sens de l'histoire, pour une réforme du programme d'histoire et éducation à la citoyenneté du 3^e et 4^e secondaire*, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Gouvernement du Québec, 64 p.
- 18 Beauchemin, Jacques (2016). « François-Xavier Garneau, historien national en mal de postérité », *Le Devoir*, 31 mars, p. A-9.
- 19 Leroux, Georges (2016). *Différence et liberté. Enjeux actuels de l'éducation au pluralisme*, Boréal, 360 p.
- 20 Paré, Isabelle (2016). « Essai. La pluralité ne doit plus faire l'école buissonnière », *Le Devoir*, 31 mars.
- 21 Dupuis-Déri, Francis et Marc-André Éthier (dir.) (2016). *La guerre culturelle des conservateurs québécois*, M éditeur, Saint-Joseph-du-Lac, 224 p.
- 22 Corneillier, Louis (2016). « La guerre culturelle, yes sir ! Le nationalisme des intellectuels conservateurs est-il un obstacle à la justice sociale? Débat. », *Le Devoir*, 9-10 avril, p. F-8.
- 23 *Idem*.

- 24 *Idem.*
- 25- Valiante, Guiseppe (2016). « Quebec minister refuses to sign off on new, controversial history course » *The Canadian Press*, may 12.
- 26 N.S. « Les libéraux reportent la réforme de l'enseignement de l'histoire au secondaire », *La Presse canadienne*, 12 mai.
- 27 Dutrisac, Robert et Sarah R. Champagne (2016). « Les libéraux reportent le nouveau cours d'histoire. Le ministre Proulx a modifié le contenu pour satisfaire entre autres la communauté anglophone », *Le Devoir*, 13 mai, p. A-1 et A-9.
- 28 Dutrisac, Robert (2016). « Proulx se défend. Le ministre dit ne pas vouloir entraver l'implantation du nouveau cours d'histoire. Des raisons techniques expliquent le retard. », *Le Devoir*, 14-15 mai, p. A-10.
- 29 Robitaille, Antoine (2016). « Temps perdu », *Le Devoir*, 18 mai, p. A-8.
- 30 Laville, Christian (2016). « Un report de quelques mois ne sera pas de trop. Il reste beaucoup de travail à faire pour améliorer le programme d'histoire au secondaire », *Le Devoir*, 20 mai, p. A-9.
- 31 Bouchard, Gérard (2016). « Les pièges de l'identité », *Le Devoir*, 18 mai, p. A-9.
- 32 Bissonnette, Mario (2016). « L'histoire, un produit dangereux », *La Presse*, 26 mai.
- 33 Bédard, Raymond (2016). « Enseignement de l'histoire, un flou inquiétant », *Le Devoir*, 2 juin, p. A-9.
- 34 Tousignant, Claude, Éric Ouimet, Philippe Arcand, et al. (2016). « Pourquoi reporter le nouveau programme? », *La Presse*, 30 mai.
- 35 Shingler, Benjamin (2016). « English school boards to use controversial history course next year. EMSB, Lester B. Pearson among those which plan to use new pilot curriculum for secondary III next year », *CBC news*, June 4.
- 36 Cloutier, Patricia (2016). « Un nouveau cours d'histoire qui divise », *Le Soleil*, 15 août.
- 37 Cloutier, Patricia (2016). « Nouveau cours d'histoire : «réparer l'erreur» de 2006 », *Le Soleil*, 16 août.
- 38 Pion, Isabelle (2016). « Les écoles secondaires de la CSRS offriront le nouveau cours d'histoire », *La Tribune et La Presse*, 18 août.
- 39 Cardin, Jean-François, Marc-André Éthier, David Lefrançois et al. (2016). « Inepties et faussetés concernant l'enseignement de l'histoire », *Le Soleil*, 20 août.
- 40 Voir à ce sujet la thèse de doctorat d'Olivier Lemieux, soutenue à l'Université Laval en 2019. *L'histoire à l'école matière à débats... Analyse des sources de controverses entourant les réformes de programmes d'histoire du Québec au secondaire (1961-2013)*, Québec, p. 172-173.
- 41 Laville, Christian et Michel Dagenais (2016). « Il y a encore place à l'amélioration », *La Presse*, 29 août.
- 42 Stan, Catinca-Adriana (dir.), (2015). *L'histoire nationale telle qu'elle est enseignée dans nos écoles. Débats et propositions*, Les Presses de l'Université Laval, 204 p.
- 43 Cardin, Jean-François (2016). Recension de l'ouvrage de Stan, C.-A. (2015). *L'histoire nationale telle qu'elle est enseignée...*, *ibid.*, dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 70, no 1-2, p. 214-216.
- 44 Bouvier, Félix (2014). « Un survol historique et idéologique de l'enseignement de l'Histoire », *L'Action nationale*, CIV, (8), p. 29.
- 45 Cardin, J.-F. (2016). Recension de *l'histoire nationale telle que...* *op. cit.*, p. 215.
- 46 Bédard, Raymond et Félix Bouvier (2016). « Une réforme attendue pour le programme d'histoire du Québec et du Canada », *Le Devoir*, 2 septembre, p. A-8. Aussi, Bédard, Raymond et Félix Bouvier (2016). « Une réforme attendue en histoire », *La Presse et Le Soleil*, 2 septembre.
- 47 Nadeau, Jessica (2016). « Le nouveau cours d'histoire déplaît aux écoles anglophones », *Le Devoir*, 5-6 novembre.
- 48 Le 26 août 2019, j'ai demandé par courriel à madame Marie-Noëlle Corriveau-Tendland, responsable des programmes d'univers social au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, une liste des personnes consultées dans le cadre de l'élaboration de ce programme *Histoire du Québec et du Canada*. Quelques jours plus tard, nous avons échangé au téléphone où elle m'a souligné ne pas être très friande que les gens qui ont collaborés à la confection du programme soient nommés publiquement..., ce qui est bien en corrélation avec une culture du secret bien implantée au ministère de l'Éducation (MEQ), ce qui est bien antérieur à elle et dont je sais bien qu'elle n'est pas responsable, loin s'en faut.
- L'universitaire que je suis réprovoque cette pratique répandue au MEQ, relevant souvent de la paranoïa au fil des ans et qui a déjà fait dire à un ancien député que le ministère de l'Éducation constitue « un État dans l'État ». Quoi qu'il en soit, madame Corriveau-Tendland m'a ensuite fait parvenir un diaporama informatique ministériel s'intitulant : *Bilan des opérations de validation et processus d'appropriation* qui démontre bien la variété probante des consultations menées entre 2014 et 2017 avec la SPHQ, l'AQEU, des historiens, des didacticiens, des enseignants de terrain des différentes régions et communautés au Québec et de nombreux groupes qui s'intéressent à l'enseignement de l'histoire. Tel que je l'ai toujours senti, la variété des opinions semble bel et bien avoir été tenu en compte, tout comme une recherche historiographique sérieuse et la plus à jour possible semble avoir été effectuée. Le programme *Histoire du Québec et du Canada* de 2017 le reflète d'ailleurs. Toutefois, je continue de penser qu'une véritable bibliographie devrait entre autres accompagner ce programme... Cela fait partie du culte du secret évoqué et c'est en soit répréhensible à ce niveau et pour un programme d'enseignement d'une telle importance au plan identitaire et socialement, ce qui est bien sûr interrelé.
- 49 Gouvernement du Québec (2017). *Histoire du Québec et du Canada, troisième et quatrième secondaire*, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Québec, 68 p.
- 50 Éthier, Marc-André et David Lefrançois (dir.), (2017). *Quel sens pour l'histoire ? Analyse et critique du nouveau programme d'histoire du Québec et du Canada*, M éditeur, Saint-Joseph-du-Lac, 112 p.
- 51 Voir à ce sujet Lefebvre, André (1996). *De l'enseignement de l'histoire*, Guérin, Montréal, 206 p.; voir aussi Martineau, Robert (1999). *L'histoire à l'école, matière à penser*, L'Harmattan, Paris et Montréal, 399 p.
- 52 Cornellier, Louis (2017). « Quelle histoire? », *Le Devoir*, 11-12 mars, p. F-6.
- 53 Beauregard, Étienne-Alexandre (2017). « Revoir le cours d'histoire », *L'aut'journal*, <http://lautrejournal.info/20170322/revoir-le-cours-dhistoire>, page consultée le 22 mars 2017.
- 54 Nadeau, Jean-François (2017). « Canada : The story of Us. La bataille des plaines d'Abraham selon Georges St-Pierre. La série historique de la CBC suscite une vive polémique dans l'est du pays », *Le Devoir*, 4 avril, p. A-6.
- 55 St-Yves, Amélie (2017). « Une histoire qui ne plaît pas à tous », *Le Journal de Montréal*, 9 avril, p. 25.
- 56 Bélair-Cirino, Marco (2017). « Canada : The story of Us, L'histoire ne s'arrêtera pas là », *Le Devoir*, p. A-1.
- 57 Nadeau, Jean-François (2017). « Canada : The story of Us », *Le Devoir*, 12 avril, p. A-2.
- 58 David, Michel (2017). « Un message clair », *Le Devoir*, 13 avril, p. A-3.
- 59 Marandola, Sabrina et CBC Daybreak (2017). « Le programme d'histoire du Québec est contesté », *Facebook, Twitter, Google, Pinterest*, 2 mai.
- 60 *Idem.*
- 61 Dion-Viens, Daphnée (2017). « Le nouveau cours d'histoire au secondaire approuvé », *Le Soleil, Facebook, Twitter*, 8 août.
- 62 *Idem.*
- 63 Patriquin, Martin (2019). « Quebec rewrites its history in one book. A controversial new textbook peddles politics over facts », <https://thewalrus.ca/quebec-rewrites-its-history-in-one-book/>, 22 août, page consultée le 23 août 2019.

Diffusion, radicalisation et normalisation des rhétoriques d'extrême droite sur Internet

Mathieu Forcier, PhD, Coordonnateur, droits de la personne, Musée de l'Holocauste Montréal

En novembre dernier, l'acteur Sacha Baron Cohen a fait les manchettes après avoir écorché les géants du web lors d'un discours à l'Anti-Defamation League (ADL), arguant que ces derniers rendaient possible la prolifération des discours haineux et de la désinformation (Baron Cohen, 2019). L'acteur a notamment décrit les grandes compagnies de l'industrie comme formant « la plus grande machine de propagande de l'histoire » et a affirmé que Facebook aurait laissé Hitler acheter des publicités sur sa plateforme. Certes, Baron Cohen n'est pas un universitaire expert dans le domaine du racisme en ligne, mais son discours s'appuyait sur des faits rapportés par des enquêtes journalistiques et académiques. Facebook a répondu formellement à ces critiques en soutenant qu'elles ne rendaient pas justice aux politiques de la compagnie qui interdisent le discours haineux et prévoient le bannissement des acteurs qui font la promotion de la violence. Or, de nombreux observateurs n'ont pas manqué de souligner les écarts entre les politiques officielles de ces compagnies et les réalités observées sur leurs plateformes.

Facebook, Twitter et Google ont tous adopté des politiques concernant le contenu haineux. Celles-ci varient d'une plateforme à l'autre et sont sujettes à des modifications sous la pression du public et des États qui réagissent à la hausse de l'expression raciste décomplexée et à des événements violents liés à l'écologie extrémiste en ligne. Par exemple, en mars 2019, Facebook a annoncé une nouvelle politique qui interdit la célébration, le soutien ou la représentation explicite du nationalisme blanc et du séparatisme blanc. Jusqu'alors, seul le suprématisme blanc¹ faisait l'objet d'une réglementation.

Cette décision n'a pas été prise à l'initiative de Facebook, mais bien sous la pression de la société civile et des groupes de défense des droits civiques dans le contexte de l'attentat terroriste islamophobe à Christchurch en Nouvelle-Zélande. Rappelons que le terroriste avait diffusé en direct ses attaques sur Facebook. Or, cette nouvelle politique risque d'avoir des effets marginaux dans la mesure où elle n'interdit pas les contenus qui font la promotion de l'idéologie nationaliste blanche,

mais bien ceux qui utilisent explicitement le terme (AFP, 2019).

En dépit de ces politiques corporatives, les discours racistes continuent de se propager en ligne comme autant de menaces à la démocratie libérale, à la citoyenneté pluraliste et à la sécurité des minorités racisées. Qui plus est, plusieurs groupes nationalistes blancs continuent d'opérer librement sur cette plateforme, notamment par le biais de pages qui prennent la forme de sites d'informations réguliers, mais qui diffusent de la propagande anti-immigration, raciste, antisémite et islamophobe (Carrie Wong, 2019). Malgré le fait que ces groupes soient des exemples types du nationalisme blanc, Facebook juge qu'ils ne violent pas ses politiques. Dans d'autres cas, des groupes explicitement bannis de la plateforme, comme les Soldats d'Odin au Canada, continuent d'opérer et de recruter des membres ou se reforment sous un nom légèrement altéré (Lytvynenko, Silverman et Boutilier, 2019).

Les effets de l'aveuglement de l'industrie

Internet et racisme sont si étroitement associés aujourd'hui que l'on oublie que, dans les années 1990, il régnait une forte croyance selon laquelle le web allait mener à un nouvel élan démocratique en donnant lieu à un espace mondial de partage d'informations qui permettrait de dépasser les inégalités statutaires. Cette idée est au cœur de la mise en marché du web 2.0, c'est-à-dire des médias dits sociaux, participatifs, égalitaires et neutres, où les différences liées à la race, l'origine nationale, le genre et autres seraient dépassées.

Or, la littérature scientifique montre bien que les inégalités sociales structurent le web et les interactions qui s'y déploient, c'est-à-dire que les dynamiques de marginalisation, de stigmatisation et d'exclusion que l'on observe hors ligne sont transposées en ligne. Cette croyance en la neutralité raciale du web a des effets continus encore aujourd'hui, notamment dans l'idée selon laquelle le racisme est un élément externe au système et le fait d'extrémistes marginaux qui viennent corrompre la nature d'un espace autrement démocratique et égalitaire.

En vérité, la présence du racisme explicite en ligne est étroitement liée à l'aveuglement de l'industrie par rapport à la race (*color-blindness*). C'est dans ce sens que Jessie Daniels (2018) parle d'une montée algorithmique de l'Alt-Right, c'est-à-dire que la croissance du nationalisme blanc observée aujourd'hui aurait été impossible sans les opportunités du web et que ces opportunités sont rendues possibles par l'aveuglement de l'industrie.

Le web 2.0 a permis aux extrémistes de droite de sortir des marges, d'influencer l'opinion publique et de normaliser des éléments centraux de leurs discours. Avant l'ère des médias sociaux, ils avaient recours à Internet pour développer leurs idées et faciliter leur organisation, mais les interactions avec le grand public ou avec des individus qui ne sont pas affiliés à des groupes de cette mouvance étaient marginales. On les retrouvait principalement sur des forums suprématistes comme Stormfront, relativement isolés dans l'écologie numérique. Une des premières formes de dissémination numérique de la propagande suprématiste hors des cercles extrémistes était l'utilisation de sites masqués (Daniels, 2009). Des groupes ou des individus utilisaient cette technique pour masquer leur affiliation idéologique et subtilement faire circuler leurs idées politiques à travers des sites qui prenaient la forme de sites d'éducation neutre. Par exemple, des sites sur l'esclavage, l'Holocauste et le mouvement pour les droits civiques mettaient de l'avant des thèses révisionnistes et négationnistes.

Alt-Right, la marge qui veut imposer son idéologie

Avec l'arrivée des médias sociaux, les possibilités de dissémination de la propagande raciste ont explosé. Les suprématistes et nationalistes blancs ont à nouveau montré à quel point ils sont des opportunistes. Toutes les nouveautés technologiques comme tous les thèmes faisant l'objet de débats publics sont instrumentalisés afin de mettre de l'avant la propagande d'extrême droite. Ces racistes tirent donc profit de la rupture avec les canaux de communication médiatique traditionnels. Désormais, tous peuvent être exposés à leurs idées, sans qu'elles doivent passer par le filtre des organes de presse ou même sans que les utilisateurs cherchent à y avoir accès. Qui plus est, l'extrême droite profite à la fois de l'économie politique du web qui valorise la liberté d'expression et du cadre légal états-unien laxiste auxquelles les entreprises des médias sociaux sont soumises.

Aujourd'hui, la mouvance extrémiste de droite la plus influente en ligne est celle de l'Alt-Right ainsi que sa forme plus « modérée » et plus large audience, l'Alt-lite². Ce mouvement né aux États-Unis s'est principalement

fait connaître dans la foulée de la dernière campagne présidentielle. Le phénomène dépasse largement les frontières de nos voisins du Sud et influence notamment les groupes et individus aux idéologies apparentées au Canada et au Québec (Tanner et Campana, 2019). À la différence des partis politiques et organisations d'extrême droite, l'Alt-Right ne constitue pas un mouvement unifié avec une hiérarchie et une structure organisationnelle formelles. Prenant racine sur le web, il fonctionne en réseau et regroupe différentes idéologies racistes. Ce mouvement hétéroclite se rassemble autour de trois idées clés : 1) les Blancs sont menacés et assiégés par les forces multiculturelles, l'immigration et les minorités; 2) la masculinité blanche est menacée par sous attaque en raison de la gauche féministe et les mouvements LGBTQ+; 3) la liberté d'expression est menacée par les élites et la gauche politiquement correcte. La propagande raciste produite est donc indissociable du masculinisme et des théories du complot.

Les liens étroits entre l'extrême droite et la culture du web

Bien qu'ils puisent dans l'imagerie et les stéréotypes préexistants, les contenus racistes produits par l'Alt-Right sont profondément enracinés dans la culture du web. Une des images centrales de cet univers est celle de la pilule rouge, tirée du film culte *The Matrix*. Les adeptes se donnent pour objectif de faire prendre la pilule rouge (*redpilling*) aux « normies », c'est-à-dire de les débrancher du monde des mensonges soutenu par les médias et de les faire entrer dans le « monde réel », un monde façonné par diverses théories du complot et paranoïas identitaires/raciales.

L'objectif énoncé par cette mouvance est de normaliser les thèmes et rhétoriques qui étaient jusqu'à récemment associés à l'extrême droite, soit l'identité blanche/occidentale, l'immigration et les droits des minorités. Ces idées racistes sont promues en ligne en adoptant un langage et des formes qui permettront aux contenus de devenir viraux ou de subtilement pénétrer l'imaginaire public.

Les nationalistes blancs utilisent le même langage que la jeunesse d'aujourd'hui, ses codes culturels, son type d'humour, etc. De l'aveu même de la figure de proue de l'Alt-Right, le néo-nazi Richard Spencer, ce mouvement cible ce public en créant des espaces de révolte pour de jeunes blancs frustrés, profondément racistes ou qui prennent plaisir à « troller³ » pour se révolter contre le « politiquement correct ». En effet, l'extrême droite exploite les frustrations et sentiments de révolte de jeunes hommes blancs pour propager leurs rhétoriques xénophobes, racistes, islamophobes, antisémites et miso-

gynes, et ce, principalement à travers l'humour satirique populaire sur le web (Marwick et Lewis, 2017; Greene, 2019). Une des voies principales de dissémination de la propagande nationaliste blanche est l'utilisation des mêmes⁴. D'ailleurs, l'Alt-Right s'est constituée sur le forum /pol/ (*politically incorrect*) du réseau social de partage d'images 4chan où plusieurs mêmes sont nés. Par exemple, Pepe the frog, personnage célèbre dans la culture web, a été investi par l'Alt-Right pour que ses idées profitent de son caractère viral, et ce au point où le personnage est devenu la mascotte du mouvement et est aujourd'hui considéré comme un symbole haineux par l'Anti-Defamation League.

Les traits dominants de l'extrême droite en ligne

Au sein de la propagande des nationalistes blancs en ligne, le thème le plus populaire est celui du « génocide blanc ». Par-là, ils entendent que l'immigration non-blanche, les politiques multiculturelles et les unions mixtes mettent en danger la « race blanche » et la domination des Blancs au sein des sociétés nationales occidentales. Un slogan populaire est celui de « diversity = white genocide ». Il sera par exemple apposé sur des photos de classe où l'on ne voit qu'un seul enfant blanc. À travers sa circulation sur les médias sociaux, cette vieille rhétorique de l'extrême droite gagne aujourd'hui en influence et moussé le discours du racisme à l'envers, ou racisme anti-blanc, qui soutient une idéologie politique nationaliste hostile à l'immigration et aux droits des minorités.

En Amérique du Nord comme en Europe, les idéologies apparentées du génocide blanc et du grand remplacement impliquent régulièrement des tropes antisémites. Par exemple, en 2016, un même de l'Alt-Right montrait Hilary Clinton avec le visage du financier et philanthrope juif hongro-états-unien George Soros. Dans la continuité de l'antisémitisme des Protocoles des Sages de Sion⁵, Soros est présenté comme la figure maîtresse d'un complot mondialiste, antinational et gauchiste qui souhaiterait, sinon détruire, diluer, la nature blanche et chrétienne des sociétés occidentales, et ce, à travers l'immigration issue du Sud global. Cette rhétorique du génocide blanc et sa variante du grand remplacement sont d'ailleurs centrales aux attentats terroristes antisémites et islamophobes de Pittsburgh et Christchurch.

Cette mouvance est particulièrement active sur d'autres plateformes où les utilisateurs bénéficient d'une très large liberté d'expression, incluant l'expression haineuse (8kun/8chan, Reddit, Gab, etc.). Ils ne s'y limitent toutefois pas puisque leur objectif est d'opérer une modification profonde des mentalités et un glissement

du débat public vers leurs thèmes de prédilection. C'est pourquoi ils investissent de plus en plus le terrain des médias sociaux les plus *mainstream*, soit Facebook, Twitter, Instagram et Youtube. La propagande y prend des formes plus subtiles et masque ses origines d'extrême droite, mais n'en maintient pas moins les mêmes cibles, les musulmans, les immigrants, les Juifs, les féministes, la gauche, etc. Aux États-Unis, même si l'Alt-Right se dit aujourd'hui trahie par Trump, ce dernier n'en a pas moins lourdement contribué à normaliser sa rhétorique anti-immigration.

Les nationalistes blancs sont des opportunistes qui exploitent les possibilités du web pour mener leurs attaques et diffuser leurs idées racistes⁶. Les algorithmes favorisent la propagation des idéologies racistes, que ce soit en facilitant la connexion des individus et groupes d'extrême droite ou en proposant des résultats de recherche et des contenus racistes. Par exemple, l'algorithme de recommandation de Youtube mène des utilisateurs vers des vidéos et des chaînes de théories du complot et contribue à la radicalisation d'extrême droite (O'Callaghan et al. 2015; Kaiser et Rauchfleisch, 2018).

L'extrême droite tire donc profit du modèle d'affaire des médias sociaux qui, faut-il le rappeler, sont d'abord et avant tout des entreprises privées motivées par le profit et qui tirent la majorité de leurs revenus de la vente de publicités ciblées, basée sur les algorithmes. L'objectif est de rendre l'utilisateur captif et de générer du « clic » qui se traduit en revenus. Ultimement, l'extrême droite utilise les algorithmes des médias sociaux et suit le modèle des influenceurs pour créer une communauté d'abonnés, délégitimer les médias traditionnels, diffuser ses idées racistes et en tirer des revenus (Lewis, 2018). Qui plus est, les contenus émotifs et provocateurs circulent souvent plus facilement sur les médias sociaux.

Désinformation et populisme

La recherche montre que les fausses nouvelles se diffusent plus rapidement et rejoignent davantage d'utilisateurs que les informations véridiques (Vosoughi, Roy et Aral, 2018). Les médias sociaux sont en phase avec un âge politique de l'affect où les sentiments ont davantage de poids que les faits. Plusieurs études soulignent l'importance grandissante de la production de fausses nouvelles mue par des intérêts économiques et politiques, notamment dans le contexte de l'élection présidentielle états-unienne de 2016 (Persily, 2017; Hunt et Gentzkow, 2017; Sunstein, 2017). Des individus anonymes sont en mesure de créer de fausses pages musulmanes sur Facebook afin de susciter la peur du public en faisant croire à des complots islamistes en Occident et en favorisant ainsi le développement de

l'islamophobie (Farkas, Schou et Neumayer, 2018). Pareillement, sur Twitter, des trolls nationalistes et suprématistes blancs utilisent de faux profils avec de fausses identités de minorités (ex. un juif avec une kippa ou une musulmane avec un hijab), encourageant ainsi, d'une part, l'idée du « racisme anti blanc » et, d'autre part, l'animosité entre les minorités de façon à saper leur solidarité contre l'extrême droite.⁷

Les producteurs de fausses nouvelles et de contenus haineux tirent profit de la propension des utilisateurs à croire aux contenus qui vont dans le sens de leurs opinions. Ils instrumentalisent donc les ressentiments, préjugés et stéréotypes racistes préexistants, et ce à des fins politiques et mercantiles. Le design des médias sociaux est tel que la visibilité et la popularité d'une nouvelle deviennent garantes de sa crédibilité. À cet égard, plusieurs études documentent l'affinité entre les médias sociaux et la communication populiste de droite (Engesser *et al.*, 2016; KhosraviNik, 2017; Ernst *et al.*, 2017; Gerbaudo, 2018). Le populisme carbure à la représentation du peuple formé de citoyens sans-voix et les médias sociaux sont des instruments de récupération et de production de discours nationalistes antidémocratiques et exclusifs. Ils permettent d'avoir un accès direct au public sans interférences journalistiques, de suggérer une connexion directe avec le peuple, d'attaquer les élites et d'ostraciser les minorités et les étrangers (Hameleers et Shcmuck, 2017). Il n'est alors pas surprenant de constater l'importante utilisation des médias sociaux par les politiciens de droite populiste radicale.

Évidemment, la question du racisme en ligne ne se limite pas aux groupes et aux acteurs politiques d'extrême droite. Nous sommes à l'ère du « Ne lisez pas les commentaires », c'est-à-dire que, au-delà des réseaux haineux, les médias sociaux et les sections commentaires ont fait exploser la visibilité d'attitudes xénophobes et racistes (Loke, 2012; Hughey et Daniels, 2013; Santana, 2015; Faulkner et Bliuc, 2016; Matamoros-Fernández-2017). Internet est un espace où cohabitent des formes ouvertes et haineuses de racisme et des formes plus subtiles et socialement acceptables, notamment à travers les représentations de l'immigration et des musulmans comme menace culturelle, démographique, sécuritaire et économique pour la « nation » (Chao 2015; Awan, 2016; Forcier, 2019). Les individus ont souvent recours au déni du racisme et des privilèges liés à la blancheur dans les discussions en ligne, tout en mettant de l'avant des postures exclusivistes ou discriminatoires. Sans être formellement aussi violente que la propagande haineuse d'extrême droite, l'expression publique normalisée

de commentaires nationalistes xénophobes et racistes participe tout de même à la reproduction d'inégalités, de discriminations et de sentiments d'exclusion et d'insécurité chez les membres de minorités racialisées.

Détection et modération

Compte tenu de l'étendu du phénomène, la pression se fait grandissante pour une amélioration de la modération du contenu en ligne. Les géants du web développent des « armées » de modérateurs du web et ont recours à la détection automatisée. Or, cette dernière est problématique à plusieurs égards, notamment parce qu'elle n'est pas sensible au contexte et qu'elle peut aussi reproduire des biais racistes⁸. Les politiques corporatives de modération sont aussi de plus en plus sous le feu des projecteurs en raison de leurs incohérences. Par exemple, alors que Facebook dit vouloir interdire les contenus haineux d'extrême droite, Mark Zuckerberg persiste à refuser de bannir les propos qui nient l'Holocauste sous prétexte que les individus devraient être libres de tenir des propos faux, tant et aussi longtemps que cela n'est pas accompagné de menaces à la sécurité d'individus. Or, le déni de l'Holocauste n'est pas une opinion erronée, mais bien une rhétorique qui appartient à l'agenda antisémite en jouant sur le stéréotype du Juif manipulateur. De façon similaire, lorsque questionné en 2017 sur une vidéo Youtube du leader suprématiste blanc David Duke titrée « Jews admit organising white genocide », un cadre supérieur de Google a reconnu que la vidéo était antisémite, mais il a noté qu'elle n'enfreignait pas la limite de la haine en ligne.

Rôle des législateurs

L'évolution des politiques de modération du contenu chez les géants de l'industrie montre que l'action de la société civile et des États est nécessaire pour améliorer l'imputabilité des producteurs et diffuseurs de contenus haineux en ligne. Dans un contexte où les géants du web peinent à respecter leurs propres politiques, plusieurs considèrent qu'il revient au législateur de fixer les paramètres de la liberté d'expression, de protéger les individus des discours haineux et de contraindre ces entreprises privées à se conformer aux législations locales. À cet égard, l'Allemagne dispose de la législation la plus sévère depuis 2018 avec la loi NetzDG qui force les plateformes à supprimer les contenus illicites, et ce, sous peine d'amendes. La France et le Royaume-Uni pensent s'en inspirer. Selon la Commission européenne, deux ans après s'être engagés, à travers un code de conduite, à augmenter leurs efforts pour retirer les discours haineux illégaux, Facebook, Twitter et Youtube ont substantiellement amélioré leur taux et leur rapidité

de suppression de ce type de contenus. En décembre 2018, 72 % du contenu jugé illégal était retiré, contre seulement 28 % en 2016 (European Commission, 2019). Récemment, la Cour européenne de justice a statué que des États membres peuvent forcer Facebook à retirer des contenus au niveau mondial si le contenu est jugé illégal dans un État membre (Satariano, 2019). Il importe aussi que les entreprises fassent preuve de responsabilité en respectant leurs propres politiques, et ce, plus encore dans des sociétés non libérales où les droits des minorités ne sont pas protégés par l'État. Par exemple, au Myanmar, Facebook a laissé des militaires birmans utiliser la plateforme pour en faire un outil de propagande nationaliste islamophobe en propageant de

fausses nouvelles sur la minorité rohingya et en incitant au génocide (Mozur, 2018).


Enfin, compte tenu de la connexion intime entre les réalités en ligne et hors ligne, la lutte contre le racisme en ligne ne peut être significative que si elle est intégrée dans une lutte globale contre les inégalités et discriminations raciales. Cela est d'autant plus vrai que le discours haineux n'est qu'une des manifestations du racisme en ligne. Internet et les algorithmes sont des productions humaines et sociales qui reproduisent implicitement des biais raciaux et qui ont des effets discriminatoires réels et quotidiens pour des minorités racialisées⁹.

- 1 Le suprématisme blanc prône la supériorité de la « race blanche » sur les autres « races ». Le séparatisme est une forme de suprématisme qui fait la promotion de la séparation physique entre les Blancs et les autres « races ». Le nationalisme blanc milite en faveur de l'établissement d'un État-nation pour les Blancs. Les nationalistes blancs ont tendance à éviter de parler de hiérarchies raciales et avancent plutôt que toutes les « races » devraient avoir leur État. Dans les faits, le nationalisme blanc épouse, même implicitement, l'idéologie de hiérarchies raciales avec les Blancs au sommet.
- 2 L'Alt-lite se veut une forme « modérée » de l'Alt-Right et adopte la forme de médias d'informations alternatifs. On pense notamment à Breitbart News aux États-Unis, à The Rebel au Canada anglais et à Nomos TV au Québec. Dans les faits, l'Alt-Right et l'Alt-lite appartiennent toutes deux à l'extrême droite et partagent un ensemble d'idées racistes.
- 3 De l'anglais *troll*. Un troll est un internaute qui publie des contenus provocateurs ou offensants afin de générer une polémique.
- 4 Sur Internet, un *mème* désigne une image avec un court contenu textuel accrocheur.
- 5 Le livre *Les Protocoles des Sages de Sion* est au faux publié au début du 20^e siècle dans l'Empire russe. Il prétend rendre compte de réunions secrètes de Juifs et de leur plan pour conquérir le monde. Malgré le caractère fallacieux de l'ouvrage, il a été publié en plusieurs langues et a alimenté le trope antisémite du complot juif. Hitler y a notamment fait référence dans *Mein Kampf*.
- 6 Un exemple patent est celui de l'utilisation du symbole antisémite des triples parenthèses ou ((echo)) sur les médias sociaux pour attaquer des personnes juives sur les médias sociaux, notamment les journalistes critiques de Trump. Chaque parenthèse est censée représenter l'influence destructrice des Juifs via les médias de masse, l'immigration de masse et la juiverie internationale. Une fois que des utilisateurs étaient identifiés comme Juifs par ce symbole, une horde d'utilisateurs antisémites lançaient leur attaque en réseau. Une extension a même été créée sur Google pour apposer de façon automatique ces triples parenthèses sur des noms d'individus juifs. Google n'a supprimé cette extension qu'après la publication d'un article médiatique dénonçant la situation.
- 7 Le journaliste Yair Rosenberg a créé un bot (programme) appelé « Impostor Buster » qui identifiait les imposteurs néo-nazis et qui leur répondait automatiquement afin de les démasquer. Twitter a finalement suspendu le compte après que ces derniers se soient plaints de harcèlement.
- 8 Des études montrent effectivement que les algorithmes de détection du discours haineux sont biaisés à l'endroit des personnes noires (Sap et al., 2019; Davidson, Bhattacharya et Weber, 2019). De même, alors que des discours suprématistes et nationalistes blancs sont maintenus en ligne, des personnes noires voient leur compte suspendu du fait de leur activisme antiraciste.
- 9 Les algorithmes reproduisent notamment des discriminations en limitant l'exposition à des offres d'emploi et de logement, en limitant l'accès aux soins de santé, en proposant des taux de crédit plus élevés et en favorisant la criminalisation.

Références bibliographiques

- AFP. (2019, 1^{er} juillet). Facebook to broaden effort to root out white nationalist content, France 24. Repéré à <https://www.france24.com/en/20190701-facebook-broaden-effort-root-out-white-nationalist-content>
- Awan, I. (2016). Islamophobia on Social Media: A Qualitative Analysis of the Facebook's Walls of Hate, *International Journal of Cyber Criminology*, 10(1), 1-20.
- Chao, E.-C. (2015). The-Truth-About-Islam.Com: Ordinary Theories of Racism and Cyber Islamophobia. *Critical Sociology*, 41(1), 57-75.
- Baron Cohen, S. (2019, 22 novembre). Read Sacha Baron Cohen's scathing attack on Facebook in full: 'greatest propaganda machine in history', *The Guardian*. Repéré à <https://www.theguardian.com/technology/2019/nov/22/sacha-baron-cohen-facebook-propaganda>
- Carrie Wong, J. (2019, 21 novembre). White nationalists are openly operating on Facebook. The company won't act. Repéré à <https://www.theguardian.com/technology/2019/nov/21/facebook-white-nationalists-ban-vdare-red-ice>
- Daniels, J. (2009). *Cyber Racism: White Supremacy Online and the New Attack on Civil Rights*. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.
- Engesser, S., Ernst, N., Esser, F., Büchel, F. (2016). Populism and social media : how politicians spread a fragmented ideology. *Information, Communication & Society*, 20(8), 1109-1126.
- Ernst, N., Engesser, S., Büchel, F., Blassnig, S. et Esser, F. (2017). Extreme parties and populism : an analysis of Facebook and Twitter across six countries. *Information, Communication & Society*, 20(9), 1347-1364.
- European Commission (2019, 4 février). Countering illegal hate speech online – EU Code of Conduct ensures swift response. Repéré à https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_19_805
- Farkas, J., Schou, J. et Neumayer, C. (2018). Platformed antagonism : racist discourses on fake Muslim Facebook


- pages, *Critical Discourse Studies*, 15(5), 463-480.
- Faulkner, N. et Bliuc, A-M. (2016). "It's okay to be racist": moral disengagement in online discussions of racist incidents in Australia. *Ethnic and Racial Studies*, 39(14), 2545-2563.
- Forcier, M. (2019). Patrouille des frontières nationales et représentations racialisées: Analyse de commentaires en ligne sur les réfugiés syriens au Québec. *Refuge: Canada's Journal on Refugees*, 35(1), 43-60.
- Gerbaudo, P. (2018). Social media and populism: an elective affinity? *Media, Culture & Society*, 40(5), 745-753.
- Greene, V. (2019). "Deplorable" Satire. Alt-Right Memes, White Genocide Tweets, and Redpiling Normies, *Studies in American Humor*, 5(1).
- Hameleers, M. et Schmuck, D. (2017). It's us against them: a comparative experiment on the effects of populist messages communicated via social media. *Information, Communication & Society*, 20(9), 1425-1444.
- Hughey, M. W. et Daniels, J. (2013). Racist comments at online news sites: a methodological dilemma for discourse analysis. *Media, Culture & Society*, 35(3), 332-347.
- Hunt, A. et Gentzkow, M. (2017). Social Media and Fake News in the 2016 Election, *Journal of Economic Perspectives*, 31(2), 211-236.
- Kaiser, J. et Rauchfleisch, A. (2018). Unite the Right? How Youtube's Recommendation Algorithm Connects The U.S. Far-Right, *Medium, Data & Society*. Repéré à <https://medium.com/@MediaManipulation/unite-the-right-how-youtubes-recommendation-algorithm-connects-the-u-s-far-right-9f1387ccfabd>
- KhosraviNik, M. (2018). Social Media Techno-Discursive Design, Affective Communication and Contemporary Politics. *Fundan Journal of the Humanities and Social Sciences*, 11(4), 427-442.
- Lewis, R. (2018). *Alternative Influence : Broadcasting the Reactionary Right on Youtube*, *Data & Society*, Repéré à https://datasociety.net/wp-content/uploads/2018/09/DS_Alternative_Influence.pdf
- Loke, J. (2012). Public Expressions of Private Sentiments: Unveiling the Pulse of Racial Tolerance through Online News Readers' Comments. *Howard Journal of Communications*, 23(3), 235-252.
- Lytvynenko, J., Silverman, C. et Boutilier, A. (2019, 30 mai). White Nationalist Groups Banned By Facebook Are Still On The Platform, *BuzzFeedNews*. Repéré à <https://www.buzzfeednews.com/article/janeltyvynenko/facebook-white-nationalist-ban-evaded>
- Marwick, A. et Lewis, R. (2017). *Media Manipulation and Disinformation Online, Data & Society Research Institute*. Repéré à https://datasociety.net/pubs/oh/DataAndSociety_MediaManipulationAndDisinformationOnline.pdf
- Matamoros-Fernández, A. (2017). Platformed racism: the mediation and circulation of an Australian race-based controversy on Twitter, Facebook and Youtube. *Information, Communication & Society*. doi: 10.1080/1369118X.2017.1293130
- Mozur, P. (2018, 15 octobre). A Genocide Incited on Facebook, With Posts From Myanmar's Military, *The New York Times*. Repéré à <https://www.nytimes.com/2018/10/15/technology/myanmar-facebook-genocide.html>
- O'Callaghan, D., Greene, D., Conway, M., Carthy, J. et Cunningham, P. (2015). Down the (White) Rabbit Hole: The Extreme Right and Online Recommender Systems, *Social Science Computer Reviews*, 33(4), 459-478.
- Persily, N. (2017). The 2016 U.S. Election: Can Democracy Survive the Internet? *Journal of Democracy*, 28(2), 63-76.
- Satariano, A. (2019, 3 octobre). Facebook Can Be Forced to Delete Content Worldwide, E.U.'s Top Court Rules, *The New York Times*. Repéré à <https://www.nytimes.com/2019/10/03/technology/facebook-europe.html>
- Santana, A. D. (2015). Incivility Dominates Online Comments on Immigration. *Newspaper Research Journal*, 36(1), 92-107.
- Sunstein, C. R. (2017). *#republic: Divided Democracy in The Age of Social Media*. Princeton: Princeton University Press.
- Vosoughi, S., Roy, D. et Aral, S. (2018). The spread of true and false news online. *Science*, 359 (6380), 1146-1151.



L'ÉDUCATION,

AU CŒUR DE NOTRE ACTION DEPUIS 1658

En lien avec le programme de formation de l'école québécoise, les jeunes visiteurs peuvent vivre une expérience immersive et développer des attitudes d'ouverture sur le monde en se familiarisant avec la vie à Montréal au 17^e siècle.



MUSÉE MARGUERITE-BOURGEOYS

CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS

MUSEUM CHAPEL

[f](#) [t](#) [v](#)

400 rue Saint-Paul Est, Vieux-Montréal
Metro Champ-de-Mars

Virginie Létourneau-Clément, responsable des activités éducatives et visites guidées
514 282-8670, poste 237
viclement@marguerite-bourgeois.com

Marqués du triangle rose

Ken Setterington

Conteur, auteur, critique de livres pour enfants et bibliothécaire

Nous reproduisons avec l'aimable autorisation des éditions du Septentrion un extrait du chapitre 4 du livre *Marqués du triangle rose*, écrit par Ken Setterington, traduit de l'anglais par Daoud Najm et publié en 2018.



Chapitre 4

La race supérieure: le plan nazi pour débarrasser l'Allemagne des inférieurs

Pour Hitler, la persécution des homosexuels n'était qu'une petite part du plan échafaudé dans le but de fortifier la race aryenne. Son régime proclama que la race «aryenne» ou «nordique» était biologiquement supérieure à toutes les autres races. Les Juifs, tout comme les Roms et les Sinti, étaient inférieurs ou sous-humains, et devaient être éliminés; les Polonais et les autres peuples slaves étaient également inférieurs, mais utiles pour les travaux forcés. Le régime trouva des scientifiques prêts à appuyer les idées de pureté raciale et de supériorité biologique des Allemands. Des lois strictes ont été adoptées afin de s'assurer que Juifs et Aryens ne puissent pas se marier entre eux. La race aryenne devait être consolidée par l'élimination de toute faiblesse.

Les hommes, les femmes et les enfants considérés héréditairement «de moindre valeur» ont été ciblés par les nazis. On avait fait valoir que les individus ayant des déficiences mentales ou physiques étaient un fardeau pour la société et qu'ils devaient être supprimés. Les premiers programmes de «meurtres par compassion» ont débuté en 1939 chez les enfants de moins de trois ans. Tous les enfants souffrant d'anomalies congénitales devaient être déclarés. Les médecins évaluaient chaque cas et choisissaient ceux qui devaient être tués. Après 1939, Hitler a autorisé que ces programmes de meurtres, qui ont pris le nom d'Opération T en référence à l'adresse du quartier général de ces programmes, situé sur la rue Tiergartenstrasse à Berlin, s'étendent aux adultes. Les patients adultes qui vivaient dans les asiles ont été immédiatement ciblés. Les personnes qui ne pouvaient pas travailler étaient vulnérables. Plus de 70 000 personnes ont été exécutées durant les deux premières années de ce programme, dont plusieurs par gaz léthal.

Les homosexuels, bien sûr, représentaient une menace à l'édification de la race supérieure qui avait besoin d'Aryens forts, des hommes et des femmes capables de travailler et de se reproduire. Quiconque ne correspondait pas à ce modèle racial serait éliminé.

À première vue, certains gais, des hommes grands, blonds et beaux, auraient pu être de parfaits exemples de la supériorité aryenne. Mais puisqu'ils préféraient coucher entre eux, il était évident qu'ils ne se reproduiraient pas. De nouveaux bébés allemands, c'était la priorité, et les hommes qui ne se reproduisaient pas étaient un poids pour le régime. Les nazis craignaient que les gais n'entraînent d'autres hommes dans un mode de vie homosexuel et qu'ils réduisent ainsi le nombre de ceux capables de se reproduire. Ils étaient également préoccupés par l'idée que l'homosexualité puisse être héréditaire, que la population gaie se multiplierait si certains homosexuels se reproduisaient. Pour les leaders nazis, la seule manière de résoudre ce problème était de se débarrasser des homosexuels, ce qui fut fait grâce à des révisions du paragraphe 175.

En 1935, le texte révisé qui suit est entré en vigueur.

Paragraphe 175

175. Un homme qui commet des actes obscènes et licencieux avec un autre homme, ou se laisse abuser en raison de tels actes, doit être condamné à la prison. Si l'accusé est âgé de moins de 21 ans au moment où l'acte a été commis, la cour peut, dans des cas particulièrement mineurs, s'abstenir d'imposer un châtement.

175a. L'emprisonnement dans un pénitencier ne doit pas excéder 10 ans et, dans des circonstances atténuantes, la peine d'emprisonnement doit être d'au moins trois mois:

1. Pour un homme qui, par la force ou la menace de mort, oblige un autre homme à commettre des actes obscènes et licencieux avec lui ou à se

soumettre à de tels abus;

2. Pour un homme qui, par abus d'autorité dans une relation de dépendance, par suite de service, d'emploi ou de subordination, incite un autre homme à commettre des actes obscènes et licencieux avec lui ou à subir des abus en raison de tels actes;
3. Pour un homme de plus de 21 ans qui incite un homme de moins de 21 ans à commettre des actes obscènes et licencieux avec lui ou à subir des abus en raison de tels actes;
4. Pour un homme dont la profession est de pratiquer des actes obscènes et licencieux avec d'autres hommes ou qui se soumet à de tels abus par d'autres hommes, ou s'offre à d'autres hommes pour de tels actes.

175b. Les actes obscènes et licencieux contraires à la nature humaine et animale seront passibles d'emprisonnement; la perte des droits civiques peut également être imposée.¹

Le 28 juin 1935, presque un an après la Nuit des longs couteaux, les révisions du paragraphe 175 ont été dévoilées. Le ministère de la Justice a ainsi établi une nouvelle base juridique dans le but d'étendre la persécution des homosexuels. Les activités entre hommes jugées criminellement indécentes pouvaient n'être rien de plus substantiel qu'un toucher. Les tribunaux avaient ensuite décidé que même l'intention d'un individu, ou une pensée homosexuelle, était illégale.

Les lois sont devenues rétroactives afin que, même si un acte avait été commis des années auparavant, un homme suspect puisse encore être poursuivi. On ciblait les homosexuels afin de les éradiquer. Une loi de défense contre les attaques insidieuses adressées à l'État ou au parti, adoptée six mois plus tôt, encourageait les proches et les voisins à s'épier entre eux – ce qui a rendu la vie encore plus difficile pour les hommes qui cherchaient à dissimuler leurs activités passées. Les commérages et les insinuations devenaient des preuves.

Il est vite devenu évident que personne n'obtiendrait un procès équitable, que l'on soit arrêté sous un motif réel ou faux. C'était chose commune de torturer les hommes, une fois arrêtés, dans le but d'obtenir les noms d'autres homosexuels. Ces « déviants » devaient être enfermés ou envoyés dans des camps de concentration.



La chasse aux homosexuels a été orchestrée par Heinrich Himmler, l'un des hommes ayant délogé Ernst Röhm de sa situation privilégiée auprès d'Adolf Hitler. Avec le départ de Röhm, l'autorité d'Himmler s'est accrue, et il est finalement devenu le cruel tueur de masse responsable de la mort de millions d'individus. Pour les Allemands homosexuels, Himmler était le plus grand ennemi.



Heinrich Himmler, qui porte une épingle à l'effigie du Parti nazi dans les années 1920 et sur son uniforme nazi dans les années 1930, avait une apparence douce et clémente qui démentait sa véritable nature. (USHMM)

Les apparences peuvent être trompeuses, et Heinrich Himmler en est l'exemple par excellence. On n'aurait pas deviné, à le regarder, qu'il était l'un des hommes les plus puissants d'Allemagne. Souvent décrit comme un instituteur ou un comptable, on respectait chez lui l'administrateur efficace aux livres tenus méticuleusement. Himmler a fait ses débuts en 1929, à la tête des gardes du corps d'Hitler, les SS, et a dirigé plus tard toutes les forces de la police et de la sécurité, incluant la Gestapo (la police secrète de l'État). Il est par la suite devenu le dirigeant des camps de concentration et d'extermination, de même que celui du *Einsatzgruppen*, l'unité d'extermination mobile qui a fait des millions de morts.

Après avoir été fermier, Himmler s'était essayé à l'élevage de volailles au début des années 1920. Si ses efforts dans le domaine agricole n'avaient pas porté fruit, sa compréhension de la reproduction animale a été utile à la promotion de la supériorité de la race aryenne. Afin que l'Allemagne demeure forte, le pays devait produire plus d'enfants. Les enfants, bien sûr, devaient être parfaits, des Aryens dénués de tout handicap physique ou mental. Les enfants handicapés seraient éradiqués. L'homosexualité mènerait également au déclin du peuple allemand. La sexualité n'était pas chose privée, mais un sujet de grande préoccupation nationale.

Himmler avait affirmé: « À peu près 7 à 8 % des hommes en Allemagne sont homosexuels. Si les choses ne changent pas, notre nation tombera en ruine à cause de ce fléau. Ceux qui pratiquent l'homosexualité privent l'Allemagne des enfants qu'ils lui doivent². »

Dans l'Allemagne antique, les homosexuels avaient été noyés dans des tourbières. Himmler ne croyait pas que ces noyades devaient être considérées comme une punition. Pour lui, les tuer, c'était exterminer une existence « anormale ».

1. Simon Wiesenthal Center Annual, volume 7, 1990.

2. Epstein, Rob et Jeffrey Friedman, *Paragaph 175*, DVD.

Une fois Ernst Röhm et les SA éliminés, Himmler a activement consolidé son pouvoir en Allemagne où il a continué à terroriser les homosexuels. En 1934, il était fier de souligner :

Nous n'avons pas peur de combattre ce fléau au sein même de nos rangs... Dans notre condamnation de l'homosexualité, symptôme de dégénérescence raciale destructeur pour notre race, nous sommes retournés au principe nordique qui nous a guidés, principe selon lequel les dégénérés devraient être exterminés. C'est par la pureté de sa race que l'Allemagne se tiendra debout ou s'écroulera³.

En 1934, la police berlinoise, sous les ordres de Heinrich Himmler, a arrêté plus d'homosexuels en six semaines que la police allemande ne l'avait fait pendant les 15 années qui ont précédé l'arrivée des nazis au pouvoir. Et ce n'était qu'un début.

Entre 1935 et 1939, on vit le plus grand nombre d'arrestations d'homosexuels en Allemagne. Bien que le paragraphe 175 n'ait pas été véritablement appliqué de façon stricte avant l'avènement du régime nazi, la police connaissait le nom de beaucoup d'hommes soupçonnés d'être homosexuels. Depuis 1900, dans ce que l'on appelait les listes roses, la police avait compilé des noms d'hommes provenant de partout au pays. Ces listes ont été utilisées par le régime nazi afin de rassembler les homosexuels soupçonnés. Une fois arrêtés, ils avaient droit à un bref procès; plusieurs ont été torturés à répétition dans le but que leur soient soutirés les noms d'autres homosexuels. La police faisait des descentes dans les lieux de rencontre gais et saisissait les carnets d'adresses des hommes arrêtés, espérant trouver d'autres suspects. Des réseaux d'informateurs ont également fourni des noms pour ces listes.

On expliqua aux agents de la police comment identifier les homosexuels; ils auraient probablement une apparence féminine et des mouvements maniérés; ils étaient censés aimer le maquillage et le parfum; et certains aimaient porter des vêtements féminins. Or, ces instructions se basaient sur des préjugés répandus. Ernst Röhm, par exemple, était un homme fruste et robuste qui, selon ces directives, n'aurait jamais pu être identifié comme homosexuel. Pour ce qui est des femmes, elles devaient s'habiller de façon féminine selon Himmler. Si elles portaient des vêtements masculins, cela aussi pouvait inciter à l'homosexualité chez la population masculine. Les femmes qui, auparavant, étaient à l'aise de porter les cheveux courts et des complets pour homme ont dû revoir leur style vestimentaire.

Le 26 octobre 1936, Himmler fonda l'Office central du

3. Plant, Richard, *op. cit.*, p. 111.

Reich pour la lutte contre l'homosexualité et l'avortement. Associer l'homosexualité à l'avortement a permis de porter l'attention sur le besoin de réduire le nombre d'hommes qui ne cherchaient pas à se reproduire et a rendu illégal, chez les femmes, le refus de procréer.

Le nombre d'hommes condamnés pour homosexualité s'est accru considérablement après 1935. Cette charte illustre la forte augmentation du nombre de condamnations durant les 10 premières années du régime nazi.

1933	853
1934	948
1935	2 106
1936	5 320
1937	8 271
1938	8 562
1939	7 614
1940	3 773
1941	3 735
1942	3 963

Les années qui ont connu le plus grand nombre de condamnations ont été 1937, 1938 et 1939. La diminution enregistrée en 1940 s'explique par une variété de facteurs: moins d'hommes vivaient dans les villes à cause de l'effort de guerre et la persécution des Juifs était de loin plus importante.

Le paragraphe 175 avait été redéfini de manière si vague que n'importe quel homme pouvait être arrêté, accusé et condamné. Les nazis ont utilisé cette loi dans le but d'éliminer tout individu dont ils voulaient se débarrasser. Même les hommes hétérosexuels couraient le danger d'être arrêtés s'ils avaient des ennemis parmi les nazis. Le clergé catholique était la proie d'arrestations, non pas parce que l'on soupçonnait ses membres d'homosexualité rampante, mais parce que c'était la façon la plus facile de les arrêter. Même le chef d'état-major, le général Werner Von Fritsch, a été arrêté sous des accusations montées de toutes pièces en vertu du paragraphe 175. Les charges retenues contre lui ont finalement été abandonnées, mais il s'est sagement retiré de l'armée.

La population homosexuelle s'est avérée plus difficile à trouver et à arrêter que les gens issus d'un groupe religieux comme les Juifs ou les témoins de Jéhovah. Habituellement, il n'y avait pas de preuves d'homosexualité. Il n'y avait pas de certificat de naissance afin de prouver que quelqu'un était homosexuel. Un homme pouvait prétendre ne pas être homosexuel,



Ce dessin des années 1930 illustre le style zazou adopté par Pierre Seel. Domaine public

mais ses activités passées pouvaient toujours être investiguées. Pierre Seel était l'un des jeunes hommes arrêtés lorsque les nazis ont découvert son nom sur une liste rose en France.

Jeune homme élégant, Pierre aimait s'habiller à la façon zazou, style flamboyant et populaire de l'heure. Les zazous étaient dispersés un peu partout au pays, mais le véritable centre de ces passionnés de la mode, c'était Paris. Les cheveux longs, lissés avec de la pommade et attachés

derrière la nuque, ils portaient de larges vestes à plusieurs poches et ceintures. Plus larges que celles au goût du jour, leurs vestes étaient perçues comme un signe de résistance par certains et un signe de décadence par d'autres. Les jeunes zazous étaient connus pour leur goût du jazz et de la musique swing. Pierre considérait son style comme étant sophistiqué.

Le jeune Pierre Seel a grandi au sein d'une famille catholique et dévote qui possédait une pâtisserie populaire et profitable, à Mulhouse dans l'Alsace française. Durant les premières années de son adolescence, Pierre a résisté, avec sa foi catholique, à son attirance pour les hommes. À l'âge de 17 ans, il a affiché son individualité avec son style zazou et s'est mis à explorer son homosexualité activement.

Sur le chemin de retour de l'école, il s'arrêtait souvent au square Steinbach, un lieu de drague gaie où se trouvait un café dont le second étage était destiné aux relations sexuelles. Un jour, alors qu'il y était avec un homme qu'il ne connaissait pas, Pierre a réalisé que ce dernier lui avait volé sa montre. Il a crié, mais le voleur réussit à s'enfuir. La montre lui avait été offerte par une tante parisienne à l'occasion de sa première communion. Soucieux de la récupérer, il a signalé le vol auprès de la police. Ce signalement a transformé sa vie à tout jamais.

L'officier de police s'est enquis de tous les détails. Lorsque Pierre a révélé que le vol avait eu lieu au square Steinbach, l'officier l'a réprimandé et lui a demandé ce que penserait son père s'il savait qu'il fréquentait cet endroit. Pierre ne voulait pas entacher la réputation de sa famille; il s'était rendu à la police croyant qu'il avait

été la victime d'un vol, mais au poste de police, il n'était plus qu'un homosexuel humilié. L'officier a assuré Pierre que cette affaire compromettante ne serait que de peu de conséquences, mais l'a averti de se tenir loin du square. Honteux, Pierre, après avoir quitté le poste de police, ne s'était pas rendu compte que son nom avait été ajouté à une liste répertoriant les homosexuels de la ville – une liste rose qui sera plus tard livrée aux nazis.

Pierre s'est lassé des rencontres occasionnelles et, peu de temps après, il s'est mis à passer de plus en plus de temps avec Jo, un jeune homme aimable et bon. Ces adolescents avaient beau essayer d'être discrets, ils ne pouvaient s'isoler du reste du monde. En juin 1940, la vie en France s'est transformée drastiquement lors de l'invasion allemande. Les nazis se sont précipités à Mulhouse.

Le 2 mai 1941, la mère de Pierre l'avertit que des gens de la Gestapo étaient venus à la pâtisserie et qu'il devait se présenter à leur quartier général à la première heure. Lorsqu'il s'y est présenté, on l'a poussé à l'intérieur d'une pièce où se trouvaient d'autres jeunes hommes qui fréquentaient le square Steinbach. Les nazis s'étaient servis de la liste rose compilée par la police afin d'entamer la chasse aux homosexuels à Mulhouse. Un par un, les jeunes hommes ont été interrogés. Des agents de la Gestapo ont traité Pierre de « sale pédé » et ont exigé qu'il fournisse de l'information au sujet d'autres homosexuels de la ville.

Il ne s'agissait pas d'un simple interrogatoire: les hommes ont été torturés à plusieurs reprises. Les ongles de certains d'entre eux ont été arrachés; Pierre a été violé. À la nuit tombée, ils ont été conduits en prison, à Mulhouse. Pierre a décrit cette scène de prison: « Il y en avait tellement [de prisonniers] qu'ils se sont assis par terre, adossés au mur. J'ai eu le temps de voir que beaucoup d'entre eux avaient aussi été gravement torturés; leurs visages étaient enflés, leur corps tachés de sang⁴. » Durant cette première nuit en prison, Pierre ne pouvait pas s'endormir; il s'est tout simplement effondré d'épuisement. Il a été détenu dans la prison de la ville pendant 10 jours, et bien que son père et son frère s'y soient présentés, on leur dit qu'il était une « pédale » et qu'ils ne pouvaient rien faire pour l'aider.

Pierre a ensuite été transféré en fourgon de police, en compagnie d'une douzaine de prisonniers, dans un camp de concentration. Du fourgon, les prisonniers pouvaient voir les doubles rangées de hautes clôtures du camp, flanquées de tours d'observation. Ils ont été rail-

4. Seel, Pierre, *I, Pierre Seel, Deported Homosexual: A Memoir of Nazi Terror*, p. 26.

lés et battus sur-le-champ, ce qui les a laissés transis de peur... Pierre s'est immédiatement distingué par sa coiffure zizou, qui lui a valu un traitement particulier. Ses longs cheveux ont été rasés et il n'en est resté qu'un motif de swastika. Une petite ligne bleue tissée sur son uniforme de prisonnier servait à identifier ceux qui refusaient de se mélanger aux autres ainsi que les catholiques et les homosexuels. Il a été placé dans l'une des baraques construites pour accueillir 45 hommes, mais qui, à ce moment-là,

en contenait le triple. Les hommes dormaient sur des bottes de paille placées sur des palettes de bois. Les couchettes supérieures et celles près du four étaient les préférées puisque les nuits étaient froides, même au printemps, en raison de l'altitude élevée de l'emplacement du camp.

Pierre a rapidement connu les horreurs que réservait la vie au camp. À six heures du matin, les prisonniers étaient réveillés et, après un déjeuner composé de pain moisi et d'un thé au goût douteux, ils étaient envoyés dans les carrières pour fendre la pierre pendant plus de 12 heures. À propos de son passage au camp, Pierre a écrit: «Je me suis assuré de ne parler à personne, m'enfermant dans une solitude préservée de tout désir sexuel. Là-bas, la pensée même du désir n'avait pas sa place. Un fantôme n'a pas de fantasmes, pas de sexualité⁵.» Il pense avoir vu quelques hommes de Mulhouse, mais il lui était difficile de les reconnaître, parce que «les vêtements, les têtes rasées et les corps affamés avaient effacé l'âge et l'identité des hommes. Chacun était devenu l'ombre incertaine de lui-même⁶».

Les haut-parleurs, à partir desquels on appelait les hommes pour qu'ils se présentent devant les autorités pour toutes sortes de raisons, rendaient la vie au camp d'autant plus terrifiante. Souvent, Pierre était forcé de participer à des expériences médicales en compagnie d'autres hommes. Dans une chambre blanche, on les alignait contre un mur et on piquait leurs mamelons avec des aiguilles – l'une de ces expériences eut raison d'au moins un détenu lorsqu'une aiguille l'atteint au cœur.

Mais de toutes les terreurs et les horreurs du camp, aucune ne pouvait se comparer à celle où Pierre a vu



Des prisonniers à la carrière du camp de concentration de Mauthausen. À partir de 1943, les homosexuels ont été ceux qui, dans les camps de concentration, sont morts victimes d'un programme d'« extermination par le travail », une initiative des SS. (USHMM)

Jo, son amant des derniers mois. Il ne l'avait jamais vu au camp auparavant, mais maintenant qu'il avait entendu son nom pendant l'appel, il savait que son ami allait bientôt mourir. Les officiers SS ont entièrement déshabillé Jo et lui ont enfoncé un seau d'étain sur la tête, puis ils ont lâché leurs bergers allemands bien entraînés. Tous les prisonniers étaient obligés de regarder les chiens l'attaquer et le tuer.

Pierre a enduré le rythme infernal de la vie au camp jusqu'en novembre 1941.

Lorsqu'il a entendu les autorités du camp appeler « Seel, Peter » par les haut-parleurs qu'il redoutait tant, il a eu peur d'être puni parce qu'il avait volé des carottes alors qu'il était affecté au nettoyage des clapiers de lapins quelques jours auparavant. Plutôt, il fut stupéfait d'apprendre qu'il allait être libéré pour bonne conduite. Il devait cependant signer un document où il convenait de ne jamais parler de son expérience au camp.

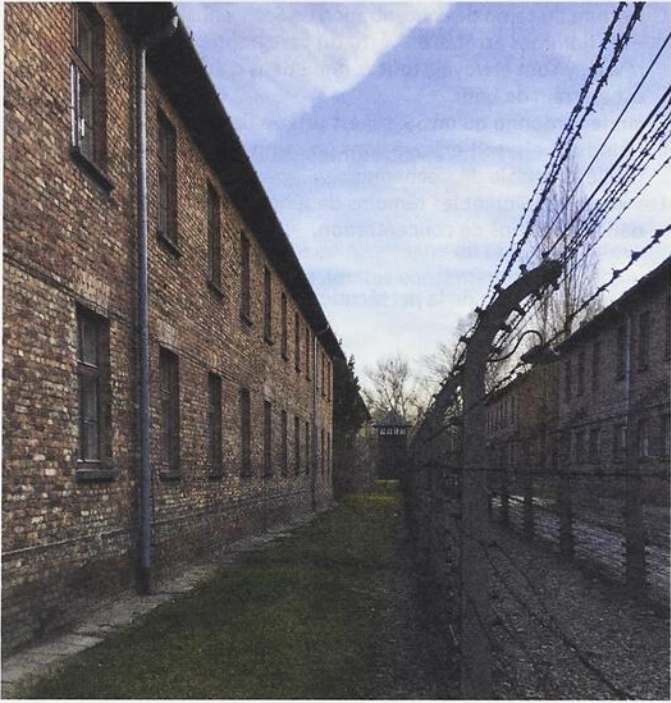
Âgé de 18 ans seulement, Pierre Seel est revenu chez lui avec la tête rasée et le corps émacié. Il avait enduré beaucoup de choses, mais sa famille n'a jamais parlé de ses supplices, ou de son homosexualité. Des mois plus tard, en mars 1942, Pierre a reçu une convocation obligatoire de l'armée allemande et a été envoyé à Vienne pour son entraînement militaire. Ce fut le début de son périple européen comme soldat combattant les ennemis de l'Allemagne, ceux-là mêmes qu'il voulait soutenir.



Les nazis ont pu exploiter les préjugés des générations précédentes dans le but d'être soutenus dans leur haine des homosexuels. On encourageait les gens à débarrasser la population des « sales pédales » à peu près de la même manière qu'on les encourageait à identifier et à persécuter les Juifs. Un homosexuel ne pouvait faire confiance à personne. La moitié des arrestations étaient le résultat de dénonciations faites par des particuliers. Les propriétaires d'hôtel téléphonaient à la police et les passants pouvaient signaler ce qu'ils avaient vu dans la rue. Les homosexuels n'étaient pas en sécurité dans leurs propres maisons. Frustrée par une relation qui semblait

5. *Ibid.*, p. 38.

6. *Loc. cit.*



n'aller nulle part, une femme a dénoncé son petit ami auprès de la police, l'accusant d'avoir pour amant l'un de ses amis.

Des lettres anonymes où des hommes étaient dénoncés pour homosexualité parvenaient à la Gestapo: « Nous habitons la même maison depuis 12 ans, mais depuis tout ce temps, il n'est jamais sorti avec une fille. Évidemment, je ne peux rien dire de sûr, mais ça me semble très suspect. Que font tous ces jeunes hommes? Je dois cependant vous demander de ne pas divulguer mon nom⁷. » Dans une autre dénonciation, on révélait que « l'employé de bureau Max P. a déclaré avoir vu, le 31 juillet 1940, le Docteur L. laisser entrer un jeune homme chez lui. Peu de temps après, il a fermé les rideaux de sa chambre à coucher⁸ ».

De telles dénonciations ont mené à des arrestations, à des condamnations et souvent à la mort. Les gais ne savaient pas à qui faire confiance lorsqu'ils cherchaient à dissimuler leur homosexualité. Comme mentionné

précédemment, certains se sont mariés à des lesbiennes, d'autres se sont mariés à des amies pleines de compassion, et presque tous ont tenté de dissimuler leur sexualité aussi prudemment que possible. Les hommes ont rejoint les rangs de l'armée croyant qu'on y faisait moins la chasse aux homosexuels. Toutefois, si un homme des forces armées était reconnu coupable d'avoir des relations sexuelles avec un autre homme, il pouvait être exécuté sur-le-champ.

Himmler estimait à deux millions le nombre d'homosexuels en Allemagne, un chiffre qui était considéré comme étant une grossière exagération. Même si les homosexuels ne représentaient qu'un quart de ce chiffre – 500 000 –, le fait qu'il n'y ait eu que 100 000 à 150 000 arrestations indique que beaucoup d'entre eux ont pu dissimuler leur attirance pour le même sexe.

En 1938, la Gestapo a publié une directive déclarant qu'un homme accusé de grossière indécence pouvait être transféré directement dans un camp de concentration plutôt qu'en prison. En 1940, Himmler a ajouté un amendement à cette directive, déclarant que les hommes ayant séduit plus de deux hommes devaient être déportés dans un camp de concentration après avoir purgé leur peine de prison.

Après le début de la guerre, en 1939, Himmler s'est voué à l'extermination des Juifs plutôt qu'à la persécution des homosexuels. Si ces derniers étaient encore la cible des nazis, des millions d'autres tombaient, victimes de leur courroux. En 1941, Himmler s'est tout de même mis à traiter les homosexuels plus sévèrement. Il fut annoncé que tout SS ou officier de police adoptant un comportement indécent avec un autre homme serait condamné à mort. Aucune autorité n'avait été donnée à Himmler sur les hommes de l'armée et de la marine, mais un changement s'est produit en 1943 lorsqu'il a proclamé que les SS avaient entière juridiction sur les soldats et les marins accusés de comportement indécent avec un individu de même sexe. Encore plus d'homosexuels pouvaient ainsi être exécutés.

7. Müller, Klaus, *Who Can I Trust?*, p. 5.
8. *Loc. cit.*

Chronologie des événements majeurs pour les hommes gais en Allemagne

1871

Le paragraphe 175 est inclus dans le code pénal allemand et rend ainsi criminels les actes sexuels entre hommes.

1897

Le Dr Magnus Hirschfeld fonde le Comité scientifique-humanitaire de Berlin, la première organisation de défense des droits des homosexuels.

1898

Hirschfeld tente d'annuler le paragraphe 175.

1919

Premier film à thème gai sorti en Allemagne – *Différent des autres* – en faveur de l'annulation du paragraphe 175. Hirschfeld fonde l'Institute for Sexual Research.

1921

Adolf Hitler devient le leader du Parti nazi.

1928

Hitler déclare : « Quiconque pense à l'amour homosexuel est notre ennemi. »

1930

Le leader nazi Ernst Röhm devient le chef des SA (chemises brunes).

1931

L'homosexualité de Röhm est mise en cause dans les médias.

1933**30 janvier**

Les nazis acquièrent du pouvoir en Allemagne. Adolf Hitler est assermenté chancelier.

23 février

Les bars et les journaux gais et les biens sont interdits dans les directives sur la « moralité publique ».

28 février

Hitler est nommé Führer (leader) de l'Allemagne.

Mars

Les nazis ouvrent le camp de concentration de Dachau près de Munich.

5 mars

Le club Eldorado de Berlin est fermé (clientèle majoritairement homosexuelle).

6 mai

Les nazis détruisent l'Institute for Sexual Research de Hirschfeld.

10 mai

Les nazis tiennent de grands autodafés, dont celui où ils détruisent des milliers de livres de l'institut fondé par Hirschfeld.

Tout au long de l'année 1933, les procédures criminelles à l'encontre des homosexuels se multiplient.

1934**30 juin – 2 juillet**

La Nuit des longs couteaux – Hitler commande la mort de Röhm (tout comme celle des autres leaders des SA) que l'on présente comme une trahison. L'homosexualité de Röhm est utilisée en tant que justification supplémentaire.

Himmler est placé à la tête des SS et prend le contrôle des SA et de tous les camps de concentration.

1935**28 juin**

Le ministère de la Justice révisé le paragraphe 175. Cette révision fournit une base juridique pour élargir la persécution des homosexuels perpétrée par les nazis. Tout comportement jugé homosexuel, « toute activité entre hommes jugée criminellement indécente », est punissable. Le champ d'application de la loi s'est élargi – même une étreinte entre hommes est désormais sanctionnée.

15 septembre

Les lois de Nuremberg – les lois sur la protection du sang et de l'honneur allemands – sont adoptées.

Les citoyens juifs sont privés de leur citoyenneté et de leurs droits. Magnus Hirschfeld meurt en France.

1936

Les Olympiques ont lieu à Berlin – quelques bars gais ouvrent leurs portes à nouveau et quelques panneaux antisémites sont retirés.

26 octobre

Himmler forme le Bureau central de la sécurité du Reich pour combattre l'homosexualité et l'avortement.

Au cours de procès spectacles contre des groupes indépendants de jeunes ainsi que l'Église catholique, les nazis utilisent l'homophobie comme outil de dénonciation.

Ouverture du camp de concentration de Sachsenhausen près de Berlin – les hommes arrêtés en vertu du paragraphe 175, qui a été révisé, y sont envoyés, tout comme dans d'autres camps que l'on est en train de bâtir.

Himmler ordonne qu'un SS, s'il est pris en flagrant délit d'actes homosexuels, soit envoyé dans un camp de concentration et puis fusillé s'il essaie de s'échapper.

Les Roms, les Sinti et les témoins de Jéhovah sont arrêtés et envoyés dans des camps de concentration.

1937-1939

Les années records de la persécution des homosexuels.

1938**4 avril**

Directive de la Gestapo : les hommes reconnus coupables pour homosexualité seront incarcérés dans des camps de concentration.

7 novembre

Le meurtre d'Ernst vom Rath (diplomate allemand à Paris soupçonné d'être homosexuel) par Herschel Grynszpan, un jeune Juif de 17 ans, fournit un prétexte à la nuit de Cristal.

9 novembre

La nuit de Cristal – pillage et destruction de propriétés juives, des Juifs sont battus et tués, 20 000 hommes juifs sont arrêtés et internés. C'est à partir de la nuit de Cristal que s'amorce l'effort nazi pour éliminer les Juifs.

1939**1^{er} septembre**

Invasion de la Pologne – début de la Seconde Guerre mondiale.

Les hommes autrichiens condamnés pour délits homosexuels sont déportés au camp de concentration de Mauthausen.

Octobre

Hitler promulgue un décret qui permet aux médecins de donner la mort « par compassion » aux personnes ayant des déficiences physiques ou psychologiques, ou toute autre personne considérée comme ayant des déficiences génétiques.

1940

Début de la déportation des Juifs allemands vers la Pologne.

12 juillet

Himmler décrète qu'une fois leur peine purgée, les homosexuels (qui ont séduit plus d'un partenaire) seront envoyés dans des camps de concentration pour détention préventive.

1941**15 novembre**

Hitler exige la peine de mort pour tout officier SS qui se livre à un comportement homosexuel.

1942

L'extermination massive dans les chambres à gaz débute dans les camps de concentration de la Pologne occupée – des millions de personnes sont tuées.

1944

Hitler occupe l'ancienne alliée de l'Allemagne, la Hongrie. Les nazis déportent 476 000 Juifs hongrois à Auschwitz.

1945**Mai**

Fin de la guerre. Les Russes libèrent Auschwitz, les Britanniques libèrent Bergen-Belsen et les Américains libèrent Dachau. Hitler se suicide dans son bunker à Berlin.

Octobre

Début du procès de Nuremberg – la persécution des homosexuels par les nazis n'est pas abordée.

1950-1951

L'Allemagne de l'Est remplace la version du paragraphe 175 de 1935 par celle de 1871. L'Allemagne de l'Ouest conserve la version nazie.

Années 1950 et 1960

Des milliers d'homosexuels sont emprisonnés en Allemagne de l'Ouest en vertu de la version nazie du paragraphe 175.

1968

Le paragraphe 175 est libéralisé en Allemagne de l'Est – les actes homosexuels entre personnes adultes consentantes ne sont plus criminalisés.

1969

Le paragraphe 175 est révisé en Allemagne de l'Ouest.

1973

Le paragraphe 175 fait l'objet de nouvelles révisions.

1984

Première plaque commémorative qui honore les prisonniers homosexuels qui avaient été internés au camp de concentration de Mauthausen.

1985

Le président de l'Allemagne de l'Ouest, Richard von Weizsäcker, présente une première reconnaissance publique des persécutions des homosexuels au cours du 40^e anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Des plaques installées dans les camps de concentration de Dachau et de Neuengamme reconnaissent la souffrance des prisonniers homosexuels.

1987

Monument érigé à Amsterdam en mémoire des homosexuels persécutés.

1989

Plaque installée à Nollendorfplatz (Berlin) en mémoire des gais persécutés (près du Eldorado club, fermé en 1933).

1994

Les actes homosexuels sont retirés de la législation en Allemagne.

2001

Sydney, Australie – monument érigé pour rappeler la persécution des homosexuels.

Le gouvernement allemand présente des excuses formelles aux victimes homosexuelles des nazis. Les survivants ont jusqu'à la fin de l'année pour faire une demande de restitution.

2008

27 mai

Inauguration à Berlin d'un monument dédié aux homosexuels persécutés par les nazis.

2011

3 août

Mort de Rudolf Brazda, dernier homme gai connu pour avoir survécu aux camps de concentration.

2012

14 juin

Mort de Gad Beck, dernier survivant gai et juif.

EXPLORER
LA MÉMOIRE
ET L'HISTOIRE

Les cahiers des dix

Fondés en 1936



Numéro
72
2018

SOMMAIRE

Présentation

Fernand Harvey

Jeanne d'Arc au Nouveau Monde. Aperçus sur la légende johannique en Amérique française

Gilles Gallichan

Papineau et la violence. Conflits locaux et discours national en 1837 et en 1838

Yvan Lamonde

D'O'Connell à Robespierre: les représentations de Louis-Joseph Papineau dans la presse anglophone du Bas-Canada, 1827-1837

Louis-Georges Harvey

Voix des esclaves autochtones et des esclavagistes: Un cas d'histoire intersectionnelle dans les archives judiciaires de la juridiction de Montréal

Dominique Deslandres

J'ai pensé à vous... Cartes postales et artisanat textile

Jocelyne Mathieu

Tit-Coq (1948) de Gratien Gélinas. De l'événement théâtral à la consécration littéraire

Lucie Robert

Rituels, modernisation et fierté. Construction mémorielle dans la série télévisée *«J'ai la mémoire qui tourne»*

Andrée Fortin

Le gouvernement de Robert Bourassa et la culture, 1970-1976.

1^{ère} partie: La souveraineté culturelle

Fernand Harvey

Chronique de la recherche des Dix

Jocelyne Mathieu

Abonnement annuel

35\$ + TPS

(un numéro par année)

(Anciens numéros

également disponibles)



Les Éditions La Liberté

2360 Chemin Sainte-Foy

Québec (Québec) G1V 4H2

Téléphone et télécopieur: (418) 658-3763

Courriel: ed_laibilberte@librairiealiberte.com

Pour les sommaires des volumes 1 (1936) à 72 (2018), consulter le site Internet de la Société des Dix: <http://societedesdix.com>

Les ressources éducatives numériques de BAnQ : la *Ligne du temps du Québec* et *Notre territoire, nos identités*

Ève Lafontaine, archiviste-bibliothécaire
Étienne Poulin Goyer, bibliothécaire

En octobre dernier, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) présentait, à l'occasion de la 57^e édition du congrès annuel de la Société des professeurs d'histoire, son offre éducative ainsi que deux plateformes numériques : la *Ligne du temps du Québec* et *Notre territoire, nos identités*. Cocréées avec le milieu scolaire, ces deux ressources éducatives comportent plusieurs atouts qui en font d'excellents alliés pour l'enseignement.

Quelques mots sur BAnQ

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) rassemble trois institutions vouées à l'enrichissement du savoir et de la culture de tous les Québécois.

- La Bibliothèque nationale acquiert, traite et conserve l'ensemble de l'édition québécoise, tout en assurant la mise en valeur des collections patrimoniales qu'elle a constituées auprès du plus grand nombre.
- Les Archives nationales assurent la conservation d'archives publiques et privées et en facilitent l'accès à travers 10 centres répartis sur tout le territoire québécois, en plus d'encadrer les organismes publics dans la gestion de leurs documents.
- La Grande Bibliothèque, située au cœur de la métropole, est un lieu de rendez-vous culturel permettant un accès libre et gratuit à la plus grande collection de livres et de documents en français en Amérique. En tant que bibliothèque publique de tous les Québécois, elle propose également de nombreuses ressources numériques.

BAnQ participe activement au rayonnement de la culture québécoise dans l'univers numérique. En 2018-2019, son portail a attiré un total de 7 millions de visites et a généré plus de 1,5 million de prêts numériques ainsi que 18,4 millions de consultations de documents numériques.

Plus grande institution culturelle du Québec par sa

fréquentation et la diversité de ses missions, et pilier essentiel de la société du savoir, BAnQ a notamment pour mission de rassembler, de conserver et de préserver le patrimoine documentaire québécois ou relatif au Québec et de faire rayonner cet héritage.

L'offre éducative de BAnQ

Depuis la fusion de la Bibliothèque nationale (créée en 1967), des Archives nationales (datant de 1920) et de la Grande Bibliothèque (inaugurée en 2005), qui sont à l'origine de sa création, BAnQ a mis sur pied une offre éducative qui s'est manifestée par une gamme de visites et des activités variées, adaptées aux classes du préscolaire, du primaire et du secondaire. Des parcours numériques interactifs ont également été conçus par les professionnels de l'institution afin de faire découvrir le potentiel pédagogique de ses collections au personnel enseignant de la province. Au sein de la Grande Bibliothèque, située au centre-ville de Montréal, deux lieux ont également été conçus pour accueillir une partie de cette programmation scolaire : l'Espace Jeunes (destiné aux 13 ans et moins) et le Square (réservé aux 13 à 17 ans), qui possèdent tous deux des laboratoires de création permettant notamment la découverte et l'expérimentation des technologies de pointe. Le Square entretient par ailleurs une plateforme numérique collaborative accessible partout au Québec.

L'offre éducative de BAnQ est destinée avant tout aux enseignants et aux futurs enseignants du Québec. Elle vise à les outiller afin qu'ils puissent accompagner leurs élèves dans l'exploration, l'appréciation et l'utilisation autonome d'objets culturels tirés des collections de l'institution. Soucieuse de contribuer à la réussite éducative, BAnQ conçoit des outils numériques interactifs gratuits arrimés au Programme de formation de l'école québécoise, conçus en cocréation avec le milieu scolaire et élaborés en partenariat avec diverses institutions culturelles ainsi que plusieurs chercheurs du milieu de l'éducation. Depuis le printemps dernier, une

nouvelle Direction des services éducatifs a par ailleurs été créée, dans le but de fédérer l'offre éducative de l'institution et de favoriser la création de ressources éducatives numériques.

Une offre accessible à toutes les écoles de la province

En accord avec le mandat national et la mission de démocratisation et de diffusion du savoir de BAnQ, mais aussi afin de développer son offre scolaire et d'en faire profiter l'ensemble des écoles du Québec, BAnQ a amorcé, depuis deux ans, la création de ressources éducatives numériques : *La Ligne du temps du Québec* et *Notre territoire, nos identités*.

La Ligne du temps du Québec

Réalisée grâce au soutien de la Fondation de BAnQ et de l'entreprise Québecor, la *Ligne du temps du Québec* est un outil chronologique qui décline quelque 500 événements de l'histoire du Québec. Les capsules historiques qui la composent, élaborées par des bibliothécaires et des archivistes, offrent une lecture approfondie de l'histoire sociale, culturelle, économique, politique, religieuse, militaire, scientifique, éducative et sportive du Québec.

L'un des principaux atouts de l'outil est la mise à la disposition du public d'une riche sélection de documents d'époque facilement accessibles en ligne. Ces sources primaires permettent de voir les événements historiques tels qu'ils ont été vécus par les contemporains, et rendent compte des divergences de point de vue sur ces événements. Le testament de Jeanne Mance, le plan des forts construits par le régiment de Carignan-Salières, le catéchisme du diocèse de Sens, les 92 résolutions des patriotes présentées à la Chambre d'assemblée, le rapport Durham, une affiche encourageant le service militaire lors de la Première Guerre mondiale, un enregistrement sonore de *l'Osstidcho*, ou encore les résultats par district électoral du référendum de 1980 sont autant de pièces de collection à explorer. Des éléments visuels choisis parmi une riche collection de documents iconographiques — cartes postales, gravures, affiches, cartes et plans, etc. — complètent chaque texte.

La sélection des événements de la *Ligne du temps* a été effectuée dans le but de contribuer au rayonnement de la mémoire collective de toutes les régions du Québec. En plus, une attention particulière a été accordée aux domaines de la culture, de l'édition, de l'histoire des bibliothèques et de l'histoire culturelle et artistique de façon générale.

Conçu pour la recherche, l'outil permet de sélectionner

et de cibler des données spatio-temporelles précises (lieux, intervalles de dates), en plus d'effectuer des recherches par mots clés ou par noms de personnages. La combinaison de différents filtres offre une lecture personnalisée de l'histoire nationale, adaptée aux besoins des milieux éducatifs. Bref, il n'a jamais été aussi simple de générer une ligne du temps répondant à des besoins particuliers, par exemple pour couvrir les événements politiques entourant les rébellions patriotes de 1837-1838, l'histoire religieuse de la Nouvelle-France, l'évolution d'une région administrative en particulier, etc.

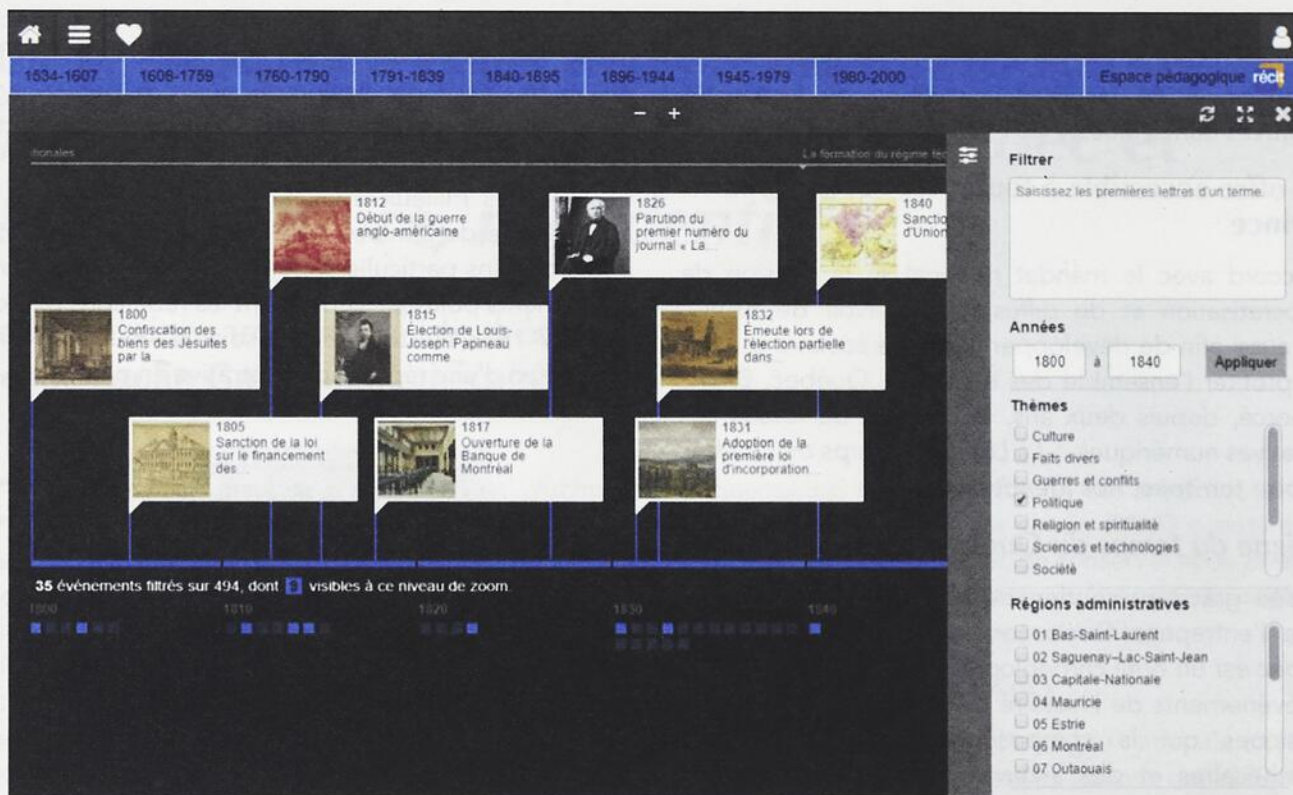


Canadiens c'est le moment d'agir... enrôlez-vous..., affiche, Montréal, Comité de recrutement canadien-français, entre 1914 et 1917.

La *Ligne du temps du Québec* permet donc aux élèves d'analyser des documents d'époque, d'investir une base de données et de faire des recherches à partir d'un outil interactif. Pour l'enseignant, elle permet d'accéder facilement à une grande variété de sources primaires, au profit d'un enseignement multidisciplinaire. L'outil s'enrichit en continu et relie à ce jour plus de 3000 sources documentaires et bibliographiques couvrant des événements s'échelonnant de 1534 à l'an 2000.

Notre territoire, nos identités

Soutenue par le Plan culturel numérique du Québec, la plateforme *Notre territoire, nos identités* a été réalisée en cocréation avec cinq écoles issues de cinq commissions scolaires de la province ainsi que des chercheurs en éducation. S'appuyant sur une stratégie d'analyse du territoire et de régions prenant la forme d'une carte du Québec, *Notre territoire, nos identités* est un espace collaboratif destiné au corps enseignant



Les filtres de recherche de la Ligne du temps du Québec

et aux élèves du primaire et du secondaire qui s'articule autour de la mise en valeur du fonds d'archives Point du jour aviation limitée.

Ce fonds d'archives, conservé à BAnQ Vieux-Montréal, est constitué de plus de 2 millions de photographies aériennes prises à basse altitude couvrant l'entière des 17 régions administratives du Québec sur une période d'environ 40 ans. Grâce à l'exhaustivité des territoires couverts et à son large cadre temporel, il permet la réalisation d'une variété de comparaisons visuelles tant du point de vue de l'évolution du milieu rural, de l'étalement urbain et des bâtiments disparus ou des désastres naturels que sur le plan de l'érosion des berges, des lacs et des côtes.

Les enseignants sont invités à explorer, à utiliser et à contextualiser une sélection de photographies de ce fonds, à l'aide d'objets culturels choisis dans les collections de BAnQ. Ils peuvent ensuite établir des liens avec l'ensemble des disciplines enseignées par l'ajout de témoignages ou d'anecdotes associés notamment au français, à l'histoire, à la géographie, aux arts, aux sciences ou encore aux mathématiques. Ainsi, un enseignant d'une région donnée pourra associer une photographie du fonds Point du jour aviation limitée à tout autre objet culturel en le liant à sa discipline scolaire,

tout en mettant en valeur sa région.

L'objectif de la plateforme consiste donc à promouvoir une approche intuitive d'utilisation des objets culturels des collections de BAnQ à des fins éducatives, et ce, dans l'ensemble des disciplines enseignées au primaire et au secondaire. La plateforme met en valeur une diversité d'objets culturels et permet de découvrir leur potentiel transdisciplinaire.

La démarche de cocréation

L'institution explore actuellement une nouvelle démarche de cocréation pour bâtir ses activités pédagogiques, qui s'incarne directement au sein des deux plateformes éducatives présentées.

Cette nouvelle dynamique de travail consiste à rassembler différents acteurs des milieux culturels et de l'éducation avec pour objectif de créer du contenu pédagogique répondant aux besoins réels des enseignants. Dans cette dynamique, les participants sont invités à faire partie d'une création collective favorisant le dialogue interdisciplinaire et mobilisant l'expertise qu'ils ont développée au fil du temps.

Ainsi, partant de leurs lieux connus (disciplines, médiation culturelle), les participants entrent en relation

avec l'expertise des autres, dans un geste de création pédagogique canalisé par un objet culturel (document visuel, archive textuelle, carte ancienne, livre, etc.). La dynamique de cocréation favorise de la sorte une attitude transdisciplinaire qui permet à l'enseignant d'explorer les frontières de sa discipline et d'en découvrir de nouvelles. Au fil des séances de cocréation, en plus de profiter d'une connaissance renouvelée de leur propre discipline et des approches éducatives propres à celle-ci, les participants acquièrent une meilleure connaissance des disciplines autres que la leur, s'initient aux expertises propres aux médiateurs culturels et se familiarisent avec des objets culturels numérisés mis à leur disposition.

Concrètement, dans *Notre territoire, nos identités*, les enseignants sont invités à consulter, adapter ou réutiliser les activités proposées sur la plateforme, ou à produire d'autres activités à partir d'une nouvelle sélection d'objets culturels. Ils participent ainsi à générer une collaboration à distance entre les enseignants des différentes régions du Québec ainsi qu'à enrichir les activités proposées grâce à la création de communautés d'apprentissage hybrides ou entièrement en ligne. Afin de guider les enseignants ainsi que les élèves dans une meilleure exploration et utilisation des objets culturels proposés, BAnQ met à la disposition des enseignants des outils interactifs conçus avec le milieu scolaire au sein même de la plateforme. Ainsi, la plateforme facilite l'utilisation d'objets culturels en salle de classe et favorise l'approche culturelle par la technologie. Elle met enfin en avant le rôle de l'enseignant à titre de générateur de liens et de passeur culturel. Cette démarche de cocréation, au cœur du projet *Notre territoire, nos identités*, sera effective dès le lancement de la plateforme, prévu en 2020.

En ce qui concerne la *Ligne du temps du Québec*, la cocréation s'articule autour de l'élaboration de matériel pédagogique. En effet, afin de faciliter son intégration en classe, le Service national RÉCIT univers social, en partenariat avec BAnQ, a conçu des tâches pédagogiques à l'intention des enseignants d'histoire de 3^e et 4^e secondaire. Accessibles dans l'Espace pédagogique de la *Ligne du temps*, ces tâches ont été conçues pour travailler sur la périodisation et l'analyse des points de vue.

Actuellement au nombre de deux, les tâches portent sur la séquence des événements des rébellions patriotes et sur la période 1896-1945. À terme, l'approche cocréative permettra une réorganisation des contenus et un enrichissement du matériel pédagogique pour s'adapter aux besoins exprimés par des enseignants de différentes disciplines.

Conclusion

Il va sans dire que la mise à la disposition de ressources éducatives numériques culturelles pour les enseignants du Québec est une initiative qui doit durer. Mais comment s'assurer que les ressources mises en place se perpétuent et soient utilisées à leur plein potentiel à distance ? Quel modèle de collaboration adopter afin d'assurer l'utilisation de ces ressources en région ?

Ce sont ces questions qui sont mises à l'épreuve au sein de ces deux plateformes. Ces deux ressources numériques incarnent en effet le modèle de collaboration que BAnQ souhaite mettre en place afin de répondre au mandat national de l'institution, c'est-à-dire d'assurer la démocratisation des ressources offertes à l'ensemble des régions du Québec.

Ces ressources fournissent une base concrète à partir de laquelle réfléchir à un modèle de collaboration entre les institutions culturelles et le milieu de l'éducation, un modèle qui pourrait se décliner non seulement dans l'enseignement en classe, mais également lors de la formation des maîtres et dans la formation continue des enseignants. En outillant les enseignants de façon à favoriser l'utilisation autonome d'objets culturels variés, nous considérons que l'approche culturelle en enseignement peut devenir un réflexe mis en place dès la formation des maîtres qui se poursuivra de manière naturelle tout au long du cheminement professionnel de chaque enseignant.

Que vous soyez enseignant, conseiller pédagogique, chercheur ou tout autre acteur du milieu éducatif ou culturel, n'hésitez pas à communiquer avec nous afin de mettre en forme vos idées dans un projet pédagogique !

Le 57^e congrès de la SPHQ en photos

Salon des exposants et congressistes

Photos : marshloimages.com



Marika Roy et Theresa Gabos du Réseau Archéo-Québec



Sophie Mathieu et Émilie Girard d'Hydro-Québec



Marlène Lebreux et Judy Tweddell d'Élections Québec



Conférencières et conférenciers

Photos : marshloimages.com



Mot de bienvenue du ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge



Conférenciers d'ouverture, le sociologue Jean-Philippe Warren, et l'historien Denys Delâge, en compagnie du président de la SPHQ, Raymond Bédard



Véronica Barton et Michael Elbaz de Radio-Canada



Gilles Laporte, historien



Maxime Pelchat de CADRE 21



Christine Chevalier-Caron, Adèle Clapperton-Richard et Yasmine Djahnine



Évelyne Ferron, historienne



Dave Noël, historien

Remises de prix lors du congrès

Photos : marshloimages.com



Benoît Gilbert et Catherine Thibault du CCBN avec Nathalie Girard



Jean-Pierre Lagueux en compagnie de Marie-Pierre Doyon, représentante de la Citadelle de Québec- Royal 22^e régiment



Ariane Paquet de l'organisme Je me souviens, avec Jean-Denis Maurais



Martin Landry, enseignant au Collège Regina Assumpta, récipiendaire du prix d'excellence en histoire 2019 de la SPHQ



Andréane Germain de l'École Lucien-Pagé CSDM avec Paul Zanazanian, chercheur à l'Université McGill



Roxanne-Alexandra Morin avec Annabel Loyola, cinéaste et conférencière



Prix d'Hydro-Québec offert à Karine Larivière, Maryse Denommée et Maxime Wingender, en compagnie de Raymond Bédard



Éric Beauregard et Monique MacLeod du Musée de l'Holocauste de Montréal

Quoi de neuf côté livres ?

Deux poids deux langues, brève histoire de la dualité linguistique au Canada

Serge Dupuis
Québec, Septentrion, 2019

En 1763, la Grande-Bretagne prend possession du Canada. Après une période d'accommodation marquée par la volonté de certains d'assimiler les Canadiens français, ces derniers se regroupent pour faire reconnaître leur langue. Commence alors une longue histoire au cours de laquelle différentes conceptions de la dualité linguistique se succéderont. Serge Dupuis souligne l'inégalité des rapports de force entre le français et l'anglais, puis les efforts déployés par l'État fédéral, le Québec et les autres provinces pour rétablir une certaine équité ou, dans les moments malheureux, marginaliser la langue de la minorité. Cette synthèse suit l'évolution du bilinguisme franco-anglais au Canada, de la Conquête jusqu'à nos jours, en mettant de l'avant les tendances qui se sont imposées et les événements marquants.

Brève histoire des idées au Québec (1763-1965)

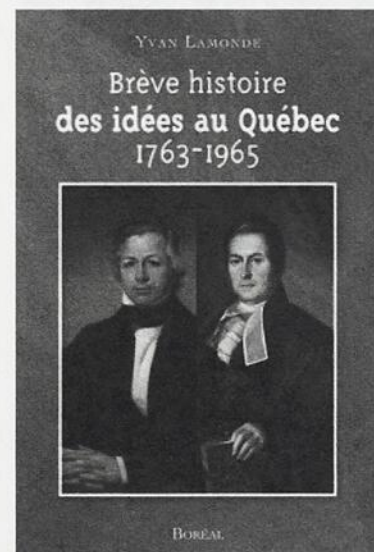
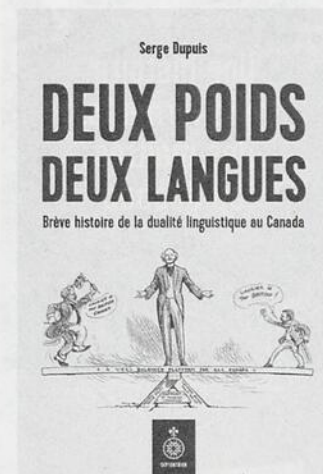
Yvan Lamonde
Québec, Boréal, 2019

Dans cette synthèse, l'historien Yvan Lamonde traverse plus de deux cents ans d'histoire civique, intellectuelle et politique. Tout en décrivant les grands courants d'idées et les mouvements sociaux qui ont animé le Québec, il réussit à rendre compte du parcours de grandes figures de notre histoire, de Fleury de Mesplet à Wilfrid Laurier en passant par Pierre-Stanislas Bédard et Louis-Joseph Papineau, de Joséphine Marchand à Pierre Vadeboncoeur en passant par Henri Bourassa et Thérèse Casgrain. Historien soucieux de parler aux citoyens, de faire le pont entre les idées et les préoccupations de la société civile, Yvan Lamonde cherche à restituer et à transmettre le souffle qui a animé les débats publics de la Conquête jusqu'à 1965. Au Québec, trois idées ont traversé le XIX^e et le XX^e siècle : le catholicisme, le libéralisme – au sens des libertés – et le nationalisme. À partir de ces grandes trames, un ensemble de thèmes sont abordés : monarchie, république, démocratie, régime colonial, réformisme, pouvoir religieux, féminisme, modernité. On découvre à la fois ce que le Québec a de singulier et ce qu'il a de semblable aux autres sociétés occidentales. Non seulement l'auteur a résumé son Histoire sociale des idées au Québec, cette entreprise unique dans notre vie intellectuelle, mais il l'a considérablement enrichie, pour notre plus grand plaisir.

Une histoire de la formation des maîtres au Québec

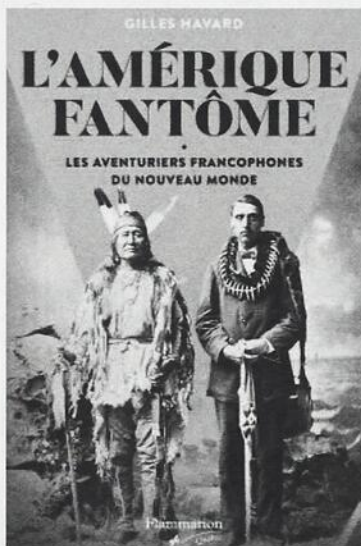
Michel Allard, Paul Aubin, Félix Bouvier et Rachel Desrosiers
Québec, Septentrion, 2019

Les comités puis les commissions d'enquête qui ont évalué à travers le temps le système d'éducation reconnaissent unanimement que sa qualité dépend





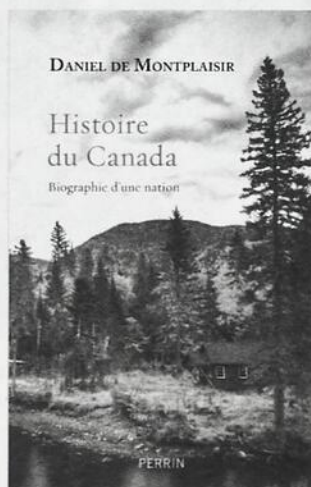
d'abord et avant tout de l'excellence de son personnel enseignant. Au-delà de ce consensus, les modalités des programmes d'études destinés précisément aux futurs enseignantes et enseignants continuent de susciter débats et discussions. Une Histoire de la formation des maîtres au Québec, depuis le régime français jusqu'à nos jours, revient sur des enjeux qui restent encore d'actualité : doit-on mettre l'accent sur la culture générale ou sur les disciplines enseignées ? Quelle place et quelle importance relative doivent avoir les contenus disciplinaires ou encore la didactique ou des éléments de psychopédagogie ? Bref, la formation des maîtres doit-elle viser des objectifs d'ordre strictement utilitariste ou devrait-elle être réflexive et critique ? Ces interrogations soulèvent à leur tour d'autres questions tout aussi importantes : celles du rôle de l'État, de la gratuité et de l'obligation scolaire, de la place, longtemps fondamentale, de la religion à l'école, de la laïcité, du rôle des parents, etc. Cet ouvrage aide à mieux comprendre dans quel contexte notre système d'éducation a évolué.



L'Amérique fantôme, les aventuriers francophones du Nouveau monde

Gilles Havard
Montréal, Flammarion Québec, 2019

Durant trois siècles, le territoire nord-américain a vu se tisser une longue trame de rencontres et de métissages entre Amérindiens et coureurs de bois, interprètes ou trappeurs francophones. Occultée par la narration officielle et l'imaginaire des westerns, la mémoire de ces aventuriers fantômes dessine dans ce livre une autre version de l'histoire de l'expansion européenne. Les rapports entre autochtones et non-autochtones qui s'y dévoilent compliquent et enrichissent notre vision de la colonisation et du contact des cultures. Gilles Havard a passé dix ans à exhumer des artefacts, interroger des descendants, décortiquer des archives. Pour reconstituer le récit biographique de dix de ces « hommes libres » au parler français. Parmi eux, citons Étienne Brûlé, premier Européen à explorer les Grands Lacs et souvent qualifié de fondateur de l'Ontario; Pierre-Esprit Radisson, qui a lui-même raconté ses aventures avec les Indiens du Canada; les frères La Vérendrye, qui participèrent à l'expédition transcontinentale de Lewis et Clark; et Pierre Beauchamp, qui vécut parmi les Arikaras et dont le fils se tient aux côtés du chef *Son of the Star* sur la couverture de ce livre.



Histoire du Canada, biographie d'une nation

Daniel de Montplaisir
Paris, Perrin, 2019

Deuxième pays du monde par la superficie, dixième puissance économique peuplée de seulement 37 millions d'habitants, principal partenaire des États-Unis et, avec lui, colocataire de l'Amérique du Nord, mais fortement attachée à ses doubles racines européennes, la nation canadienne fait souvent figure d'État modèle aux chapitres des libertés publiques, des droits de l'homme et de la femme, de la démocratie, du respect de l'environnement et de la préservation de la paix. Pourtant, le Canada s'est bâti à coups de conflits ethniques, de guerres étrangères, de tentations séparatistes. Parfois menacé de disparition mais retrouvant toujours une cohésion nationale qui surprend les Canadiens

eux-mêmes, le pays des lacs, des neiges et des forêts a construit son identité et pris sa place parmi les nations qui comptent. Les difficultés qu'il lui reste à surmonter lui conservent une partie de cet esprit pionnier qui animait déjà Cartier, Champlain et Montcalm, puis la longue liste de ses hommes d'État depuis le premier gouverneur britannique jusqu'à son plus récent Premier ministre. Daniel de Montplaisir, qui y réside, brosse avec talent et passion l'histoire méconnue et captivante de ce pays-continent qui porte fièrement pour devise « *A mari usque ad mare* » – « D'un océan à l'autre ».

Histoire mondiale de la Guerre froide

Odd Arne Westad
Paris, Perrin, 2019

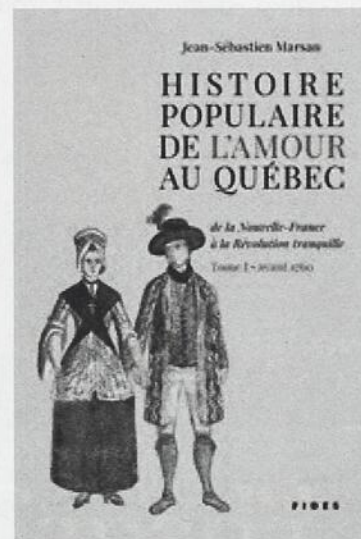
Confrontation homérique entre le capitalisme et le socialisme, la guerre froide a atteint son paroxysme entre 1945 et 1989. Pourtant, ses origines remontent à des temps bien plus anciens, et on en perçoit aujourd'hui encore les conséquences. À son apogée, elle a cimenté un système international structuré autour de deux superpuissances, un monde bipolaire dans lequel le pouvoir et la violence – ou le chantage à la violence – sont devenus les critères des relations internationales; un monde, enfin, où les convictions tendent vers l'absolu, vouant l'adversaire aux gémonies.

Avec une remarquable hauteur de vue, l'historien Odd Arne Westad situe la guerre froide en tant que phénomène mondial – évoquant Cuba, la Corée, l'Angola, le Pakistan, l'Égypte, l'Iran... autant de pays sommés de prendre position dans cette vaste lutte idéologique –, et partant des années 1890, date de la première crise capitaliste mondiale, de la radicalisation du mouvement ouvrier européen et de la transformation de l'Amérique et de la Russie en empires transcontinentaux, pour s'arrêter une centaine d'années plus tard, autour de 1990, avec la chute du mur de Berlin, l'effondrement de l'Union soviétique et, en définitive, l'émergence des États-Unis comme véritable puissance hégémonique mondiale.

Histoire populaire de l'amour au Québec, tome 1, avant 1760

Jean-Sébastien Marsan
Montréal, Fides, 2019

Au Québec, tout le monde a entendu parler des Filles du roi, du labeur de la colonisation, des coureurs de bois qui convoitaient les Amérindiennes, etc. Mais qui se souvient des « bons soirs » pour les fréquentations ? Des mariages à la « gaumine », des « sommations respectueuses », des dispenses ecclésiastiques qui permettaient de convoler avec un cousin ou une belle-sœur, ou encore des mariages « remarquables », lorsque les frères d'une famille épousaient les sœurs d'une autre famille ? Il est arrivé qu'un veuf et son fils épousent une veuve et sa fille ! Des premiers explorateurs de la Nouvelle-France jusqu'à la Conquête, ce premier tome de l'Histoire populaire de l'amour au Québec s'attarde à toutes les facettes de la vie intime de l'époque : célibat, rencontre, fréquentations, mariage, vie conjugale, séparation, concubinage, bigamie, adultère, prostitution, ainsi que le mode de vie des veufs et des veuves, des religieux et des religieuses, des « vieilles filles » et des « vieux garçons ». Le tout dans un environnement très particulier, un pays neuf en Amérique du Nord.



... côté musées ?

Musée des religions du monde

900, boul. Louis-Frédette, Nicolet

Lumière sur les francs-maçons

Jusqu'au 1^{er} novembre 2020

Objet de prédilection des théories du complot, la franc-maçonnerie, une fraternité initiatique qui remonte au Moyen Âge, est aussi ce qu'on appelle une société secrète. Depuis deux siècles, elle alimente les théories du complot les plus délirantes. Est-elle une secte ? A-t-elle des influences occultes ? Les membres sont-ils des anarchistes ? Des affairistes, complices d'assassinats politiques et de malversations économiques ?



Pointe-à-Callière

350 Place Royale, Montréal

Les Incas... c'est le Pérou !

Jusqu'au 13 avril 2020

Les Incas... leur seule évocation fait rêver ! Mais que sait-on d'eux ? Afin de percer les secrets de l'Empire inca, ses origines et son héritage, et de mettre en valeur le grand raffinement de ses créations artistiques, Pointe-à-Callière présente l'exposition *Les Incas... c'est le Pérou !* Le Musée invite le public à explorer le monde captivant des anciennes cultures du Pérou, de la préhistoire à l'ère contemporaine, à la découverte des splendeurs de la civilisation inca, à la fois héritière et légataire de coutumes et de savoir-faire parmi les plus riches du patrimoine mondial. En plus d'admirer la beauté et la singularité de la faune et de la flore du territoire andin, l'exposition permettra de découvrir différentes civilisations préincas, leurs rites et leurs nombreux savoir-faire dans les domaines de l'agriculture, de la céramique, de la métallurgie, de la sculpture et du tissage qui ont tous eu une influence majeure sur la culture inca. Puis, au cœur de l'exposition, on y découvre la richesse de la civilisation inca, son organisation sociale et ses étonnantes réalisations artistiques.

Musée canadien de l'histoire

100, rue Laurier, Gatineau

Non cédées - Terres en récit

Jusqu'au 22 mars 2020

Qu'apportent la pensée et la spiritualité autochtones au monde de l'architecture ? Dans l'installation multimédia *Non cédées - Terres en récit*, 18 architectes et designers autochtones renommés de l'île de la Tortue (Amérique du Nord) font vivre à la fois le passé, le présent et l'avenir de l'expérience autochtone.



le passé, le présent et l'avenir de l'expérience autochtone.

Dirigée par l'architecte canadien de réputation internationale Douglas Cardinal, et coorganisée par Gerald McMaster et David Fortin, l'installation *Non cédées* révèle comment la vision,

la créativité et les compétences techniques d'architectes autochtones, mais surtout leur relation symbiotique à la terre et leurs savoirs traditionnels, ont contribué à façonner notre monde. Structurée autour de quatre territoires thématiques, l'installation présente le travail d'architectes et de designers qui s'expriment sur l'autochtonéité, la résilience, la souveraineté et la colonisation.

LAISSEZ-NOUS PLANIFIER VOS SORTIES

PROFITEZ DE NOS
SERVICES GRATUITS

Laissez-nous vous simplifier la vie en vous proposant un itinéraire et en réservant des visites d'endroits intéressants dans la région de la capitale du Canada.

canada.ca/capitale-scolaire

1-800-461-8020



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

Canada

POSTES PUBLICATIONS
NUMÉRO DE CONVENTION : 40044834

Adresse de retour
SPHQ, CP 311, Saint-Bruno-de-Montarville
Québec, J3V 5G8

Prix d'excellence de la SPHQ

1 000 \$ aux élèves et enseignants en histoire

ÉLÈVES : 5 PRIX DE 100 \$

Ces prix récompensent les élèves de 3^e ou 4^e secondaire s'étant démarqués par l'intérêt soutenu qu'ils ont démontré pour l'histoire du Québec, par leur participation active dans les cours et activités scolaires liés à l'histoire et par des résultats académiques supérieurs à la moyenne.

Sont admissibles les élèves qui ont suivi un cours d'histoire du Québec pendant l'année scolaire 2019-2020.

ENSEIGNANT : 1 PRIX DE 500 \$

Ce prix vise à souligner le travail accompli par un enseignant d'histoire du secondaire pour faire découvrir, connaître et aimer l'histoire.

L'enseignant doit s'être démarqué par des approches pédagogiques originales, par son dynamisme en classe et au sein de l'école ou par la conception et la publication de matériel didactique.

REMISE DES PRIX

Les prix d'excellence en histoire pour les élèves sont transmis aux écoles participantes afin qu'elles puissent les remettre aux lauréats à la fin de l'année scolaire lors de leurs soirées Méritas.

Le prix d'excellence en histoire pour l'enseignant est remis à l'automne, lors du congrès annuel de la SPHQ.

MODALITÉS

Les enseignants doivent soumettre leur candidature ou celle de leur élève en envoyant par la poste le formulaire complété et les documents requis avant le **1^{er} mai 2020**.

Les formulaires pour poser une candidature sont disponibles sur le site internet de la SPHQ à l'adresse www.sphq.quebec.

SPHQ | Société
des professeurs d'histoire
du Québec

